

Lois

Loi n° 2024-48 du 9 décembre 2024, portant loi de finances pour l'année 2025⁽¹⁾.

Au nom du peuple,

L'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Dispositions Budgétaires

Article premier - Les recettes et les dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2025 sont estimées comme suit :

- | | |
|--|-----------------------|
| - Recettes du budget de l'Etat | 50 028 000 000 Dinars |
| - Dépenses du budget de l'Etat | 59 828 000 000 Dinars |
| - Résultat du budget de l'Etat (déficit) | 9 800 000 000 Dinars |

Art. 2 - Est et demeure autorisée pour l'année 2025 la perception au profit du budget de l'Etat des recettes d'un montant total de 50 028 000 000 Dinars répartis comme suit :

- | | |
|-----------------------------|-----------------------|
| - Les recettes fiscales | 45 249 000 000 Dinars |
| - Les recettes non fiscales | 4 429 000 000 Dinars |
| - Les dons | 350 000 000 Dinars |

Ces recettes sont reparties conformément au tableau « A » annexé à la présente loi.

Art. 3 - Les recettes affectées aux comptes spéciaux du trésor pour l'année 2025 sont fixées à 1 857 050 000 Dinars conformément au tableau « B » annexé à la présente loi.

Art. 4 - Le montant des recettes des comptes de concours pour l'année 2025 est fixé à 53 521 000 Dinars.

Art. 5 - Le montant des crédits de paiement des dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2025 est fixé à 59 828 000 000 Dinars.

Ces crédits sont repartis par missions, par missions spéciales et par programmes conformément au tableau « C » annexé à la présente loi.

Art. 6 - Le montant des crédits d'engagement des dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2025 est fixé à 63 000 000 000 Dinars.

Ces crédits sont répartis par missions, par missions spéciales et par programmes, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi.

Art. 7 - Est autorisée pour l'année 2025 la perception des ressources du trésor d'un montant total de 28 203 000 000 Dinars.

Ces ressources sont utilisées pour financer le résultat du budget de l'Etat et couvrir les charges de trésor comme suit :

Désignations	Montant	En Dinars
Ressources des emprunts extérieurs	6 131 000 000	
Ressources des emprunts intérieurs	21 872 000 000	
Ressources de trésor	200 000 000	
Total des sources de financement	28 203 000 000	
Financement de déficit budgétaire y compris les dons extérieurs, privatisation et confiscation	9 800 000 000	
Remboursement du principal de la dette intérieure	9 734 000 000	
Remboursement du principal de la dette extérieure	8 469 000 000	
Prêts et avances du trésor	200 000 000	
Total des utilisations	28 203 000 000	

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée des représentants du peuple dans la séance commune du 2 décembre 2024.

Art. 8 - Le montant des recettes et des dépenses des établissements publics dont les budgets sont rattachés pour ordre au budget de l'Etat pour l'année 2025 est fixé par missions à 1 438 539 300 Dinars conformément au tableau « E » annexé à la présente loi.

Art. 9 - L'effectif global du personnel autorisé au titre de l'année 2025 au profit des ministères y compris les services centraux et régionaux et le personnel des établissements publics dont les budgets sont rattachés pour ordre au budget de l'Etat est de 663 757 agents.

Cet effectif est réparti par missions et par missions spéciales conformément au tableau « F » annexé à la présente loi.

Art. 10 - Le montant maximum dans la limite duquel le ministre chargé des finances est autorisé à accorder des prêts du trésor aux établissements publics en vertu de l'article 62 du code de la comptabilité publique est fixé à 330 000 000 Dinars pour l'année 2025.

Art. 11 - Le montant dans la limite duquel le ministre chargé des finances est autorisé à accorder la garantie de l'Etat pour la conclusion des prêts ou l'émission des sukuk islamiques conformément à la législation en vigueur est fixé à 8 000 000 000 Dinars pour l'année 2025.

Art. 12 - Par dérogation aux dispositions de l'article 25 de la loi n° 2016-35 du 25 avril 2016 portant fixation du statut de la Banque centrale de Tunisie, la Banque centrale est autorisée à octroyer des facilités au profit de la trésorerie générale de la Tunisie dans la concurrence d'un montant ne dépassant pas 7000 millions de dinars.

Ces facilités sont octroyées sans intérêts appliqués et sont remboursées sur une période de 15 ans dont 3 années de grâce.

Une convention sera conclue entre le ministre chargé des finances et le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie fixant notamment les modalités de tirage et de remboursement des facilités octroyées.

Attribution des dotations payées dans le cadre de la responsabilité sociétale

Art. 13 :

1) Sont allouées au budget des conseils régionaux en application des dispositions de la loi n°2018-35 du 11 juin 2018 relative à la responsabilité sociétale des entreprises, les dotations payées par les établissements concernés par ladite loi. Les montants de ces dotations sont fixés dans le cadre de conventions conclues à cet effet entre le gouverneur et lesdits établissements.

2) Les recettes réalisées à ce titre sont affectées au financement des interventions au profit des régions sinistrées, notamment dans les secteurs suivants :

- La santé,
- L'environnement,
- L'éducation,
- Les établissements et les associations sportives, culturelles et sociales selon les législations y afférentes,
- Appui aux recettes des communes de la région,
- Les travaux de l'infrastructure.

3) Des rapports annuels relatifs aux recettes et dépenses desdits établissements sont soumis à la Présidence de la République, la Présidence du Gouvernement, l'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts.

Prorogation du programme de la mise à la retraite avant l'âge légal

Art. 14 - Les dispositions de l'article 14 du décret-loi n° 2021-21 du 28 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 demeurent applicables selon les mêmes conditions, procédures et modalités prévues par la réglementation en vigueur, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028.

Consolidation des leviers de l'Etat social et renforcement du pouvoir d'achat du citoyen

Création d'un « Fonds de Protection Sociale des Travailleuses Agricoles » et octroi d'avantages fiscaux en leur faveur

Art. 15 -

1) Est créé un fonds spécial intitulé « Fonds de protection sociale des travailleuses agricoles » chargé d'assurer la couverture sociale et d'aider à l'inclusion économique des travailleuses agricoles dans le cadre du régime de la protection sociale des travailleuses agricoles créé en vertu du décret-loi n°2024-4 du 22 octobre 2024, relatif au régime de protection sociale pour les travailleuses agricoles.

Les conditions et les modalités d'intervention du fonds sont fixées par décret.

Le ministre chargé des affaires sociales est l'ordonnateur du fonds.

La gestion du fonds de protection sociale des travailleuses agricoles est confiée à la Caisse nationale de sécurité sociale en vertu d'une convention conclue à cet effet entre ledit fonds, le ministre chargé des affaires sociales et le ministre chargé des finances.

La gestion des programmes d'inclusion économique des travailleuses agricoles est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet entre ladite banque, le ministre chargé des affaires sociales et le ministre chargé des finances.

2) Le fonds de protection sociale des travailleuses agricoles est financé par :

- une subvention du budget de l'Etat dans la limite de 5 millions de dinars,
- une taxe au taux de 1 % des primes d'assurance ou des cotisations afférentes à toutes les branches d'assurance nette d'annulations et de taxes,

Cette taxe est payée mensuellement par les compagnies d'assurance ou les fonds des adhérents comme en matière de la taxe unique sur les assurances.

La taxe ne peut être mise à la charge des souscripteurs des contrats d'assurance ou des adhérents dans les entreprises d'assurance Takaful.

La taxe est déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

- une taxe d'une valeur de 5 dinars au titre de chaque attestation de visite technique payée par l'Agence technique de transport terrestre comme en matière de taxes sur les formalités administratives relatives à l'immatriculation des véhicules, aux permis de conduire et aux cartes d'exploitation ,
- un pourcentage de 10 % du montant global des amendes routières perçues annuellement,
- les ressources provenant des taxes contre les services fournis par les différents organismes et établissements sous tutelle du ministère chargé des affaires sociales, fixés par arrêté du ministre chargé des affaires sociales,
- tous dons et ressources pouvant lui être affectés conformément à la législation en vigueur.

Art. 16 :

1) Est ajouté à l'article 38 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, un point 26 ainsi libellé :

26. Les revenus réalisés par les travailleuses agricoles bénéficiant des interventions du fonds de protection sociale des travailleuses agricoles, et ce, pendant 10 ans à partir du 1er janvier de l'année du bénéfice des interventions dudit fonds.

2) Est ajouté à l'article 40 de la loi n°83-113 du 30 décembre 1983 portant loi de finances pour l'année 1984, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents le numéro 7, ainsi libellé :

7) sont exonérés de ladite taxe les véhicules utilisés pour le transport des travailleurs agricoles tant qu'aucune autre autorisation relative au transport de personnes ou de marchandises n'a été attribuée à leurs propriétaires.

3) Est ajouté au numéro 3 du paragraphe I de l'article 19 du décret beylical du 31 mars 1955, portant fixation du budget ordinaire pour l'exercice 1955-1956, tel que modifié et complété par les textes subséquents :

- Les véhicules de 8 ou 9 places utilisés pour le transport des travailleurs agricoles tant qu'aucune autre autorisation relative au transport de personnes ou de marchandises n'a été attribuée à leurs propriétaires.

4) Est ajouté au numéro 2 de l'article premier du décret -loi n°60-22 du 13 septembre 1960, portant institution d'une taxe annuelle sur les véhicules de tourisme à moteurs à huile lourde, tel que modifié et complété par les textes subséquents un tiret ainsi libellé :

- Les véhicules de 8 ou 9 places utilisés pour le transport des travailleurs agricoles tant qu'aucune autre autorisation relative au transport de personnes ou de marchandises n'a été attribuée à leurs propriétaires.

5) Est ajouté à l'article 34 de la loi n°84-84 du 31 décembre 1984, portant loi de finances pour l'année 1985, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents un paragraphe ainsi libellé :

Sont exonérés de ladite taxe les véhicules utilisés pour le transport des travailleurs agricoles tant qu'aucune autre autorisation relative au transport de personnes ou de marchandises n'a été attribuée à leurs propriétaires.

Création d'un fonds spécial « Fonds d'assurance contre la perte d'emploi pour des motifs économiques »

Art. 17 :

1) Est créé un fonds spécial intitulé « Fonds d'assurance contre la perte d'emploi pour des motifs économiques » ayant pour objet de financer le régime d'assurance de la perte collective d'emploi pour des motifs non personnels pour les deux parties de la relation professionnelle et d'instaurer un système de prévoyance et de protection des travailleurs licenciés pour des motifs économiques.

Le ministre chargé des affaires sociales est l'ordonnateur du fonds.

Les conditions et règles de gestion dudit fonds sont fixées par décret.

2) Le fonds d'assurance contre la perte d'emploi pour des motifs économiques est financé par :

- une subvention du budget de l'Etat dans la limite de 5 millions de dinars,
- des frais d'adhésion au taux de 0,5% supportés par chacun de l'employeur et l'employé et dus sur la masse salariale déclarée auprès de la Caisse nationale de sécurité sociale.

- un pourcentage de 14% du rendement de la majoration spécifique due sur le tabac et les allumettes,
- une taxe sur les jeux dont la participation s'effectue directement par téléphone ou messages courts (SMS) ou serveur vocal, supportée par le participant aux jeux au taux de 30% du :

* prix de la participation au jeu hors ladite taxe pour les jeux auxquels la participation s'effectue par messages courts.

* prix de la minute hors ladite taxe pour les jeux auxquels la participation s'effectue directement par téléphone ou à travers le serveur vocal.

Les opérateurs des réseaux de télécommunications, tels que définis par l'article 2 du code des télécommunications, effectuent la retenue du montant de la taxe, du solde du compte du client pour les abonnés des lignes prépayées et facturent le montant de ladite taxe pour les autres abonnés.

Les opérateurs des réseaux de télécommunications sont tenus de déclarer et de payer le montant de la taxe susvisée auprès de la recette des finances dont ils relèvent au cours des vingt premiers jours du mois qui suit le mois au cours duquel la retenue ou la facturation ont eu lieu.

- tous dons et ressources pouvant lui être affectés conformément à la législation en vigueur.

3) La gestion du fonds d'assurance contre la perte d'emploi pour des motifs économiques s'effectue en vertu d'une convention conclue entre le ministre chargé des affaires sociales, le ministre chargé de l'emploi et le ministre chargé des finances.

4) Sont abrogés les articles de 2 à 4 de la loi n°2009-40 du 8 juillet 2009, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2009, relatifs à l'instauration d'un fonds de financement des mesures exceptionnelles de la mise à la retraite. Le solde des ressources du fonds est transféré au profit du « fonds d'assurance contre la perte d'emploi pour des motifs économiques ».

Création d'un fonds spécial du Trésor « Fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation »

Art. 18 :

1) Est ouvert aux registres du Trésorier Général de Tunisie un fonds spécial du Trésor dénommé «Fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation » chargé de payer les indemnités dues aux victimes des accidents de la circulation causant des préjudices résultant des atteintes aux personnes ou à leurs ayants droit en cas de décès , lorsque ces accidents sont survenus sur le territoire de la République Tunisienne et ont été causés par des véhicules terrestres à moteur ou leurs remorques, à l'exclusion des véhicules appartenant à l'Etat ou des véhicules circulant sur les voies ferrées, et ce dans les cas suivants :

- le responsable de l'accident demeure inconnu.
- l'inexistence d'un contrat d'assurance en vigueur soit en raison de l'expiration de la validité du contrat d'assurance pour les contrats à terme limité, soit dans les cas de non-souscription d'un contrat d'assurance.
- la nullité du contrat d'assurance.
- la résiliation du contrat d'assurance, à l'exception du cas prévu au dernier alinéa de l'article 11 du code des assurances.
- la suspension du contrat d'assurance, à l'exception des deux cas prévus, respectivement, au dernier alinéa de l'article 11 et au troisième alinéa de l'article 22 du code des assurances.
- les exclusions de garantie prévues à l'article 118 du code des assurances.

Le ministre chargé des domaines de l'Etat est l'ordonnateur du fonds.

Les dépenses du fonds revêtent un caractère estimatif.

Les conditions et les modalités d'intervention du fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation sont fixées par décret.

2) Le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation indemnise les ayants droit ou l'entreprise d'assurance qui l'a subordonné dans la limite des montants versés pour le compte de ce fonds.

L'entreprise d'assurance est tenue d'introduire le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation dans le procès relatif à l'indemnisation des accidents de la circulation, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, sous peine d'inopposabilité des jugements rendus à l'égard du fonds.

Contrairement aux dispositions de l'article 149 du code des assurances, le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation a le droit de présenter une offre de transaction amiable dans le domaine de son intervention prévu au paragraphe 1 du présent article, conformément aux dispositions d'une convention d'indemnisation pour le compte d'autrui, obligatoirement conclue par les parties concernées et approuvée par arrêté du ministre chargé des finances.

Au cas où une transaction amiable serait conclue entre le fonds et la victime ou ses ayants droit en cas de décès, la transaction est opposable au responsable de l'accident.

Le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation et l'entreprise d'assurance sont tenus d'associer la caisse de sécurité sociale concernée aux demandes de transactions amiables relatives aux accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail.

Toute transaction à l'amiable effectuée sans associer le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation ou la caisse de sécurité sociale concernée est inopposable à l'égard de la caisse et du fonds.

L'entreprise d'assurance et le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation sont tenus d'introduire la caisse de sécurité sociale concernée dans le procès relatif à l'indemnisation des accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail, qu'ils soient demandeurs ou défendeurs sous peine d'inopposabilité à la caisse, des jugements rendus.

Le fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation est subrogé après paiement de l'indemnité, et à concurrence des montants versés, dans les droits et actions du bénéficiaire contre le responsable de l'accident.

Le fonds est en droit de réclamer des intérêts calculés au taux d'intérêt légal civil à compter de la date du paiement des indemnités et jusqu'à la date de leur remboursement.

3) Les ressources du fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation se composent de :

- la contribution des entreprises d'assurances ou des fonds des adhérents pour les assurances Takaful agréés pour pratiquer l'assurance de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et leurs remorques, tels que mentionnés à l'article 110 du code des assurances, au taux de 0,2% des primes ou cotisations d'assurances émises au titre de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et leurs remorques, nettes d'annulations et de taxes.

- la contribution des assurés ou des adhérents au taux de 2% des primes ou cotisations d'assurances émises au titre de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et leurs remorques, nettes d'annulations et de taxes.

- les sommes recouvrées des responsables des accidents dans les cas prévus au paragraphe 2 du présent article.

- les autres ressources qui pourraient lui être affectées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les dispositions susvisées s'appliquent aux véhicules non immatriculés dans l'une des séries d'immatriculation en usage en Tunisie couverts par une assurance frontière.

La contribution des entreprises d'assurances ou des fonds des adhérents pour les assurances et la contribution des assurés ou des adhérents sont payées mensuellement par les entreprises d'assurances ou par les fonds des adhérents au même titre que la taxe unique sur les assurances.

4) Est remplacée l'expression "صندوق ضمان ضحايا حوادث المرور" en langue arabe là où elle est citée dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur par l'expression "حساب ضمان ضحايا حوادث المرور".

5) La convention prévue à l'article 149 du code des assurances demeure en vigueur jusqu'à la signature de la convention prévue au paragraphe 2 du présent article.

- Les dispositions de l'article 173 du code des assurances demeurent en vigueur jusqu'à la promulgation du décret prévu au paragraphe 1 du présent article.

6) Sont abrogées les dispositions des articles 172 et de 174 à 176 du code des assurances, à compter du 1^{er} janvier 2025.

Fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles

Art. 19 - Sont abrogées les dispositions du quatrième sous-paragraphe du paragraphe 1 prévu par l'article 17 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018 et remplacées par ce qui suit :

« Le fonds est géré en vertu d'une convention conclue entre le ministre chargé des finances et le ministre chargé de l'agriculture et de la pêche ».

Allègement de la charge fiscale des personnes bénéficiant de pensions d'orphelins et de pensions d'invalidité

Art. 20 :

1) Est ajouté à l'article 38 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, un point 27 ainsi libellé :

27. Les pensions d'orphelins et les pensions d'invalidité de l'exercice du travail d'origine non professionnelle, servies conformément à la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité sociale.

2) Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux pensions payées à partir du 1^{er} janvier 2025.

Appui à l'inclusion financière et économique des catégories vulnérables et à revenu limité et leur encouragement à la création des projets

Art. 21 - Est créée une ligne de financement d'un montant de 20 millions de dinars sur les ressources du fonds national de l'emploi au profit des catégories vulnérables et à revenu limité, allouée à l'octroi de crédits sans intérêt ne dépassant pas 10 mille dinars pour chaque crédit, pour le financement des activités dans tous les domaines économiques, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, remboursables sur une durée maximale de 6 ans dont une année de grâce.

Sa gestion est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

Renforcement de l'inclusion économique des personnes handicapées

Art. 22 - Est créée une ligne de financement d'un montant de 5 millions de dinars sur les ressources du fonds national de l'emploi au profit des personnes handicapées, allouée à l'octroi de crédits sans intérêt ne dépassant pas 10 mille dinars pour chaque crédit, pour le financement des activités dans tous les domaines économiques, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, remboursables sur une durée maximale de 8 ans dont deux années de grâce.

Sa gestion est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

**Révision de la fiscalité des voitures aménagées spécialement
à l'usage des personnes handicapées**

Art. 23 :

1) Sont modifiées les dispositions de l'article 49 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents comme suit :

Article 49 (nouveau) :

Sont appliqués les taux du droit de consommation dû sur les voitures aménagées spécialement à l'usage des personnes handicapées repris dans le tableau suivant :

N° de la position	Désignation des produits	Taux %
Ex 87-03	Véhicule de tourisme aménagé à l'usage des personnes handicapées :	
	- à moteur à piston à allumage autre qu'à combustion interne	0
	*d'une cylindrée n'excédant pas 1300 cm ³	5
	*d'une cylindrée excédant 1300 cm ³ et n'excédant pas 1600 cm ³	10
	*d'une cylindrée excédant 1600 cm ³ et n'excédant pas 2000 cm ³	
	- à moteur à piston à allumage par compression :	
	* d'une cylindrée n'excédant pas 1600 cm ³	10
	* d'une cylindrée excédant 1600 cm ³ et n'excédant pas 1900 cm ³	15
	* d'une cylindrée excédant 1900 cm ³ et n'excédant pas 2150 cm ³	20
	véhicule utilitaire aménagé à l'usage des personnes handicapées	
Ex 87-04	- à moteur à piston à allumage autre qu'à combustion interne	0
	*d'une cylindrée n'excédant pas 1300 cm ³	5
	*d'une cylindrée excédant 1300 cm ³ et n'excédant pas 1600 cm ³	10
	*d'une cylindrée excédant 1600 cm ³ et n'excédant pas 2000 cm ³	
	- à moteur à piston à allumage par compression :	
	* d'une cylindrée n'excédant pas 1600 cm ³	10
	* d'une cylindrée excédant 1600 cm ³ et n'excédant pas 1900 cm ³	15
	* d'une cylindrée excédant 1900 cm ³ et n'excédant pas 2150 cm ³	20

2) Bénéficient de l'avantage susmentionné, une fois tous les cinq ans, les tunisiens résidents en Tunisie lors de l'importation d'une voiture de tourisme ou d'une voiture utilitaire de l'étranger conformément à la législation en vigueur ou dans le cadre d'un don entre les membres de la même famille tels que définis par les dispositions de l'article 22 du code des douanes ou lors de l'acquisition auprès des concessionnaires des véhicules automobiles exploitant un entrepôt privé particulier ou encore lors de l'acquisition de voitures fabriquées localement et ce à condition :

- que la personne handicapée soit titulaire d'un permis de conduire conformément à la législation en vigueur,
- que la voiture de tourisme ou utilitaire soit aménagée selon le type d'handicap,
- qu'à la date de son entrée en Tunisie, l'âge du véhicule ne dépasse sept ans et ce à compter de la date de la première mise en circulation,
- que la valeur du véhicule ne dépasse les 100 mille dinars,
- de présenter, conformément à la législation en vigueur, le matricule fiscal lors de la demande de bénéficier de la voiture utilitaire.

3) En cas d'immobilité totale selon la législation en vigueur, le conjoint, les ascendants ou les descendants peuvent être autorisés à conduire la voiture de tourisme.

Les conditions et règles d'application des dispositions du présent article sont fixées par décret.

Les dispositions du présent article entrent en vigueur à partir du 1^{er} avril 2025.

Encadrement davantage des victimes d'actes de terrorisme et des ayants droit des martyrs de la révolution et ses blessés

Art. 24 - Est créée une ligne de financement d'un montant de deux millions (2.000.000) de dinars sur les ressources du fonds national de l'emploi au profit des personnes bénéficiant de l'inclusion économique et de la création des postes d'emploi conformément aux dispositions du décret-loi n° 2022-20 du 9 avril 2022, relatif à l'Etablissement Fidaa pour la prévoyance des victimes d'actes de terrorisme parmi les militaires, les agents des forces de sécurité intérieure et des douanes ainsi que les ayants droit des martyrs de la révolution et ses blessés, allouée à l'octroi de crédits sans autofinancement et sans intérêt pour le financement des activités dans tous les domaines économiques durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, remboursables sur une durée maximale de 8 ans dont deux années de grâce.

La gestion de ladite ligne est confiée à la banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi et l'Etablissement Fidaa.

Cette convention fixe les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

Renforcement du rôle social de l'Etat dans le domaine de l'habitat

Art. 25 - Est remplacée l'expression « l'acquisition d'un premier logement » mentionnée au paragraphe premier de l'article 61 de la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016, portant loi de finances pour l'année 2017 par l'expression « l'acquisition ou la construction d'un premier logement ».

Appui aux patients allergiques au gluten issus de familles pauvres et à faible revenu

Art. 26 - Est octroyée aux patients allergiques au gluten issus de familles pauvres et à faible revenu inscrits au programme "AMEN SOCIAL", une allocation financière mensuelle de 30 dinars par personne au titre de la prise en charge des dépenses alimentaires.

Les modalités d'octroi de ladite allocation sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des affaires sociales, du ministre chargé de la santé et du ministre chargé des finances.

Préservation des ressources hydrauliques

Art. 27 :

1) Est remplacée l'expression « du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 » mentionnée au paragraphe premier de l'article 28 du décret-loi n° 2022-79 du 22 décembre 2022, portant loi de finances pour l'année 2023, telle que modifiée par l'article 28 de la loi n° 2023-13 du 11 décembre 2023, portant loi de finances pour l'année 2024, par l'expression « du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027 ».

2) Est allouée une dotation supplémentaire de 2 millions de dinars sur les ressources du fonds national d'amélioration de l'habitat pour l'octroi de crédits sans intérêt ne dépassant pas 20 mille dinars pour chaque crédit pour le financement de la construction des collecteurs d'eau de pluie.

Exonération des véhicules non destinés au transport de personnes ou transport de marchandises de la taxe unique de compensation de transports routiers

Art. 28 :

1) Sont modifiées les dispositions du numéro 7 de l'article 38 de la loi n°83-113 du 30 décembre 1983 portant loi de finances pour la gestion 1984 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment par l'article 56 de la loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013 portant la loi des finances pour l'année 2014 comme suit :

« Aux autres véhicules autres que ceux utilisés pour le transport de personnes ou le transport de marchandises autorisés à utiliser la route ».

2) Est ajouté à l'article 40 de la loi n°83-113 du 30 décembre 1983 portant loi de finances pour la gestion 1984 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents un numéro 8 ainsi libellé :

8) Sont exonérés de cette taxe :

- les véhicules aménagés pour la radio et télé diffusion
- les véhicules aménagés pour la projection cinématographique
- les véhicules aménagés en bibliothèques itinérantes
- les véhicules aménagés pour consultations médicales itinérantes
- les véhicules aménagés pour don et transfusion de sang
- les véhicules aménagés pour le transport funèbre
- les véhicules aménagés en laboratoires itinérants
- les matériels de travaux publics
- les engins et équipements spéciaux utilisés sur les routes
- les camions, autobus, remorques et semi-remorques destinés à la formation de conduite automobile

Renforcement du rôle de l'Office national de la famille et de la population de prévention des maladies contagieuses

Art. 29 - L'Office national de la famille et de la population bénéficie de l'exonération des droits de douane et de la taxe professionnelle au profit du fonds de développement de la compétitivité dans les secteurs industriels, de services et de l'artisanat dus à l'importation des préservatifs relevant de la position tarifaire Ex 40.14 du tarif des droits de douane à l'importation.

Soutien des établissements publics opérant dans le domaine de l'encadrement de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées

Art. 30 - Les établissements publics opérant dans le domaine de l'encadrement de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées bénéficient de la suspension des droits et taxes dus à l'importation des équipements, matériels et produits n'ayant pas de similaires fabriqués localement et nécessaires à leur activité.

Cet avantage est accordé sur la base d'une attestation délivrée par les services compétents du ministère de tutelle de l'établissement concerné, après avis technique des services du ministère chargé de l'industrie.

Réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée à l'électricité basse tension destinée à la consommation domestique

Art. 31 :

1) Est modifié le deuxième tiret du numéro 3 de l'article 7 du code de la taxe sur la valeur ajoutée comme suit :

- La vente de l'électricité basse tension destinée à la consommation domestique au profit des personnes dont la consommation mensuelle dépasse 300 kilowatts/heure.

2) Est ajouté au paragraphe I du tableau "B" nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée le numéro 30, ainsi libellé :

30) L'électricité basse tension destinée à la consommation domestique au profit des personnes dont la consommation mensuelle ne dépasse pas 300 kilowatts/heure.

Mesures pour soutenir les petits éleveurs de bovins

Art. 32 -

Est alloué un montant de 10 millions de dinars au titre de l'année 2025, sur les ressources du fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, réparti comme suit :

1) 5 millions de dinars débloqués sous forme de subvention exceptionnelle pour renforcer l'autofinancement des petits éleveurs de bovins en vue d'obtenir des crédits accordés par les banques sur leurs ressources propres, durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, pour financer l'acquisition de génisses pleines produites dans des centres agréés par le ministère chargé de l'agriculture destinés à l'élevage des génisses de race pure nées localement ou l'acquisition des génisses pleines importées selon les cahiers des charges établis à cet effet, et ce dans le cadre d'un programme pour la reconstitution du cheptel bovin national, qui s'étale sur 4 ans, du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028.

Le taux de la subvention exceptionnelle, les conditions, modalités et délais pour en bénéficier, sont fixés en vertu d'un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Cette subvention est cumulable avec les avantages financiers accordés conformément à la législation en vigueur.

L'État prend en charge l'intégralité des intérêts appliqués aux crédits susvisés, sans que le taux d'intérêt appliqué par les banques dépasse le taux d'intérêt du marché monétaire majoré de 2 %.

Le montant de la prise en charge est imputé sur les ressources du fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

Les conditions et les modalités de la prise en charge par l'État des intérêts appliqués aux crédits susvisés sont fixées en vertu d'une convention conclue entre les banques, le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'agriculture.

Sont suspendus les droits et taxes dus à l'importation des génisses, velles et veaux relevant de la position tarifaire Ex 0102 destinés aux petits éleveurs de veaux et ce, jusqu'au 31 décembre 2028.

Pour le bénéfice dudit avantage, les importateurs doivent obtenir une autorisation préalable des services compétents du ministère chargé de l'agriculture et s'engager par écrit à réaliser l'opération d'importation exclusivement au profit des éleveurs.

Le bénéficiaire dudit avantage est aussi tenu de s'engager, lors de chaque opération d'acquisition, à ne pas aliéner lesdites génisses et velles durant une période de 5 ans à partir de la date d'acquisition.

2) un montant de 5 millions de dinars débloqué sous forme de subvention exceptionnelle pour soutenir les petits éleveurs de bovins en vue d'obtenir une subvention durant la période allant du 1er janvier au 2025 au 31 décembre 2028 pour financer l'élevage des génisses gestantes et des velles de race pure, et ce dans le cadre du programme de reconstitution et préservation du cheptel bovin national.

Ladite subvention est cumulable avec les avantages financiers prévus par la législation en vigueur.

La subvention est fixée à un montant de 1000 dinars et répartie comme suit :

- 200 dinars lors de la naissance d'une génisse, sous réserve de son identification ;
- 300 dinars lors de sa première année ;
- 200 dinars lors de la première insémination ;
- 300 dinars lors de la première mise basse.

Les conditions et procédures du bénéfice de la subvention sont fixées conformément à la législation en vigueur. Les génisses ou velles bénéficiaires ne peuvent être cédées dans un délai de cinq (5) ans à compter de leur naissance.

Pour bénéficier dudit avantage, les éleveurs doivent informer les structures concernées et s'engager à respecter les conditions fixées à chaque étape d'octroi de la subvention.

Est considéré contrevenant tout éleveur ayant cédé des génisses ou velles bénéficiaires de cette subvention et est tenu de rembourser les montants perçus au Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

Appuyer l'effort de la société ELLOUHOUM pour l'approvisionnement du marché

Art. 33 :

Sont suspendus les droits de douane dus à l'importation des produits suivants par la société ELLOUHOUM et ce jusqu'au 31 décembre 2027 :

- 1) Les viandes bovines réfrigérées relevant de la position tarifaire de 020110000 à 020120900 du tarif des droits de douane à l'importation;
- 2) Les viandes ovines réfrigérées relevant de la position tarifaire 020410000 et 020421000 du tarif des droits de douane à l'importation.

Mesures de soutien pour la Pharmacie centrale de Tunisie

Art. 34 :

1) Est réduit à 0% le taux des droits de douane dus sur les médicaments ayant un similaire fabriqué localement importés par la Pharmacie centrale de Tunisie et relevant des numéros 30.03 et 30.04 du tarif des droits de douane et ce à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2026.

2) Est suspendue la taxe sur la valeur ajoutée due sur les médicaments ayant un similaire fabriqué localement importés par la Pharmacie centrale de Tunisie et relevant des numéros 30.03 et 30.04 du tarif des droits de douane, et ce, à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2026.

3) Est abrogée l'expression « des produits et articles destinés à l'industrie pharmaceutique ainsi que » prévue au numéro 4 du paragraphe I du tableau « B » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée.

4) Est ajouté au code de la taxe sur la valeur ajoutée l'article 13 octies ainsi libellé :

13 octies) Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les produits et articles destinés à l'industrie pharmaceutique importés ou acquis par les entreprises d'industrie pharmaceutique.

L'avantage est octroyé pour les acquisitions locales sur la base d'une attestation de suspension de la taxe sur la valeur ajoutée délivrée à cet effet par le service fiscal compétent.

Allègement de la fiscalité du café et du thé

Art. 35 :

1) Est abrogé l'article 21 de la loi n° 2023-13 du 11 décembre 2023 portant loi de finances pour l'année 2024.

2) Est suspendue la taxe sur la valeur ajoutée due à l'importation et à la vente par l'Office du commerce de la Tunisie et les personnes autorisées par le ministère chargé du commerce du café relevant de la position tarifaire 09.01 et du thé relevant de la position tarifaire 09.02 du tarif des droits de douane à l'importation.

Poursuite de la réforme fiscale et renforcement des ressources du Trésor

Allègement de la charge fiscale des individus

et renforcement de l'équité fiscale

Art. 36 :

1) Est modifié le barème de l'impôt sur le revenu prévu au paragraphe I de l'article 44 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés comme suit :

Barème de l'impôt sur le revenu

Tranches		Taux	Taux effectif à la limite supérieure
0	à 5.000 Dinars	0%	0%
5.000,001	à 10.000 Dinars	15%	7,50%
10.000,001	à 20.000 Dinars	25%	16,25%
20.000,001	à 30.000 Dinars	30%	20,83%
30.000,001	à 40.000 Dinars	33%	23,88%
40.000,001	à 50.000 Dinars	36%	26,30%
50.000,001	à 70.000,000 Dinars	38%	29,64%
Au-delà	de 70.000 Dinars	40%	-

2) Les dispositions du présent article s'appliquent aux revenus réalisés à partir du 1^{er} janvier 2025.

Appui à l'équité fiscale par l'adoption de taux progressifs de l'impôt sur les sociétés

Art. 37 :

1) Sont modifiées les dispositions des premier et deuxième paragraphes, le début du troisième paragraphe et le début du paragraphe 1 du troisième paragraphe du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, comme suit :

Le taux de l'impôt sur les sociétés, appliqué au bénéfice imposable arrondi au dinar inférieur, est fixé à 20%.

Le taux de 20% s'applique également à la plus-value prévue au paragraphe II de l'article 45 du présent code. Toutefois, les intéressés peuvent opter pour le paiement de l'impôt sur les sociétés au titre de ladite plus-value au taux de 15% du prix de cession.

Toutefois, le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé à :

1- 10% pour les bénéfices provenant de l'activité principale ainsi que les bénéfices exceptionnels visés au paragraphe I bis de l'article 11 du présent code et selon les mêmes conditions, et ce, pour :

2) Est ajouté au troisième paragraphe du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, un paragraphe 4 ainsi libellé :

4- 40%, et ce, pour :

- les banques et les établissements financiers y compris ceux non-résidents prévus par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, et ce, à l'exception des établissements de paiement.

- les entreprises d'assurance et de réassurance, y compris les assurances mutuelles, les entreprises d'assurance et de réassurance takaful ainsi que pour le fonds des adhérents prévus au code des assurances tel que modifié et complété par les textes subséquents dont notamment la loi n°2014-47 du 24 juillet 2014.

3) Sont modifiées les dispositions du premier tiret du paragraphe 3 du troisième paragraphe du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, comme suit :

- les établissements de paiement prévus par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers,

4) Sont abrogées les dispositions des deuxième et quatrième tirets du paragraphe 3 du troisième paragraphe du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

5) Le taux de « 15% » est remplacé là où il se trouve au paragraphe II de l'article 51 bis du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés par le taux de « 20% ».

6) Le taux de « 10% » prévu à l'alinéa « b bis » du premier paragraphe du paragraphe I de l'article 52 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés est remplacé par le taux de « 15% ».

7) Le taux de « 15% » prévu à l'alinéa « e bis » du premier paragraphe du paragraphe I et au quatrième paragraphe du paragraphe 1 du paragraphe II de l'article 52 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés est remplacé par le taux de « 20% ».

8) L'expression «les montants dont les bénéfices en provenant sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 15%» prévue au deuxième alinéa de l'alinéa «g» du premier paragraphe du paragraphe I de l'article 52 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, est remplacée par l'expression suivante :

les montants dont les bénéfices en provenant sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 20% à l'exception des montants revenant aux sociétés prévues à l'article premier de la loi n°2010-29 du 7 juin 2010 relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la bourse

9) Sont modifiées les dispositions des premier et deuxième paragraphes du paragraphe I de l'article 12 de la loi n°89-114 du 30 décembre 1989 portant promulgation du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, comme suit :

L'impôt sur les sociétés, institué par l'article 3 de la présente loi, est dû au taux minimum de 25% par toute personne morale bénéficiaire d'une exonération totale ou partielle de l'impôt sur les sociétés en vertu de la législation en vigueur régissant les avantages fiscaux.

Ce taux est réduit à 10% pour les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 20%.

10) Est ajoutée l'expression « 40% ou » après l'expression « au taux de » prévue au premier point du deuxième tiret du paragraphe 2 de l'article 53 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018.

11) Sont modifiées les dispositions du premier paragraphe du paragraphe 6 de l'article 53 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018, comme suit :

Pour les sociétés, les entreprises et les fonds prévus par les paragraphes 3 et 4 du troisième paragraphe du paragraphe I de l'article 49 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés et soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 40% ou 35%, la contribution sociale de solidarité est égale à la différence entre l'impôt sur les sociétés dû au taux de 40% ou 35% majoré de 4 points et l'impôt sur les sociétés dû selon l'un desdits taux sans la majoration des quatre points, avec un minimum égal à 500 dinars.

12) Est ajoutée l'expression « ou 40% » après le taux de « 35% » prévu au premier paragraphe de l'article premier et au premier paragraphe de l'article 2 de la loi n°2010-29 du 7 juin 2010 relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la bourse.

13) Le taux de « 15% » prévu au premier paragraphe de l'article 3 de la loi n° 2010-29 du 7 juin 2010 relative à l'encouragement des entreprises à l'admission de leurs actions à la bourse est remplacé par le taux de « 20% ».

14) Est modifiée la dernière phrase prévue au dernier paragraphe de l'article 130-5 du code des hydrocarbures tel que modifié et complété par les textes subséquents, comme suit :

Les bénéfices provenant desdites opérations sont soumis à l'impôt sur les sociétés conformément aux dispositions du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

15) Sont modifiées les dispositions du premier paragraphe du dernier tiret de l'article 96 du code minier tel que modifié et complété par les textes subséquents, comme suit :

- un impôt sur les bénéfices au taux de vingt pour cent du bénéfice annuel.

16) Les dispositions du présent article s'appliquent aux bénéfices réalisés à partir du 1^{er} janvier 2024 et à la plus-value réalisée par les non-résidents non établis en Tunisie de la cession des immeubles, des titres et des droits y relatifs à partir du 1^{er} janvier 2025.

Institution d'une contribution conjoncturelle due par les grandes entreprises au profit du budget de l'Etat pour l'année 2025

Art. 38 :

1) Est instituée une contribution conjoncturelle au profit du budget de l'Etat pour l'année 2025, due par les entreprises dont le chiffre d'affaires pour l'année 2023 est égal ou supérieur à 20 millions de dinars hors taxes et soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 15% au titre de la même année.

2) Ladite contribution est fixée à 2% des bénéfices servant de base pour le calcul de l'impôt sur les sociétés dont le délai de déclaration intervient au cours de l'année 2025 avec un minimum de 1.000 dinars.

3) Ladite contribution est payée dans les mêmes délais et selon les mêmes modalités impartis pour le paiement de l'impôt sur les sociétés.

Ladite contribution n'est pas déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

Le contrôle de cette contribution, la constatation des infractions et le contentieux y afférents s'effectuent comme en matière d'impôt sur les sociétés.

Maîtrise du recouvrement de l'impôt sur les revenus des propriétés bâties

Art. 39 -

1) Sont modifiées les dispositions du premier paragraphe du paragraphe II de l'article 28 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, comme suit :

II. Le revenu net des propriétés bâties est déterminé en déduisant du revenu brut 25% au titre des charges de gestion, des rémunérations de concierge, d'assurances, d'amortissements, de réparation et d'entretien. Sont également déductibles, la taxe sur les immeubles bâties et la contribution au profit du fonds national d'amélioration de l'habitat acquittées.

2) Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux revenus des propriétés bâties réalisés à partir du 1^{er} janvier 2024.

**Allègement de la fiscalité du lait en poudre et
du beurre et mise à jour des positions tarifaires
de certains produits**

Art. 40 - Sont modifiés les tableaux 4, 6 et 7 prévus au numéro 2 de l'article 31 et aux numéros 1 et 2 de l'article 75 de la loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016, et ce, comme suit :

1- Annexe n° 4

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
Ex 03.08	Larves de coquille	Ex 03.08	Invertébrés aquatiques autres que les crustacés et les mollusques
040221	Le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré	Ex 040210 et Ex 040221	Lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré
04051011	Beurre	04051019009	Beurre destiné à la transformation
Ex 051191	Les œufs pour loups et dorades à incuber	Ex 051191	Les œufs des espèces aquatiques destinées à l'élevage.
0602101001	Les plants, plantes, boutures, racines et greffons des types destinés à la plantation dans les exploitations agricoles	0602101001	Boutures de vigne non engrangées
0602101009		0602101009	Greffons de vigne
0602201000		0602201000	Plants de vigne greffées ou racinées
0602209003		0602208003	Plants de figuiers
0602209004		0602208004	Plants de cognassiers
0602209005		0602208005	Plants de pommiers
0602209006		0602208006	Plants de pruniers
0602209007		0602208007	Plants de pêchers
0602209008		0602208008	Plants de cerisiers
0602903000		0602903000	Plants maraîchers
0602905002		0602905002	Plants d'oliviers
0602905004		0602905004	Plants pistachiers
120729	Graines de coton non destinées à l'ensemencement	120729	Graines de coton même concassées, non destinées à l'ensemencement
Ex 12149090	Foin	Ex 121490	Foin et Ensilage
Ex 12149090992	Ensilage		
150810	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Huile brute	150810	Huile d'arachide brute
150890	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : -- Autres	150890	Huile d'arachide raffinée et ses fractions non chimiquement modifiées

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
151110	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : -- Huile brute	151110	Huile de palme brute et ses fractions
151190	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : -- Autres	Ex 151190	Huile de palme raffinée et ses fractions non chimiquement modifiées
151211	Huiles de tournesol ou de carthame et ses fractions : --Autres	Ex 151211	Huile de tournesol brute et ses fractions
151219	Huiles de graine de tournesol ou de carthame et leurs fractions : --Autres	Ex 151219	Huile de tournesol raffinée et ses fractions
151411	Huiles de soja ou de colza à faible teneur en acide érucique et leurs fractions : --Huiles brutes	151411	Huiles de colza (soja) ou de navette brutes à faible teneur en acide érucique et leurs fractions
151419	Huiles de soja ou de colza à faible teneur en acide érucique et leurs fractions : -- Autres	151419	Huiles de colza (soja) ou de navette raffinées à faible teneur en acide érucique et leurs fractions non chimiquement modifiées
151491	Huiles de soja, de colza ou de moutarde et leurs fractions même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	151491	Huiles de colza (soja), de navette ou de moutarde brutes et ses fractions à faible teneur en acide érucique.
151499	Huiles de soja, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	151499	Huiles de colza (soja), de navette ou de moutarde raffinées et leurs fractions non chimiquement modifiées, à faible teneur en acide érucique.
151521	Huile de maïs et ses fractions : -- Huile brute	151521	Huile de maïs brute et ses fractions
151529	Huile de maïs et ses fractions : --Autres	151529	Huile de maïs raffinée et ses fractions non chimiquement modifiées
Ex 19.01	Préparations alimentaires destinées pour l'alimentation des nourrissons, des enfants malades et utilisées comme substituts du lait maternel	Ex 19.01	Préparations alimentaires utilisées comme substituts du lait maternel et destinées à l'alimentation des nourrissons et des enfants malades.
Ex 1901	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.01	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
Ex 19.02	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.02	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 19.03	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.03	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 19.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 20.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 20.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 20.07	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 20.07	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 21.06	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 21.06	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
Ex 21.06	Préparations alimentaires destinées pour l'alimentation des nourrissons, des enfants malades et utilisées comme substituts du lait maternel	Ex 21.06	Préparations alimentaires utilisées comme substituts du lait maternel et destinées à l'alimentation des nourrissons et des enfants malades
Ex 23.01	Farines de poissons	Ex 230120	Farines animales d'origine aquatique destinées à l'alimentation animale
23023010015	Son de blé et d'autres céréales destinés pour l'alimentation des animaux	Ex 230210 Ex 2302230 Ex 230240	Son de blé et d'autres céréales destinés pour l'alimentation des animaux
23023090017			
23024010011			
23024090013			
23040000095	Cosses de graines de soja	Ex 230400	Cosses de graines de soja
Ex 23.09	Aliments destinés aux aquacultures et aliments composés pour nutrition de poissons	Ex 23.09	Aliments composés pour nutrition des aquacultures
300610300	Barrières anti adhérence utilisées dans la chirurgie ou l'art dentaire	300610300	Barrières anti adhérence stériles utilisées dans la chirurgie ou l'art dentaire
382200	Bandelettes réactives pour analyses d'urine et du sang utilisées exclusivement pour l'exploration du diabète et les complications rénales et des glucomètres	Ex 38.22	Bandelettes réactives pour analyses d'urine et du sang utilisées exclusivement pour l'exploration du diabète et des complications rénales.
902780	Bandelettes réactives pour analyses d'urine et du sang utilisées exclusivement pour l'exploration du diabète et les complications rénales et des glucomètres	Ex 902780	Glucomètres pour la mesure rapide de la glycémie

2- Annexe n° 6

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
Ex 03.08	Larves de coquille	Ex 03.08	Invertébrés aquatiques autres que les crustacés et les mollusques
040221	Le lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré	Ex 040210 et Ex 040221	Lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré
040291	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants : Autres sans addition de sucre ou d'autres édulcorants.	040291	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants.
040490	Lactosérum, même concentré ou additionné de sucre ou d'autres édulcorants, produits consistant en composants naturels du lait, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants non dénommés ni compris ailleurs : --Autres	Ex 040490	Composants naturels du lait non additionnés du sucre ou d'autres édulcorants

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
04051011	Beurre	04051019009	Beurre destiné à la transformation
040891	Autres que jaunes d'œufs --Séchés	Ex 040891	Œufs d'oiseaux sans coquilles séchés
040899	Autres que jaunes d'œufs --Non séchés	04089980	Autres que jaunes d'œufs --Séchés
Ex 051191	Les œufs pour loups et dorades à incuber	Ex 051191	Les œufs des espèces aquatiques destinés à l'élevage.
0602101001	Les plants, plantes, boutures, racines et greffons des types destinés à la plantation dans les exploitations agricoles	0602101001	Boutures de vigne non enracinées
0602101009		0602101009	Greffons de vigne
0602201000		0602201000	Plants de vigne greffés ou racinés
0602209003		0602208003	Plants de figuiers
0602209004		0602208004	Plants de cognassiers
0602209005		0602208005	Plants de pommiers
0602209006		0602208006	Plants de pruniers
0602209007		0602208007	Plants de pêchers
0602209008		0602208008	Plants de cerisiers
0602903000		0602903000	Plants maraîchers
0602905002		0602905002	Plants d'oliviers
0602905004		0602905004	Plants pistachiers
07.14	Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep, topinambours, patates douces et racines et tubercules similaires à haute teneur en féculé ou en inuline frais ou réfrigérés ou congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérés sous forme de pellets, moelle de sagoutier.	07.14	Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep, topinambours, patates douces et racines et tubercules similaires à haute teneur en féculé ou en inuline frais ou réfrigérés ou congelés ou séchés, même débités en morceaux ou agglomérés sous forme de pellets, moelle de sagoutier.
Ex 110819	Amidon de pomme de terre	110813	Amidon de pomme de terre
12.01	Fèves de soja, même concassées.	120110	Fèves de soja destinées à l'ensemencement
		120190	- Fèves de soja destinées pour l'alimentation animale - Fèves de soja destinées à l'utilisation industrielle
120400	Graines de lin, même concassées	12040010	- Graines de lin destinées à l'ensemencement
		12040090	- Graines de lin non destinées à l'ensemencement même concassées.
12.05	Graines de navette ou de colza, même concassées	120510	Graines de navette ou de colza destinées à l'ensemencement
		120590	Graines de navette ou de colza non destinées à l'ensemencement même concassées.

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
120729	Graines de coton non destinées à l'ensemencement	120729	Graines de coton non destinées à l'ensemencement et même concassées
12.08	Farines de graines ou de fruits oléagineux, autres que la farine de moutarde	Ex 120810	Farine de soja destinée à l'alimentation animale
		Ex 120890	Farines de graines ou de fruits oléagineux, autres que la farine de moutarde
121221	Végétaux marins et autres algues destinées à l'alimentation humaine	121221	Algues destinées à l'alimentation humaine
121229	Végétaux marins et autres algues non destinées à l'alimentation humaine	121229	Algues non destinées à l'alimentation humaine
121299	Noix, spores et autres produits végétaux	121299	Noix, spores de fruit et autres produits végétaux destinés à l'alimentation humaine
Ex 12149090	Foin	Ex 121490	Foin et Ensilage
Ex 1214909099 2	Ensilage		
150710	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Huile brute, même dégommeé.	150710	Huile de soja brute même dégommeé
150790	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	150790	Huile de soja et ses fractions brutes non chimiquement modifiées
150810	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: --Huile brute	150810	Huile d'arachide brute
150890	Huile d'arachide et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	150890	Huile d'arachide raffinée et ses fractions non chimiquement modifiées
151110	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées: --Huile brute	151110	Huile de palme brute et ses fractions
151190	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	Ex 151190	Huile de palme raffinée et ses fractions non chimiquement modifiées
151211	Huiles de graines de tournesol ou de carthame et ses fractions : --Autres	Ex 151211	Huile de tournesol brute et ses fractions

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
151219	Huiles de graines de tournesol ou de carthame et ses fractions : --Autres	Ex 151219	Huile de tournesol raffinée et ses fractions
151411	Huiles de soja ou de colza à faible teneur en acide érucique et leurs fractions : --Huiles brutes	151411	Huiles de colza (soja) ou de navette à faible teneur en acide érucique et leurs fractions
151419	Huiles de soja ou de colza à faible teneur en acide érucique et leurs fractions : --Huile brute	151419	Huiles de colza (soja) ou de navette raffinées à faible teneur en acide érucique et leurs fractions et non chimiquement modifiées.
151491	Huiles de soja, de colza ou de moutarde et leurs fractions même raffinées et non chimiquement modifiée : --Huiles brutes	151491	Huiles de colza (soja), de navette ou de moutarde brutes et leurs fractions à faible teneur d'acide érucique.
151499	Huiles de soja, de colza ou de moutarde et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées : --Autres	151499	Huiles de colza (soja), de navette ou de moutarde raffinées et leurs fractions mais, non chimiquement modifiées, à faible teneur d'acide érucique.
151521	Huile de maïs et ses fractions : --Huile brute	151521	Huile de maïs brute et ses fractions
151529	Huile de maïs et ses fractions: --Autres	151529	Huile de maïs raffinée et ses fractions non chimiquement modifiée
Ex 19.01	Préparations alimentaires destinées pour l'alimentation des nourrissons, des enfants malades et utilisées comme substituts du lait maternel.	Ex 19.01	Préparations alimentaires utilisées comme substituts du lait maternel et destinées à l'alimentation des nourrissons et des enfants malades.
Ex 19.01	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.01	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 19.02	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.02	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 19.03	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.03	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
Ex 19.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 19.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 20.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 20.05	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 20.07	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 20.07	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 21.06	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques	Ex 21.06	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades phénylcétonuriques et diabétiques
	Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten		Produits et préparations alimentaires destinés spécialement pour les malades ou les patients qui ne tolèrent pas le gluten
Ex 210210	Les additifs alimentaires destinés à la fabrication des aliments composés.	Ex 21.02	Levures vivantes et levures mortes destinées à la fabrication des aliments composés.
Ex 21.06	Produits et préparations alimentaires destinés à l'alimentation des nourrissons et des enfants malades et utilisés comme substituts du lait maternel.	Ex 21.06	Préparations alimentaires utilisés comme substituts du lait maternel et des enfants malades.
Ex 23.01	Farines de poissons	Ex 230120	Farines animales d'origine aquatique destinées à l'alimentation animale.
23023010015	Son de blé et d'autres céréales destinés pour l'alimentation des animaux	Ex 230210	Son de blé et autres céréales destinés pour l'alimentation des animaux.
23023090017		Ex 2302230	
23024010011		Ex 230240	
23024090013			
Ex 23.09	Aliments destinés aux aquacultures et aliments composés pour nutrition de poissons	Ex 23.09	Aliments composés pour nutrition des aquacultures

Annexe n° 7

N° de position (ancien)	Désignation des produits (ancienne)	N° position (nouveau)	Désignation des produits (nouvelle)
040221	Lait en poudre	Ex 040210 et Ex 040221	Lait en poudre

Sont relevés à 36% les taux de droits de douane et à 19% le taux de la taxe sur la valeur ajoutée dus à l'importation du lait en poudre destiné à la fabrication du lait régénéré relevant des positions Ex 040210 et Ex 040221 du tarif des droits de douane selon un contingent annuel ne dépassant pas 2000 tonnes et ce sur autorisation du ministère chargé de l'industrie.

**Unification de la compétence territoriale des tribunaux de première instance pour les recours
Portant opposition contre les arrêtés de taxation d'office**

Art. 41 :

Est ajouté aux dispositions de l'article 55 du code des droits et procédures fiscaux un paragraphe, ainsi libellé :

Le recours formé contre les arrêtés de taxation d'office établis par les chefs de bureaux de contrôle des impôts est porté devant le tribunal de première instance dans la circonscription duquel se trouve le centre régional de contrôle des impôts compétent.

Habilitation de l'administration fiscale à utiliser les résultats des constatations faites sur place pour déterminer la valeur commerciale des immeubles, des droits immobiliers et des fonds de commerce dans le cadre de la vérification fiscale préliminaire

Art. 42 :

Est ajouté après le quatrième paragraphe de l'article 37 du code des droits et procédures fiscaux, un paragraphe, ainsi libellé :

L'administration fiscale peut utiliser, dans le cadre de la vérification fiscale préliminaire, les résultats des constatations faites sur place réalisées pour déterminer la valeur commerciale des immeubles, des droits immobiliers et des fonds de commerce. La constatation s'effectue suite à un accord écrit préalable de l'occupant du local lorsqu'il s'agit d'un local d'habitation non destiné à l'activité, et ce, sur la base d'un ordre de mission spécial établi à cet effet par le chef du service concerné, dont une copie est délivrée, contre récépissé, directement à l'intéressé. Un procès-verbal est établi, à cet effet, conformément aux dispositions des articles 71 et 72 du présent code.

**Liquidation, au profit de l' État, des montants, dépôts,
comptes de valeurs mobilières et avoirs non réclamés**

Art. 43 -

1) Les banques et les établissements financiers prévus par la loi n°2016 - 48 du 11 juillet 2016 sont tenus de déclarer, selon un modèle établi par l'administration, auprès du Trésorier Général de la Tunisie, les montants portés aux comptes courants, comptes de dépôts, comptes de paiement, comptes des dépôts d'investissement, comptes d'épargne de toute forme, comptes à terme et autres produits assimilés et tous autres comptes ouverts auprès d'eux en dinars tunisiens ou en devises, n'ayant fait l'objet d'aucune opération, réclamation ni litige à quelque titre que ce soit de la part de leurs requérants, durant une période de 15 ans sans interruption, et ce, dans un délai ne dépassant pas le 15 février de l'année suivant celle au cours de laquelle cette période s'est expirée . Ils sont tenus, dans ce même délai, de transférer ces montants au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque Centrale de Tunisie.

L'obligation de la déclaration précitée s'étend aux soldes positifs des comptes courants non récupérés par leurs ayants droit et visés aux dispositions du numéro 5 de l'article 732 (nouveau) du code du commerce tout en les transférant au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque Centrale de Tunisie dans un délai ne dépassant pas le 15 février de l'année suivant celle au cours de laquelle la période de 5 ans s'est expirée.

2) Les intermédiaires en bourse, les banques et les sociétés émettrices des valeurs mobilières ou les intermédiaires agréés mandatés, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de déclarer selon un modèle établi par l'administration, les valeurs mobilières négociées dans le système de négociation électronique et les droits qui y sont rattachés, les actions et les parts des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières inscrits dans les comptes titres ouverts auprès d'eux et les fonds n'ayant fait l'objet d'aucune opération, réclamation ni litige à quelque titre que ce soit de la part du titulaire du compte ou de son représentant pour une période de 15 ans sans interruption, et ce, dans un délai ne dépassant pas le 15 février de l'année suivant celle au cours de laquelle cette période s'est expirée.

Ils sont tenus également de racheter les actions et les parts des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières concernés et de transférer les montants, y compris le produit de l'opération de rachat, au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque Centrale de Tunisie dans ce même délai.

Les valeurs mobilières négociées dans le système de négociation électronique concernées et les droits qui y sont rattachés sont transférés par les personnes susmentionnées, dans un délai ne dépassant pas un mois à compter de la date de l'expiration de la période de 15 ans, au Dépositaire central des titres, qui les centralise et les livre à l'intermédiaire agréé administrateur désigné à cet effet par le ministre chargé des finances, pour les vendre conformément à la législation en vigueur dans un délai ne dépassant pas 6 mois et déposer le produit de la vente directement au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque centrale de Tunisie.

3) Les entreprises d'assurance sont tenues de déclarer les avoirs exigibles résultant des contrats d'assurance-vie et de capitalisation n'ayant fait l'objet d'aucune opération, réclamation ni litige à quelque titre que ce soit par leurs ayants droit pendant une période de 15 ans sans interruption, et ce, conformément aux délais et procédures prévus au paragraphe 1 du présent article et de les transférer au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque centrale de Tunisie dans ce même délai.

Les entreprises d'assurance sont également tenues, à l'échéance des contrats d'assurance sus-indiqués ou à compter de la date de leur prise de connaissance du décès de l'assuré, de continuer le placement de l'épargne constitué au titre des mêmes contrats selon les conditions contractuelles pendant la période allant de l'échéance à la date de la déclaration, et de transférer les avoirs dans le même délai relatif à la déclaration au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque centrale de Tunisie.

4) Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas aux comptes et avoirs revenant aux mineurs, incapables ou aux interdits tant que, l'atteinte de l'âge de majorité, la levée de l'interdiction ou le rétablissement de la capacité, selon le cas, n'a pas eu lieu.

5) Les établissements prévus aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article sont tenus de déposer les déclarations exigibles dans les délais impartis même en l'absence de montants, valeurs mobilières ou avoirs concernés par la déclaration.

6) Les établissements concernés sont tenus, pour les montants, valeurs mobilières et avoirs dont les délais prévus par le présent article sont expirés au 31 décembre 2024, de publier une liste des titulaires des comptes et ayants droit au Journal officiel des annonces légales et judiciaires dans un délai maximum le 30 avril 2025, et de les informer dans le même délai par tout moyen laissant une trace écrite de la déchéance du droit de réclamer ces montants à la fin du mois de juin 2025, conformément aux dispositions du présent article.

Les établissements concernés sont tenus, dans un délai ne dépassant pas le 15 juillet 2025, de déclarer les montants, valeurs mobilières et avoirs non réclamés et de les transférer au compte courant du Trésor ouvert auprès de la Banque centrale de Tunisie, et ce, sous réserve des dispositions spécifiques relatives aux valeurs mobilières mentionnées ci-dessus.

Art. 44 :

1) Les établissements prévus par l'article 43 de la présente loi et concernés par l'obligation de déclaration et de transfert sont tenus d'informer les titulaires des comptes ou les ayants droit, par tout moyen laissant une trace écrite, de la date à laquelle les fonds seront transférés au profit de l'Etat, ou l'opération de rachat sera effectuée ou les valeurs mobilières seront transférées au Dépositaire central des titres en vue de leur vente et de publier une liste des personnes concernées dans le Journal officiel des annonces légales, réglementaires et judiciaires, et ce, dans un délai de 6 mois au moins avant l'échéance de cette date.

2) La période de 5 ans ou 15 ans, pour déclarer et transférer les montants, les valeurs mobilières et les avoirs est calculée, selon le cas, à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle :

- La dernière opération a été effectuée sur le compte par son titulaire,
- Le compte courant a été clôturé pour les soldes créditeurs non récupérés par leurs titulaires, conformément aux dispositions du numéro 5 de l'article 732 (nouveau) du code de commerce,
- L'échéance des comptes d'épargne à terme, des comptes à terme ou des comptes d'épargne en actions est atteinte,
- L'échéance des contrats d'assurance-vie ou de capitalisation est atteinte ou l'entreprise d'assurance a pris connaissance du décès de l'assuré,
- L'âge de la majorité est atteint ou l'interdiction est levée, ou la capacité est rétablie, selon le cas, pour les comptes et les avoirs revenant aux mineurs, aux incapables et aux interdits,
- Les saisies ou oppositions sur les comptes et avoirs sont levées ou des jugements passés en la force de la chose jugée sont prononcés.

3) Sous réserve des dispositions du numéro 5 de l'article 732 (nouveau) du code de commerce, la demande de restitution des montants transférés doit être effectuée sur la base d'une demande écrite, motivée et déposée par le requérant auprès de la commission consultative permanente au sein du ministère des finances pour l'examen des demandes de restitution et de levée de la prescription et de faire usage des bons de commande manuels, et ce, dans un délai ne dépassant pas 15 ans à compter de la date du transfert. L'avis de la commission est contraignant pour l'administration et doit être exécuté dans un délai ne dépassant pas six mois à compter de la date de son émission.

Art. 45 - Les services de contrôle fiscal, contrôlent le respect des obligations mises à la charge des établissements prévus par l'article 43 de la présente loi. Ils ont le droit, dans le cadre des opérations de contrôle, de consulter auprès des établissements concernés et autres organismes publics et privés, tous les registres, titres, documents, programmes, systèmes et applications informatiques nécessaires pour les opérations de contrôle, et d'en prendre des copies le cas échéant. Le secret professionnel ou secret bancaire ne peut être opposé aux services de contrôle fiscal.

L'opération de contrôle est effectuée par une équipe de contrôle désignée à cet effet par le directeur général des impôts ou son représentant. L'administration fiscale peut se faire assister, dans le cadre des opérations de contrôle, par des agents de l'État, des établissements publics ou d'autres organismes publics, ou par des experts désignés par le ministre des finances ou par la personne ayant reçu une délégation du ministre des finances à cet effet.

Les opérations de contrôle sont soumises à un avis préalable, notifié à l'établissement concerné par les moyens prévus par le premier paragraphe de l'article 10 et par l'article 10 bis du code des droits et procédures fiscaux, et ce 15 jours au moins avant le commencement de l'opération de contrôle.

Les résultats de contrôle sont notifiés à l'établissement concerné conformément aux mêmes modalités de notification susvisées, et ce pour présenter son opposition, le cas échéant, dans un délai ne dépassant pas 30 jours à compter de la notification de l'avis. L'acquiescement du l'établissement à tout ou partie des résultats de contrôle s'effectue par le transfert des montants exigibles au Trésor de l'État dans un délai de 3 jours de la date de l'expiration du délai d'opposition sus-indiqué.

Les montants exigibles en principal et pénalités sont recouvrés, en vertu d'un arrêté établi par le directeur général des impôts ou son représentant, en cas de désaccord entre l'administration et l'établissement concerné sur les résultats de contrôle, ou lorsqu'il n'y a pas une opposition à la notification des résultats dans le délai imparti.

Le manquement à l'obligation d'information et de publication, prévues par le paragraphe 6 de l'article 43 et le paragraphe 1 de l'article 44 de la présente loi, n'affecte pas la régularité des opérations de contrôle.

Art. 46 - Le recours contre l'arrêté prévu à l'article 45 de la présente loi, est formé par l'établissement concerné par les procédures de contrôle contre la Direction générale des impôts et porté devant le tribunal de première instance Tunis 1 dans un délai de trente jours à compter de la date de sa notification conformément aux dispositions du code de procédure civile et commerciale. Le recours n'est pas suspensif de l'exécution de l'arrêté objet d'opposition.

L'appel est interjeté devant la cour d'appel dans un délai de trente jours à compter de la date de notification du jugement de première instance, et l'appel n'est pas suspensif de l'exécution du jugement objet d'opposition.

Le recours en cassation est effectué conformément aux procédures prévues par la loi organique relative au Tribunal administratif.

Art. 47 :

1) Tout retard de déclaration des montants exigibles ou de leur transfert prévus par les articles 43 et 44 de la présente loi entraîne l'application d'une pénalité de retard au taux de 1 % pour chaque mois ou fraction de mois de retard, avec un minimum de 1.000 dinars, sans que la somme de la pénalité n'excède le principal des montants exigibles.

Lorsque le retard du transfert des montants exigibles est constaté suite à l'intervention des services du contrôle fiscal, une pénalité fixe au taux de 10% des montants requis est appliquée, majorée d'une pénalité de retard au taux de 2 % pour chaque mois ou fraction de mois de retard, sans que la somme de la pénalité fixe et de la pénalité de retard n'excède le principal des montants exigibles. Une pénalité au taux de 10 % de la valeur des valeurs mobilières non déclarées est appliquée, avec un minimum de 1.000 dinars.

2) Le droit de contrôle et de recouvrement des montants exigibles au sens des dispositions des articles 43 et 45 de la présente loi est imprescriptible.

3) Est punie d'une amende pécuniaire de 1.000 dinars à 10. 000 dinars, tout établissement n'ayant pas déposé la déclaration exigible dans le délai imparti conformément aux dispositions de l'article 43 de la présente loi. La même amende s'applique à tout établissement ayant déposé la déclaration sans transférer les montants exigibles dans le délai imparti. Cette amende n'est pas applicable lorsque l'établissement procède à la régularisation spontanée de sa situation avant l'intervention des services de contrôle.

La même amende s'applique à tout établissement n'ayant pas présenté à l'équipe de contrôle, tous informations, documents et systèmes requis pour l'accomplissement des opérations de contrôle.

Ces infractions peuvent être constatées avec application de la même amende une fois tous les trois mois à compter de la date de la constatation de l'infraction précédente.

Les infractions susvisées sont constatées par un procès-verbal établi à cet effet par deux agents des services de contrôle fiscal. Le directeur général des impôts met en mouvement l'action publique et transmet les procès-verbaux au Procureur de la République auprès du tribunal de première instance de Tunis 1.

Le droit de poursuite des infractions prévues par le présent article se prescrit à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle l'infraction a été commise. La prescription est interrompue par la notification du procès-verbal de la constatation de l'infraction.

Art. 48 - Sous réserve des dispositions de l'article 65 de la loi n° 2023-13 du 11 décembre 2023 portant loi de finances pour l'année 2024, sont abrogées toutes les dispositions contraires aux articles de 43 à 47 de la présente loi.

**Révision de la classification des contraventions routières
et des montants des amendes y afférentes**

Art. 49 - Sont abrogées les dispositions des deuxièmes et troisièmes paragraphes de l'article 83 du code de la route et remplacées par ce qui suit :

Les contraventions se divisent en trois catégories et tout contrevenant est puni d'une amende égale à :

- vingt (20) dinars pour les contraventions de première catégorie,
- quarante (40) dinars pour les contraventions de deuxième catégorie,
- soixante (60) dinars pour les contraventions de troisième catégorie.

La liste des contraventions est fixée par décret.

Mesures d'appui au financement des entreprises et d'encouragement à l'investissement

Facilitation de l'accès des petites et moyennes entreprises et des startups aux sources de financement

Art. 50 :

1) Est créée une ligne de financement d'un montant de 7 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi dédiée à l'octroi de crédits à moyen et long terme au profit des petites et moyennes entreprises, y compris les startups et les entreprises exerçant dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, pour financer leurs investissements à des conditions préférentielles, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

2) Est créée une ligne de financement d'un montant de 10 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit des petites et moyennes entreprises, y compris les startups et les entreprises exerçant dans le secteur de l'agriculture et de la pêche pour financer les besoins de gestion et d'exploitation à des conditions préférentielles, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

La gestion de chaque ligne est confiée à la Banque de financement des petites et moyennes entreprises en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de sa gestion.

Encouragement à la création des startups

Art. 51 :

Est créée une ligne de financement d'un montant de 3 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi pour l'octroi des prêts participatifs sans intérêt au profit des promoteurs des startups, en accordant la priorité aux titulaires d'un doctorat chômeurs, et ce, durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, dédiée exclusivement à renforcer les fonds propres de ces entreprises.

La gestion de cette ligne est confiée à la Banque de financement des petites et moyennes entreprises en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de sa gestion.

Création d'un mécanisme de garantie des financements

accordés aux petites et moyennes entreprises

Art. 52 - Est créé un mécanisme de garantie des financements octroyés durant la période allant du 1^{er} janvier 2025 jusqu'à fin décembre 2026 au profit des petites et moyennes entreprises dans le cadre des programmes de restructuration financière, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n° 2019-47 du 29 mai 2019, relative à l'amélioration du climat de l'investissement tel que modifié et complété en vertu de l'article 13 du décret-loi n° 2020-30 du 10 juin 2020, portant des mesures pour la consolidation des assises de la solidarité nationale et le soutien des personnes et des entreprises suite aux répercussions de la propagation du Coronavirus « Covid-19 ».

Est alloué un montant de 20 millions de dinars au profit du mécanisme de garantie mentionné au paragraphe premier du présent article sur les ressources disponibles du mécanisme de garantie des crédits de gestion et d'exploitation créé en vertu de l'article 11 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-6 du 16 avril 2020 prescrivant des mesures fiscales et financières pour atténuer les répercussions de la propagation du coronavirus « Covid-19 » tel que modifié et complété par le décret-loi du chef du gouvernement n° 2020-22 du 22 mai 2020, prescrivant des mesures supplémentaires d'appui à la trésorerie des entreprises affectées par la propagation du Coronavirus « Covid-19 ».

Sa gestion est confiée à la Société tunisienne de garantie en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances, fixant les conditions et les modalités de gestion dudit mécanisme de garantie.

Régularisation de la situation des petites et moyennes entreprises envers la Banque de financement des petites et moyennes entreprises

Art. 53 - Les petites et moyennes entreprises endettées auprès de la Banque de financement des petites et moyennes entreprises sont exonérées du paiement total ou partiel des intérêts de retard avec rééchelonnement du principal de la créance et des intérêts sur une période maximale de 10 ans au taux d'intérêt initial, et ce, au cas par cas et conformément à une politique de recouvrement fixée par le conseil d'administration de la banque et exécutée par cette dernière.

Les demandes de bénéfice de cette mesure doivent être déposées au plus tard le 31 décembre 2025.

Allègement de la fiscalité des bus acquis par les entreprises industrielles destinés au transport de leurs employés

Art. 54 :

1) Est ajouté au paragraphe I du tableau « B » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée le numéro 18 sexies ainsi libellé :

18 sexies) les bus acquis par les entreprises industrielles destinés au transport de leurs employés et relevant du numéro Ex 87.02 du tarif des droits de douane et dont l'âge ne dépasse pas 10 ans à partir de la date de la première mise en circulation.

La réduction à 7 % du taux de la taxe sur la valeur ajoutée au titre des acquisitions locales est octroyée sur la base d'une attestation délivrée à cet effet par le service fiscal compétent.

2) Sont ajoutées au titre II des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation, les dispositions suivantes :

7.30 Les bus destinés au transport des employés :

7.30.1- Sous réserve des dispositions des paragraphes 6 et 7.1 du titre II des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation et des conditions prévues au paragraphe 7.30.2 ci-dessous, bénéficiant de l'exonération des droits de douane les bus importés par les entreprises industrielles relevant de la position tarifaire Ex 87.02 dont l'âge ne dépasse pas dix ans à compter de la date de la première mise en circulation et destinés au transport de leurs employés.

7.30.2- Le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au paragraphe 7.30.1 est subordonné pour chaque opération d'importation, à la souscription d'un engagement d'inaccessibilité du bus avant l'expiration de la période de cinq ans à compter de la date du certificat d'immatriculation sauf autorisation des services de douane.

La cession des bus avant la fin du délai fixé, est soumise au paiement des droits et taxes exigibles sur la base de la valeur et des taux en vigueur à la date de la cession.

3) Les conditions et les procédures de bénéfice des avantages prévus par les deux points 1 et 2 du présent article sont fixées par décret.

**Incitation au financement des opérations de transmission
et de restructuration financière des entreprises**

Art. 55 - Est prorogé le délai du 31 décembre 2024 prévu au dernier paragraphe de l'article 15 de la loi n°2019-47 du 29 mai 2019 relative à l'amélioration du climat de l'investissement telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, et ce, jusqu'au 31 décembre 2026.

**Poursuite de l'appui aux entreprises communautaires pour la relance
du rythme de leur création et la promotion du développement et de l'emploi**

Art. 56 -

1) Est allouée une dotation supplémentaire d'un montant de 20 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit de la ligne de financement des entreprises communautaires créée en vertu de l'article 29 du décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023 tel que modifié et complété par l'article 32 de la loi n°2023-13 du 11 décembre 2023 portant loi de finances pour l'année 2024.

2) Est alloué un montant de 10 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit du Fonds national de garantie créé en vertu de l'article 73 de la loi n°81-100 du 31 décembre 1981 portant loi de finances pour la gestion 1982 tel que modifié et complété par les textes subséquents, pour garantir les financements octroyés au profit des entreprises communautaires.

3) Est ajouté au code de la taxe sur la valeur ajoutée l'article 13 septies ainsi libellé :

Article 13 septies :

Bénéficiant de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les opérations d'importation et d'acquisition locale d'équipements, matériels, matières, produits, services et immeubles nécessaires à l'activité des sociétés communautaires exerçant conformément à la législation en vigueur et ce pour une période de 10 ans à compter de la date de leur création.

Ledit avantage est octroyé, pour les acquisitions locales, sur la base d'une attestation générale ou ponctuelle, selon le cas, délivrée à cet effet par le service fiscal compétent.

4) Est ajoutée à l'article 6 de la loi n°88-62 du 2 juin 1988 portant refonte de la réglementation relative au droit de consommation l'expression « et 13 septies » après l'expression « 13 ter ».

5) Est ajouté à l'article 36 de la loi n°99-101 du 31 décembre 1999 portant loi de finances pour l'année 2000 telle que modifiée par les textes subséquents, un paragraphe ainsi libellé :

Bénéficient de la suspension de ladite taxe les produits nécessaires à l'activité, importés ou acquis localement, par les entreprises communautaires prévues par la législation en vigueur pour une période de 10 ans à partir de la date de leur création et ce conformément aux conditions prévues à l'article 13 septies du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

6) Est ajouté au paragraphe III de l'article 58 de la loi n°2002-101 du 17 décembre 2002 portant loi de finances pour l'année 2003 telle que modifiée par les textes subséquents, un sous-paragraphe ainsi libellé :

Bénéficient de la suspension de ladite taxe les produits nécessaires à l'activité, importés ou acquis localement, par les entreprises communautaires prévues par la législation en vigueur pour une période de 10 ans à partir de la date de leur création et ce conformément aux conditions prévues à l'article 13 septies du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

7) Est ajouté après le cinquième sous-paragraphe du paragraphe 2 de l'article 2 de la loi n° 2005-82 du 15 août 2005 relative à la création d'un système de maîtrise de l'énergie, un sous-paragraphe ainsi libellé :

Bénéficient de la suspension de ladite taxe les produits nécessaires à l'activité importés, ou acquis localement, par les entreprises communautaires prévues par la législation en vigueur pour une période de 10 ans à partir de la date de leur création et ce conformément aux conditions prévues à l'article 13 septies du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Incitation au financement des entreprises à travers le «Crowdfunding»

Art. 57 :

1) Est ajoutée à la section II du chapitre IV du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, une sous-section V intitulée plateformes de « Crowdfunding » comportant l'article 78 comme suit :

Sous-section V : Plateformes de « Crowdfunding »

Art. 78 - Sous réserve du minimum d'impôt prévu par les articles 12 et 12 bis de la loi n°89-114 du 30 décembre 1989 portant promulgation du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, sont totalement déductibles et dans la limite du revenu ou du bénéfice soumis à l'impôt, les revenus ou les bénéfices réinvestis à travers les plateformes de « Crowdfunding » prévues par la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding », dans la souscription au capital des entreprises qui ouvrent droit au bénéfice des avantages fiscaux prévus par le présent code au titre du réinvestissement.

La déduction a lieu nonobstant le minimum d'impôt susvisé en cas de souscription au capital des entreprises prévues aux articles 63 et 65 du présent code.

La condition relative aux actions nouvellement émises n'est pas requise lorsqu'il s'agit d'acquisition de participations au capital des entreprises qui ouvrent droit au bénéfice des avantages fiscaux prévus pour les opérations de transmission au titre du réinvestissement.

Est prise en considération pour la détermination des revenus ou des bénéfices déductibles lors de l'augmentation du capital des entreprises conformément aux dispositions du présent article, la valeur de la prime d'émission selon les mêmes limites et conditions.

L'avantage fiscal prévu par le présent article n'est pas accordé aux opérations de souscription destinées à l'acquisition de terrains à l'exception des opérations de réinvestissement dans les entreprises prévues à l'article 76 du présent code.

2) L'expression « des dispositions des articles 73 et 74 du présent code » prévue au début de l'article 75 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés est remplacée par l'expression « des dispositions des articles 73, 74 et 78 du présent code ».

3) Est ajouté après le deuxième tiret du premier paragraphe de l'article 13 de la loi n°2018-20 du 17 avril 2018 relative aux Startups un tiret ainsi libellé:

- les revenus ou les bénéfices réinvestis à travers les plateformes de «Crowdfunding» prévues par la loi n° 2020-37 du 6 août 2020 relative au « Crowdfunding », dans la souscription au capital initial ou à son augmentation des Startups, et ce, selon les mêmes conditions requises pour le bénéfice de la déduction prévue au premier tiret du présent paragraphe.

4) Est ajouté au paragraphe « a » du numéro 15 du paragraphe II du tableau « A » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée un tiret ainsi libellé :

- Les crédits destinés au financement des projets à travers les plateformes de «Crowdfunding».

5) Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article s'appliquent aux opérations de souscription des revenus ou des bénéfices au capital des entreprises concernées à travers les plateformes de «Crowdfunding» réalisées à partir du 1^{er} janvier 2025.

Alignement de la fiscalité en matière de taxe pour la protection

de l'environnement de certains produits fabriqués localement avec leurs similaires importés et révision des droits de douane

Art. 58 :

1) Est relevé à 30% le taux des droits de douane au titre de l'importation des panneaux composites en aluminium non allié et des panneaux composites en alliages d'aluminium, relevant des numéros du tarif douanier 76061130102, 76061130908, 76061230107 et 76061230903.

2) Sont ajoutés au tableau prévu par le paragraphe I de l'article 58 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, les produits relevant des numéros du tarif douanier ci-après:

N° de position	Numéro de Tarif	Désignation des produits
EX 76.06	76061130102	Panneau composite en aluminium non allié, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur excédant 0,2 mm et inférieure à 4 mm
	76061130908	Panneau composite en aluminium non allié, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur supérieure ou égale à 4 mm
	76061230107	Panneau composite en alliages d'aluminium, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur excédant 0,2 mm et inférieure à 4 mm
	76061230903	Panneau composite en alliages d'aluminium, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur supérieure ou égale à 4 mm

3) Sont ajoutés au tableau prévu par le paragraphe II de l'article 58 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents les produits relevant des numéros du tarif douanier ci-après:

N° de position	Numéro de Tarif	Désignation des produits
EX 76.06	76061130102	Panneau composite en aluminium non allié, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur excédant 0,2 mm et inférieure à 4 mm
	76061130908	Panneau composite en aluminium non allié, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur supérieure ou égale à 4 mm
	76061230107	Panneau composite en alliages d'aluminium de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur excédant 0,2 mm et inférieure à 4 mm
	76061230903	Panneau composite en alliages d'aluminium, de forme carrée ou rectangulaire, d'une épaisseur supérieure ou égale à 4 mm

Réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée à certains produits agricoles destinés à la transformation

Art. 59 :

Est ajouté au paragraphe I du tableau « B » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée le numéro 21 bis ainsi libellé :

21 bis) olives conservées provisoirement, mais improches à l'alimentation en l'état destinées à des usages autres que la production de l'huile relevant du numéro 07112010 du tarif des droits de douane.

Assouplissement des procédures de dépôt de la déclaration d'existence des sociétés

Art. 60 :

Est ajouté à l'article 56 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, un paragraphe ainsi libellé:

Nonobstant les dispositions contraires du présent article, les sociétés peuvent déposer la déclaration d'existence auprès des organismes publics habilités à la constitution juridique des entreprises et se faire délivrer la carte d'identification fiscale par les moyens électroniques fiables. A cet effet, l'échange de renseignements avec les services fiscaux se fait à travers l'échange électronique des documents. Le champ d'application de cette mesure, ses modalités pratiques et les délais de son application sont fixés par arrêté du ministre chargé des finances.

Exonération du matériel et des équipements usés et cédés gratuitement à la Société tunisienne de sidérurgie « El Fouladh » des droits et taxes dus à l'importation

Art. 61 :

Les équipements et matériel usés et obsolètes, objet d'un avantage fiscal à l'importation ou d'un acquit à caution, bénéficient de l'exonération des droits et taxes dus en cas de leur destruction avec cession gratuite du déchet ferreux résultant de la destruction à la Société tunisienne de sidérurgie « El Fouladh ».

Cette procédure est soumise à une autorisation des services des douanes compétents conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Allègement du coût des achats de l'Office national de l'assainissement

Art. 62 -

L'Office national de l'assainissement bénéficie de l'exonération des droits de douane au titre des opérations d'importation des équipements et du matériel n'ayant pas de similaires fabriqués localement et nécessaires à son activité.

Cet avantage est accordé après avis technique des services du ministère chargé de l'industrie.

L'encadrement des radios régionales privées

Art. 63 -

L'État accorde l'encadrement et l'appui nécessaire aux radios régionales privées afin de les soutenir à régulariser leurs situations financières et à rééchelonner leurs créances envers l'Office national de la télédiffusion.

Révision de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux opérations de vente d'immeubles à usage d'habitation réalisées par les promoteurs immobiliers

Art. 64 :

- 1) Est abrogé le quatrième tiret du numéro 3 de l'article 7 du code de la taxe sur la valeur ajoutée.
- 2) Est ajouté au paragraphe I du tableau « B » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée le numéro 31 ainsi libellé :
 - 31) des immeubles bâtis à usage exclusif d'habitation, réalisés par les promoteurs immobiliers tels que définis par la législation en vigueur, ainsi que leurs dépendances y compris les parkings collectifs attenant à ces immeubles et dont le prix ne dépasse pas 400.000 dinars hors taxe au profit des personnes physiques ou au profit des promoteurs immobiliers publics sous réserve de l'exonération prévue au numéro 53 du paragraphe I du tableau « A » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Abandon des pénalités de retard dues sur les marchés publics

Art. 65 - Nonobstant les dispositions contraires précédentes, sont abandonnées d'office les pénalités de retard dues sur les marchés publics conclus dans le secteur du bâtiment et des travaux publics et les marchés publics relatifs à l'acquisition de matériel, services et équipements ayant fait l'objet de déclaration de réception provisoire entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2025.

Demeurent applicables la ou les formules de révision pour les marchés sus indiqués ayant été conclus sur la base de prix révisables et sans considération des effets de l'atteinte des plafonds des pénalités de retard prévus dans les contrats.

Encouragement des jeunes promoteurs à la création des projets dans le domaine de l'économie verte, bleue et circulaire

Art. 66 :

1) Est ajouté au dernier paragraphe de l'article 35 de la loi n°92-122 portant loi de finances pour l'année 1993, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, et notamment par l'article 11 de la loi n° 2008-77 portant loi de finances pour l'année 2009 un tiret ainsi libellé :

- Les investissements dans le domaine de l'économie verte, bleue et circulaire.

2) Est créée une ligne de financement pour l'octroi des prêts à moyen et long termes à des conditions préférentielles, au profit des jeunes promoteurs et des entreprises pour la création et l'extension des projets dans le domaine de l'économie verte, bleue et circulaire.

Est allouée une dotation de 20 millions de dinars sur les ressources du « Fonds de dépollution » au profit de cette ligne.

Sa gestion est confiée aux banques en vertu de conventions conclues à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'environnement fixant les conditions et modalités de gestion de ladite ligne de financement.

Mesures pour l'inclusion de l'économie informelle et la lutte contre l'évasion fiscale Appui à l'adhésion de l'auto-entrepreneur au secteur formel

Art. 67 :

1) Est créée une ligne de financement d'un montant de 10 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit des promoteurs adhérents dans le cadre du régime de l'auto-entrepreneur, allouée à l'octroi de crédits à des conditions préférentielles ne dépassant pas 15 mille dinars pour chaque crédit pour le financement des activités dans tous les domaines économiques, durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, remboursables sur une durée maximale de 7 ans dont deux années de grâce.

Sa gestion est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

2) Sont modifiées les dispositions du premier paragraphe de l'article 2 du décret-loi du Chef du Gouvernement n° 2020-33 du 10 juin 2020, relatif au régime de l'auto-entrepreneur tel que modifié et complété par le décret-loi n° 2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023, comme suit :

Il est entendu par auto-entrepreneur au sens du présent décret-loi, toute personne physique de nationalité tunisienne exerçant individuellement une activité dans le secteur de l'industrie, de l'artisanat, des métiers, du commerce ou des services autres que les professions non commerciales à l'exception de la profession des journalistes et des services dans le domaine de la créativité digitale, à condition que son chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 75 mille dinars. La liste des services dans le domaine de la créativité digitale est fixée par un décret.

3) Est ajouté après le quatrième paragraphe de l'article 2 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-33 du 10 juin 2020, relatif au régime de l'auto-entrepreneur tel que modifié et complété par le décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023 ce que suit :

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, ce régime s'applique aux personnes physiques ayant déposé spontanément une déclaration de cessation d'activité depuis une période égale ou supérieure à 10 ans au premier janvier 2025 et dont il a été prouvé le non-exercice de toute activité soumise à l'obligation de dépôt de la déclaration d'existence pendant la même période.

4) Est abrogée l'expression « à partir du premier janvier de l'année qui suit celle de l'inscription au registre de l'auto-entrepreneur » prévue au premier paragraphe de l'article 7 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-33 du 10 juin 2020 relatif au régime de l'auto-entrepreneur tel que modifié et complété par le décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023.

5) Est ajouté après le premier point du deuxième tiret du deuxième paragraphe de l'article 7 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-33 du 10 juin 2020, relatif au régime de l'auto-entrepreneur tel que modifié et complété par le décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023 un point ainsi libellé :

- conformément aux cotisations dues au titre de l'affiliation au régime de sécurité sociale des travailleurs non-salariés dans les secteurs agricole et non agricole correspondant à la classe de revenu appropriée à l'activité pour la profession des journalistes et les services dans le domaine de la créativité digitale.

6) Sont modifiées les dispositions du cinquième paragraphe de l'article 7 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-33 du 10 juin 2020, relatif au régime de l'auto-entrepreneur tel que modifié et complété par le décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023, comme suit :

La contribution unique n'est pas due au cours de la période allant de la date d'inscription à la plateforme de l'auto-entrepreneur jusqu'à la fin du trimestre au cours duquel expire une période de 12 mois à compter de ladite date d'inscription. Toutefois, pour les personnes inscrites à la plateforme de l'auto-entrepreneur au cours de l'année 2024, ladite contribution n'est pas due à partir de la date d'inscription jusqu'à la fin de l'année 2025.

Le Fonds national de l'emploi prend en charge le paiement des cotisations sociales pendant ladite période d'exonération.

7) Sont modifiées les dispositions du dernier paragraphe de l'article 10 du décret-loi du Chef du Gouvernement n°2020-33 du 10 juin 2020, relatif au régime de l'auto-entrepreneur, tel que modifié et complété par le décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023, comme suit :

En cas de radiation définitive, le concerné est déclassé à l'un des régimes fiscaux en vigueur, et ce, à partir du premier janvier de l'année qui suit celle de la radiation.

Lutte contre l'évasion fiscale pour les opérations de vente à travers l'internet et à travers les moyens de diffusion audiovisuelle

Art. 68 :

1) Est ajouté après l'alinéa "g" prévu au premier paragraphe du paragraphe I de l'article 52 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, un alinéa "h" ainsi libellé :

h) 3% des montants y compris la taxe sur la valeur ajoutée, payés par les prestataires de services de livraison aux personnes qui vendent leurs marchandises et produits à travers l'internet et à travers les moyens de diffusion audiovisuelle et recouvrés auprès des clients, et ce, en cas de non-présentation des bénéficiaires de ces montants de la carte d'identification fiscale.

2) Les dispositions du présent article s'appliquent aux montants payés à partir du 1^{er} janvier 2025.

Lutte contre le marché parallèle pour certains produits de tabac

Art. 69 - Le chiffre d'affaires des entreprises totalement exportatrices provenant de la vente des produits monopolisés au profit de la Régie nationale des tabacs et des allumettes et la Manufacture des tabacs de Kairouan n'est pas pris en compte dans le taux du chiffre d'affaires annuel global à l'export que ces entreprises sont autorisées à écouler sur le marché local, et ce, jusqu'au 31 décembre 2026.

Renforcement du droit de communication des services fiscaux

Art. 70 :

Est ajouté après le cinquième paragraphe de l'article 16 du code des droits et procédures fiscaux, ce qui suit :

Les établissements de santé et hospitaliers privés sont tenus de présenter aux services compétents de l'administration fiscale, dans un délai ne dépassant pas la première quinzaine de chaque semestre civil une liste nominative des prestataires de services de santé, médicaux et paramédicaux intervenant auprès d'eux, et ce, au titre du semestre précédent, selon un modèle établi par l'administration, comportant notamment leur identité, leur matricule fiscal, la nature du service rendu et, le cas échéant, leur montant.

Les entreprises d'assurance agréées pour pratiquer la branche de l'assurance maladie, les mutuelles créées conformément à la législation en vigueur et toutes les entreprises qui interviennent dans les dossiers de gestion et d'indemnisation au titre de l'assurance maladie pour le compte des entreprises d'assurance ou des mutuelles, sont tenues de présenter aux services compétents de l'administration fiscale, dans un délai ne dépassant pas la première quinzaine de chaque semestre civil, une liste nominative des prestataires de services de santé, médicaux et paramédicaux dont les noms figurent dans les documents exigés pour l'indemnisation, au titre du semestre précédent selon un modèle établi par l'administration comportant notamment leur identité, leur matricule fiscal, la nature du service rendu et leurs montants.

Renforcement de la conformité aux obligations relatives au régime de facturation électronique

Art. 71 :

1) Est ajouté aux dispositions de l'article 94 du code des droits et procédures fiscaux un paragraphe, ainsi libellé :

Est punie d'une amende de 100 dinars à 500 dinars pour chaque facture, toute personne ayant émis des factures papier au titre des opérations soumises obligatoirement au régime de facturation électronique au sens des dispositions du paragraphe II ter de l'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée sans que le montant de l'amende exigible au titre de la somme des factures constatées excède 50.000 dinars.

2) L'expression « des dispositions du paragraphe II » mentionnée au premier paragraphe de l'article 95 du code des droits et procédures fiscaux est remplacée par l'expression « des mentions obligatoires prévues par les dispositions du paragraphe II et du paragraphe II ter ».

3) Est ajoutée après l'expression « de factures » mentionnée au troisième paragraphe de l'article 95 du code des droits et procédures fiscaux, l'expression « papier, copie papier des factures électroniques ».

4) Est ajoutée après l'expression « au paragraphe II » prévue au numéro 3 du paragraphe III de l'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée l'expression « ou au paragraphe II ter ».

5) Les dispositions des deux paragraphes 1 et 3 du présent article s'appliquent à partir du 1^{er} juillet 2025.

Révision des sanctions douanières relatives à la répression de la contrebande

Art. 72 :

1) Est remplacée l'expression « seize jours à un mois » mentionnée à l'article 386 du code des douanes par l'expression « six mois à deux ans ».

2) Est remplacée l'expression « trois mois à un an » mentionnée à l'article 387 du code des douanes par l'expression « deux à trois ans ».

Éviter la déchéance du droit de recours dans les affaires douanières et de change

Art. 73 :

Est remplacée l'expression « à partir de la date de l'ordonnance » mentionnée aux premier et deuxième alinéas de l'article 354 bis du code des douanes, par l'expression « à partir de la date de notification de l'ordonnance à l'administration par le greffier ».

Mesures de réconciliation avec les contribuables

Mesures pour faciliter la régularisation de la situation des contribuables relative aux créances fiscales et abandon des amendes et condamnations péquuniaires

Art. 74 :

I. Régularisation des créances fiscales

1. Sont abandonnés, les pénalités de contrôle, les pénalités de recouvrement et les frais de poursuite relatifs aux créances fiscales constatées revenant à l'Etat, à condition de payer les montants exigibles en une seule fois ou de souscrire un calendrier de paiement et de payer la totalité de la première tranche dans un délai maximum ne dépassant pas le 30 juin 2025 et ce pour :

- les créances fiscales constatées dans les écritures des receveurs des finances avant le 1^{er} janvier 2025,

- les créances fiscales constatées dans les écritures des receveurs des finances après le 1^{er} janvier 2025 suite à une vérification fiscale dont les résultats sont notifiés et ayant fait l'objet d'un acquiescement conclu avant le 20 juin 2025 ou ayant fait l'objet d'une notification d'arrêtés de taxation d'office avant la même date,

- les créances fiscales exigibles en vertu de jugements prononcés en matière de contentieux de l'assiette de l'impôt et constatées avant le 20 juin 2025.

Cette mesure s'applique, à la taxe sur les établissements à caractère industriel, commercial ou professionnel, à la taxe hôtelière et au droit de licence selon les mêmes conditions précitées.

2. Sont abandonnés, 50% du montant restant des amendes relatives aux infractions fiscales administratives constatées dans les écritures des receveurs des finances avant le 20 juin 2025 ainsi que les frais de poursuite y afférents, à condition de payer les montants exigibles en une seule fois ou de souscrire un calendrier de paiement et de payer la totalité de la première tranche dans un délai maximum ne dépassant pas le 30 juin 2025.

3. La durée maximale du calendrier de paiement prévu aux numéros 1 et 2 du présent article est fixée à cinq ans. Le calendrier de paiement est fixé par un arrêté du ministre chargé des finances selon la qualité du débiteur, le montant restant dû, les délais limites et le nombre des tranches trimestrielles de paiement.

Nonobstant les dispositions du précédent paragraphe, les calendriers de paiement peuvent être prorogés sur demande motivée du contribuable ayant adhéré aux présentes procédures, adressée au receveur des finances compétent sans que la prorogation excède la période maximale fixée à cinq ans.

4. Sont suspendues les procédures de poursuite pour chaque article dont le débiteur s'engage à payer les tranches exigibles à leurs échéances. Le non-paiement d'une tranche échue entraîne la reprise des poursuites légales de son recouvrement. Est applicable pour chaque tranche non payée dans le délai fixé par les calendriers souscrits, une pénalité de retard au taux de 1,25% par mois ou fraction de mois, calculée à partir de l'expiration de ce délai.

5. L'avantage prévu au présent article est déchu après un délai de 120 jours à partir de l'expiration du délai de paiement de la dernière tranche fixé par le calendrier de paiement du débiteur. Les montants non payés restent exigibles en principal, pénalités et frais de poursuite.

6. Nonobstant le calendrier conclu et prévu aux paragraphes précédents du présent article, les dispositions de l'article 33 du code des droits et procédures fiscaux sont applicables aux montants ayant fait l'objet de décisions de restitution.

L'application des mesures de l'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution de montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés à l'exception des cas ayant fait objet d'un jugement passé en la force de la chose jugée.

Le bénéfice des précédentes dispositions du présent article ne fait pas obstacle à l'exercice par le contribuable de son droit au recours juridictionnel et à la restitution des sommes perçues en trop.

II. Régularisation des déclarations fiscales non déposées et dépôt de déclarations fiscales rectificatives

Sont abandonnées, les pénalités exigibles en vertu des dispositions des articles 81, 82 et 85 du code des droits et procédures fiscaux et ce pour les déclarations fiscales, y compris les actes, écrits et déclarations relatifs aux droits d'enregistrement, échus avant le 31 octobre 2024, non prescrits et déposés à partir du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 20 juin 2025 à condition de payer le principal de l'impôt exigible, selon le cas, lors du dépôt de la déclaration ou lors de l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement. Cette mesure s'applique aux déclarations en défaut ainsi qu'aux déclarations rectificatives même déposées après l'intervention des services fiscaux ou après la notification des résultats d'une vérification fiscale.

III. Régularisation des amendes et condamnations péquniaires

Sont abandonnées, les montants exigibles au titre des amendes et condamnations péquniaires prononcées par les tribunaux avant le 1^{er} janvier 2025 et les frais de poursuite y afférents.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux amendes et condamnations péquniaires prononcées en matière de chèques sans provision et aux crimes relatifs à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent.

L'application des mesures d'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution des montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés.

Exonération ou réduction des amendes douanières résultant d'infractions ou de délits faisant l'objet de procès-verbaux douaniers ou de jugements

Art. 75 :

1) Est accordé, une exonération ou un abattement des amendes douanières résultant d'infractions ou délits douaniers objet de procès-verbaux ou de jugements rendus dans les affaires douanières avant le 1^{er} décembre 2024, et ce comme suit :

A- Concernant les affaires douanières contenant des droits et taxes :

- Paiement des droits et taxes exigibles,
- Exonération des amendes exigibles.

B- Concernant les affaires douanières ne contenant pas des droits et taxes :

- Paiement d'une amende égale à 10% de la valeur de la marchandise réellement saisie,
- Paiement d'une amende égale à 20% de la valeur de la marchandise saisie fictivement,

2) L'exonération ou l'abattement mentionné au point 1 susvisé sont accordés selon l'une des deux modalités suivantes :

- Le paiement de l'intégralité des montants dus avant le 1^{er} janvier 2026, à condition de déposer une demande à cet effet auprès des services de la Direction générale des douanes avant la date du 1^{er} novembre 2025,

- Ou la souscription d'un calendrier de paiement de la totalité des montants exigibles avant le 1^{er} juillet 2025, par tranches trimestrielles sur une période n'excédant pas cinq ans dont la première tranche doit être payée lors de la souscription du calendrier, à condition de déposer une demande à cet effet auprès des services de la Direction générale des douanes avant la date du 20 juin 2025. Est applicable sur chaque tranche non payée dans le délai fixé par le calendrier souscrit, une pénalité de retard au taux de 1,25% par mois ou fraction de mois, calculée à partir de l'expiration de ce délai.

3) Les personnes bénéficiant d'une transaction en cours, sont éligibles audit abattement.

4) L'exonération ou l'abattement, prévus par le présent article ne peuvent entraîner la restitution des montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés.

5) Un arrêté du ministre chargé des finances fixe le calendrier de paiement prévu par l'alinéa 2 susvisé.

Allégement de la charge des contribuables au titre de la taxe sur les immeubles bâties et de la taxe sur les terrains non bâties

Art. 76 - Sont entièrement abandonnés au profit des contribuables les montants dus au titre de la taxe sur les immeubles bâties, la contribution au profit du fonds national d'amélioration de l'habitat et la taxe sur les terrains non bâties au titre de l'année 2021 et années antérieures ainsi que les pénalités de retard et les frais de poursuite au titre de l'année 2024 et années antérieures à condition du :

- paiement de la totalité des taxes exigibles au titre de l'année 2025,
- paiement de la totalité des montants exigibles au titre des années 2022, 2023 et 2024 ou la souscription d'un calendrier de paiement suivant des tranches trimestrielles pour une période ne dépassant pas deux ans, la première tranche devant être payée avant le 1^{er} janvier 2026,

Le calendrier de paiement au cours de la période maximale susvisée est fixé selon l'importance des montants par arrêté du ministre chargé des finances.

L'application des mesures d'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution de montants au profit du débiteur ni la révision de l'inscription comptable des montants payés.

Régularisation de la situation fiscale des associations pour le travail de développement dans les écoles primaires

Art. 77 -

Sont abandonnées d'office, les créances fiscales constatées dans les écritures des receveurs des finances avant le 1^{er} janvier 2025 qui sont à la charge des associations pour le travail de développement dans les écoles publiques primaires au titre du minimum de perception prévu par l'article 49 de la loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 tel que modifié par l'article 59 du décret-loi n° 2022-79 du 22 décembre 2022 portant loi de finances pour l'année 2023.

L'application des mesures d'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution de montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés.

Abandon des amendes et condamnations pécuniaires relatives aux élections législatives, locales et régionales et du Conseil national des régions et des districts

Art. 78 - Est abandonné le montant des amendes et condamnations pécuniaires prononcées par la cour des comptes et relatives aux élections législatives des années 2022 et 2023 et aux élections des conseils locaux et régionaux et du Conseil national des régions et des districts pour l'année 2024 et qui sont à la charge des candidats auxdites élections n'ayant pas reçu de financement public.

L'application des mesures d'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution de montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés.

Régularisation de la situation des camions, du matériel et des équipements importés ou acquis localement par les tunisiens résidents à l'étranger dans le cadre de réalisation ou de participation à des projets

Art. 79 :

1) Peut être régularisée, la situation des équipements, du matériel roulant et des camions importés ou acquis localement par les tunisiens résidents à l'étranger conformément à la législation en vigueur, dans le cadre de la réalisation ou la participation à des projets pour lesquels les déclarations de cessation d'activité ou de changement de l'activité déclarée, ou l'ajout d'une autre activité ont été déposées auprès des services fiscaux compétents avant le 31 décembre 2024, et ce en contrepartie du paiement de 10% du :

- montant des droits et taxes dus à la date de la régularisation selon la valeur et les taux en vigueur à cette date,
- montant des taxes et droits suspendus lors de l'acquisition locale, sous réserve des dispositions de l'article 9 du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le montant payé ne doit pas être inférieur dans tous les cas à trois mille (3.000) dinars pour chaque véhicule.

2) L'application des dispositions du premier paragraphe du présent article est subordonnée au dépôt d'une demande avant l'expiration du mois d'août 2025, à l'accomplissement de l'opération de régularisation et au paiement des montants dus au plus tard le 30 septembre 2025.

3) Les montants payés au titre des véhicules dont la situation a été régularisée avant le 1^{er} janvier 2025 ne peuvent faire l'objet d'une demande de restitution.

Régularisation de la situation des véhicules automobiles et des motocycles importés dans le cadre du régime de la franchise totale des droits et taxes au titre du retour définitif des tunisiens résidents à l'étranger

Art. 80 :

1) Les propriétaires des véhicules automobiles et des motocycles ayant bénéficié, depuis au moins deux ans, du régime de la franchise totale accordé au titre du retour définitif des tunisiens résidents à l'étranger peuvent régulariser la situation douanière de leurs véhicules ou de leurs motocycles immatriculés dans la série minéralogique tunisienne normale « RS » et ce, par le paiement de 30% du montant des droits et taxes dus selon le droit commun, et sur la base de la valeur et des taux appliqués à la date de la régularisation.

2) Les services des douanes peuvent autoriser l'annulation des déclarations en douane, relatives à la régularisation des véhicules automobiles et les motocycles, enregistrée au système informatisé « SINDA » avant la publication de la présente loi et n'ayant pas acquitté les droits et taxes y afférents.

3) La régularisation visée au paragraphe 1 du présent article est effectuée après le dépôt d'une demande auprès des services de la direction générale des douanes dans un délai ne dépassant pas le 31 octobre 2025 à condition du paiement des sommes dues avant le 31 décembre 2025.

Régularisation de la situation des puits agricoles profonds non autorisés

Art. 81 - Est régularisée la situation des puits agricoles profonds non autorisés et sont simplifiées les procédures administratives en vigueur selon une redevance :

- Entre 3.000 dt et 4.000 dt pour les puits agricoles profonds alimentés par l'énergie électrique
- Entre 2.000 dt et 2.500 dt pour les puits agricoles profonds alimentés par l'énergie solaire

La régularisation est soumise au contrôle technique et aux analyses en vigueur relatifs au débit d'eau du puits sous réserve de la superficie de la terre agricole exploitée, et ce en vue de la protection et de la rationalisation de l'utilisation de la nappe phréatique.

Art. 82 - Est créée en vertu de la présente loi une plateforme électronique dédiée à l'ensemble des concours de recrutement.

- Sont inscrits sur cette plateforme tous les demandeurs d'emploi et est consacré le droit de candidature ouvert au public de tous niveaux en tenant compte du niveau d'instruction minimum requis pour le concours.
- N'est pas prise en considération la condition d'âge limite pour les chômeurs de plus de 10 ans et inscrits aux bureaux d'emplois.
- La priorité est accordée aux titulaires de diplômes d'enseignement supérieur longuement en chômage dans l'octroi des autorisations de toutes catégories.
- La priorité est accordée à cette catégorie pour les divers programmes économiques de l'Etat à l'instar du programme national pour l'entrepreneuriat féminin et l'investissement RAIDET etc.

Art. 83 - Les retraités bénéficient des déductions et des avantages pour la détermination de leur revenu soumis à l'impôt sur le revenu conformément à la législation fiscale en vigueur.

Date d'application des dispositions de la loi de finances pour l'année 2025

Art. 84 :

1) Les dispositions de la présente loi s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2025, et ce, sous réserve des dispositions contraires prévues par la présente loi.

2) Les dispositions de l'article 58 ne s'appliquent pas aux marchandises à l'importation dont les titres de transport, établis avant l'entrée en vigueur de la présente loi, justifient leurs expéditions à destination du territoire douanier tunisien et qui sont déclarées pour la mise à la consommation directe sans avoir été mises sous le régime des entrepôts ou des zones franches.

La présente loi sera publiée au Journal officiel de la République tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 9 décembre 2024.

Le Président de la République

Kaïs Saïed

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2025
page 1

Code article	Libellé	En Dinars Prévisions
	Partie 1 : Recettes fiscales Catégorie 1 : Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	
	1 : IRPP	
11-01	Traitements, salaires, pensions et rentes viagères	8 728 000 000
11-02	Honoraires, Commissions Courtages, Vacations et Loyers	853 000 000
11-03	Intérêts dépôts aux Comptes Spéciaux d'Epargne ouverts auprès des Banques	694 000 000
11-04	Revenus des Valeurs Mobilières et Capitaux Mobiliers	1 167 000 000
11-05	Redevances servies aux non-résidents	97 000 000
11-06	Avances sur les produits de consommation importés	1 000 000
11-07	Avances sur achats égales ou supérieures à 1000 dinars	168 000 000
11-08	Bénéfices Industriels et Commerciaux : BIC	356 000 000
11-09	Bénéfices des professions Non Commerciales : BNC	276 000 000
11-10	Impôt forfaitaire	119 000 000
11-11	Bénéfices de l'exploitation agricole ou de pêche	74 000 000
11-12	Revenus fonciers	239 000 000
11-13	Autres impôts sur le revenu des personnes physiques	8 000 000
	Total 1:	12 780 000 000
	2 : IS	
12-01	Impôts sur les bénéfices des sociétés pétrolières	983 000 000
12-02	Impôts sur les bénéfices des sociétés non Pétrolières	4 652 000 000
12-03	Avances sur achats supérieures ou égales à 1000 dinars	199 000 000
12-04	Avances sur les produits de consommation importés	507 000 000
12-05	Honoraires, Commissions Courtages, Vacations et Loyers	8 000 000
12-06	Revenus des Valeurs Mobilières et Capitaux Mobiliers	78 000 000
12-07	Redevances servies aux non-résidents	20 000 000
12-08	Revenus fonciers	1 000 000
12-09	Autres impôts sur les sociétés	130 000 000
	Total 2:	6 578 000 000
	Total Catégorie 1	19 358 000 000

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2025
page 2

Code article	Libellé	En Dinars Prévisions
	Catégorie 2 : Droit sur les mutations	
	3 : Droits sur les mutations	
13-01	Droits sur les mutations des biens immobiliers	477 000 000
13-02	Droits sur les mutations des biens mobiliers	14 000 000
13-03	Quette part sur Droits d'immatriculations foncières	63 000 000
	Total 3:	554 000 000
	Total Catégorie 2	554 000 000
	Catégorie 3 : Impôt Sur les biens et les services	
	4 : Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	
14-01	T V A régime importation	5 488 000 000
14-02	T V A régime intérieur	6 540 000 000
	Total 4:	12 028 000 000
	5 : Droits de consommation (DC)	
15-01	D C régime importation	2 111 000 000
15-02	D C régime Intérieur	2 185 000 000
	Total 5:	4 296 000 000
	6 : Droits sur le Transport et autres produits	
16-01	Taxe de compensation sur le transport	161 000 000
16-02	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	257 000 000
16-03	Taxe sur divers produits	39 000 000
	Total 6:	457 000 000
	Total Catégorie 3	16 781 000 000
	Catégorie 4 : Impôt sur le commerce extérieur et les transactions Internationales	
	7 : Droits et redevances douaniers	
17-01	Droits de douane	1 745 000 000
17-02	Redevance sur les prestations douanières	366 000 000
	Total 7:	2 111 000 000
	Total Catégorie 4	2 111 000 000
	Catégorie 5 : Autres impôts et taxes	
	8 : Autres impôts et taxes	
18-01	Droits de Timbre fiscal	753 000 000
18-02	Droits sur les Actes et Transactions	447 000 000
18-03	Autres taxes pour formalités administratives	3 000 000
18-04	Taxe unique sur les assurances	313 000 000
18-05	Amendes et Condamnations Prononcées en Matière Fiscale	617 000 000
18-06	Autres taxes	193 000 000
18-07	Excédent des recettes des comptes spéciaux du Trésor sur les dépenses	2 361 950 000
	Total 8:	4 687 950 000
	9 : Comptes Spéciaux du Trésor	
19-01	Recettes fiscales affectées	1 757 050 000
	Total 9:	1 757 050 000
	Total Catégorie 5	6 445 000 000
	TOTAL PREMIERE PARTIE	45 249 000 000

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2025
page 3

Code article	Libellé	En Dinars
	Partie 2 : Recettes Non fiscales	
	Catégorie 6 : Revenus de la propriété	
	1 : Intérêts	
21-01	Intérêts	150 000 000
		Total 1:
		150 000 000
	2 : Dividendes	
22-01	Dividendes des sociétés pétrolières	22 500 000
22-02	Dividendes des sociétés non pétrolières	64 500 000
		Total 2:
		87 000 000
	3 : Excédants sur les bénéfices des entreprises et établissements publics	
23-01	Excédants sur les bénéfices des entreprises et établissements publics	1 497 000 000
		Total 3:
		1 497 000 000
	4 : Redevances, loyers et autres produits de domaine de l'Etat	
24-01	Redevances	1 845 000 000
24-02	Loyers	72 000 000
24-03	Autres produits de domaine de l'Etat	35 000 000
		Total 4:
		1 952 000 000
	Total Catégorie 6	3 686 000 000
	Catégorie 7 : ventes des biens et services	
	5 : Droits administratifs	
25-01	Frais administratifs de régie et perception pour le compte de tiers et frais de poursuites	8 000 000
25-02	Droit de garantie sur les matières en platine, or et argent	2 000 000
25-03	Remises sur crédits d'enlèvements et de droits	4 000 000
25-04	Autres droits administratifs	57 000 000
		Total 5:
		71 000 000
	Total Catégorie 7	71 000 000
	Catégorie 8 : Amendes, pénalités et confiscations	
	6 : Amendes, pénalités et confiscations	
26-01	Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les autorités administratives et judiciaires	197 000 000
26-02	Confiscations	Total 6:
		197 000 000
	Total Catégorie 8	197 000 000
	Catégorie 9 : Autres recettes non fiscales	
	7 : Autres recettes non fiscales	
27-01	Versements et contributions des Caisses de Sécurité Sociale	87 500 000
27-02	Autres sommes versées à l'Etat et recettes accidentelles à divers titres	233 979 000
		Total 7:
		321 479 000
	8 : Comptes de concours	
	Recettes non fiscales affectées	53 521 000
		Total 8:
		53 521 000
	9 : Comptes Spéciaux du Trésor	
	Recettes non fiscales affectées	100 000 000
		Total 9:
		100 000 000
	Total Catégorie 9	475 000 000
	TOTAL Deuxième PARTIE	4 429 000 000

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2025

page 4

En Dinars

Code article	Libellé	Prévisions
	Partie3 : Dons	
	Catégorie 10 : Dons du budget de l'Etat	
	1 : Dons Extérieurs	350 000 000
	2 : Dons Intérieurs	
	Total Catégorie 10	350 000 000
	Catégorie 11 : Dons Affectés	
	Total Catégorie 11	
	TOTAL Troisième PARTIE	350 000 000
	Total Recettes	50 028 000 000

TABLEAU "B"
RECETTES ET DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
POUR L'ANNEE 2025

LES MISSIONS	DESIGNATIONS DES COMPTES	EN DINARS
		MONTANT
PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT	- Compte d'emploi des frais de contrôle financier, des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat - Fonds de restructuration du capital des entreprises publiques	4 000 000
MISSION DE LA JUSTICE	- Compte du soutien au développement du système judiciaire	3 000 000
MISSION DE L'INTERIEUR	-Fonds de la protection civile et de la sécurité routière -Fonds de la prévention des accidents de la circulation	10 000 000 2 500 000
MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE	- Fonds du service national	2 500 000
MISSION DES FINANCES	-Compte de cautionnement mutuel des comptables publics	100 000
MISSION DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES	- Fonds de garantie des victimes des accidents de la circulation - Fonds du soutien de la délimitation du patrimoine foncier	2 200 000 8 000 000
MISSION DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE	- Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche - Fonds de promotion de la qualité des dattes - Fonds de financement du repos biologique dans le secteur de la pêche	47 000 000 5 000 000 7 000 000
MISSION DE L'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ENERGIE	- Fonds de développement de la compétitivité dans les secteurs industriel, de services et de l'artisanat -Fonds de promotion de l'huile d'olive conditionnée -Fonds de la transition énergétique	95 300 000 7 900 000 45 000 000
MISSION DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	-Caisse générale de compensation -Fonds de promotion des exportations	10 000 000
MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION	-Fonds de développement des communications, des technologies de l'information et de la télécommunication	100 000 000
MISSION DU TOURISME	-Fonds de protection des zones touristiques -Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur du tourisme	10 000 000 8 000 000
MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT	-Fonds national de l'amélioration de l'habitat -Fonds de promotion des logements pour les salariés	10 000 000 38 000 000
MISSION DE L'ENVIRONNEMENT	-Fonds de la protection et de l'esthétique de l'environnement -Fonds de dépollution	6 000 000 20 000 000
MISSION DES TRANSPORTS	- Compte de financement de la mobilité urbaine	1 000 000
MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES	-Fonds de promotion de la création littéraire et artistique	7 000 000
MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	-Fonds national de promotion des sports et de la jeunesse	15 000 000
MISSION DE LA SANTE	-Fonds du soutien de la santé publique	100 000 000
MISSION DES AFFAIRES SOCIALES	-Fonds national de solidarité sociale - Compte de diversification des sources de financement de la sécurité sociale	8 500 000 800 000 000
MISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	-Fonds national de l'emploi -Fonds de promotion de la formation et de l'apprentissage professionnel	420 500 000 63 550 000
	TOTAL=	1857 050 000

TABLEAU "C"
DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2025
CREDITS DE PAIEMENT

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
1- Assemblée des Représentants du Peuple programme 1: Assemblée des représentants du peuple	43 193 000 43 193 000	31 355 000	3 100 000		8 738 000		-
2- Conseil National des Régions et des Districts programme 1: Conseil National des Régions et des Districts	15 610 000 15 610 000	10 694 000	1 506 000		3 410 000		-
3- Présidence de la République programme 1: Sécurité nationale et relations extérieures programme 2: Sécurité présidentielle programme 9: Pilotage et appui	214 259 000 10 481 000 166 094 000 37 684 000	161 206 000	13 552 000		39 501 000		-
4- Présidence du Gouvernement programme 1: Tutelle programme 2: Contrôle programme 3: Information, communication et formation programme 4: Gestion dans le secteur public programme 5: Modernisation des services administratifs programme 9: Pilotage et appui	271 000 000 19 365 000 62 767 000 105 759 000 14 610 000 2 120 000 66 379 000	197 232 000	6 153 000		67 610 000		-
5- Mission de l'Intérieur programme 1: Sécurité nationale programme 2: Garde nationale programme 3: Protection civile programme 4: Affaires locales programme 9: Pilotage et appui	5 931 000 000 2 414 625 000 1 615 409 000 362 995 000 977 877 000 560 094 000	4 222 822 000	242 814 000		1 465 364 000		-
6- Mission de la Justice programme 1: Justice programme 2: Prisons et rééducation programme 9: Pilotage et appui	984 000 000 393 756 000 532 764 000 57 480 000	818 004 000	54 900 000		111 096 000		-
7- Mission des Affaires Etrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'Etranger programme 1: Action diplomatique programme 2: Action consulaire et tunisiens à l'étranger programme 9: Pilotage et appui	366 607 000 231 879 000 107 743 000 26 985 000	200 022 000	20 100 000		146 485 000		-
8- Mission de la Défense Nationale programme 1: Intervention militaire programme 2: Soutien logistique et technique programme 3: Assistance aux militaires programme 9: Pilotage et appui	4 445 000 000 2 506 163 000 928 027 000 502 673 000 508 137 000	2 942 507 000	907 344 000		595 149 000		-
9- Mission des Affaires Religieuses programme 1: Développement religieux programme 9: Pilotage et appui	195 880 000 175 337 000 20 243 000	155 157 000	2 500 000		37 923 000		-
10- Mission des Finances programme 1: Douane programme 2: Fiscalité programme 3: Comptabilité publique programme 4: Services budgétaires programme 5: Dette publique programme 9: Pilotage et appui	1 390 000 000 569 601 000 292 885 000 405 677 000 15 128 000 3 401 000 103 308 000	1 120 800 000	118 426 000		150 774 000		-
11- Mission de l'Economie et de la Planification programme 1: Equilibres globaux et statistiques programme 2: Appui au développement sectoriel et régional programme 3: Coopération internationale programme 4: Encadrement de l'investissement programme 9: Pilotage et appui	958 000 000 79 791 000 710 622 000 70 220 000 85 913 000 11 454 000	79 774 000	400 000	61 495 000	816 331 000		-

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPÉCIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CRÉDITS	PAR PARTIES					
		DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	DÉPENSES DES OPÉRATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DÉPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
12- Mission des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	90 000 000	68 944 000	12 161 000		8 895 000		
programme 1: Gestion des domaines de l'Etat	20 710 000						
programme 2: Protection des domaines de l'Etat	37 975 000						
programme 9: Pilotage et appui	31 315 000						
13- Mission de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche	2 279 050 000	702 000 000	667 367 000		909 683 000		
programme 1: Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires	465 795 000						
programme 2: Pêche et aquaculture	143 035 000						
programme 3: Eaux	850 772 000						
programme 4: Forêts et aménagement des terres agricoles	371 790 000						
programme 5: Enseignement supérieur agricole, recherche, vulgarisation et formation agricole	229 730 000						
programme 9: Pilotage et appui	217 928 000						
14- Mission de l'Industrie, des Mines et de l'Energie	7 435 818 000	39 395 000	5 648 000		7 390 775 000		
programme 1: Energie	7 231 557 000						
programme 2: Industrie	184 107 000						
programme 3: Mines	8 268 000						
programme 9: Pilotage et appui	11 886 000						
15- Mission du Commerce et du Développement des Exportations	3 971 210 000	57 005 000	3 414 000		3 910 791 000		
programme 1: Commerce intérieur	3 849 379 000						
programme 2: Commerce extérieur	109 721 000						
programme 9: Pilotage et appui	12 110 000						
16- Mission des Technologies de la Communication	184 000 000	21 212 000	81 588 000		81 200 000		
programme 1: Développement numérique	150 115 000						
programme 9: Pilotage et appui	33 885 000						
17- Mission du Tourisme	174 156 000	68 165 000	13 074 000		92 917 000		
programme 1: Tourisme et artisanat	170 095 000						
programme 9: Pilotage et appui	4 061 000						
18- Mission de l'Équipement et de l'Habitat	2 022 000 000	123 300 000	1 616 900 000	1 600 000	280 200 000		
programme 1: Infrastructure routière	1 436 970 000						
programme 2: Protection des villes, du littoral et la maîtrise des ouvrages	226 919 000						
programme 3: Aménagement du territoire, urbanisme et habitat	307 608 000						
programme 9: Pilotage et appui	50 503 000						
19- Mission de l'Environnement	465 970 000	37 477 000	10 345 000		418 148 000		
programme 1: Environnement et développement durable	452 477 000						
programme 9: Pilotage et appui	13 493 000						
20- Mission des Transports	1 076 470 000	24 347 000	17 472 000		1 034 651 000		
programme 1: Transport terrestre	993 296 000						
programme 2: Aviation civile	12 790 000						
programme 3: Transport maritime et ports	34 554 000						
programme 9: Pilotage et appui	35 830 000						
21- Mission des Affaires Culturelles	425 490 000	246 697 000	58 184 000		120 609 000		
programme 1: Arts	53 441 000						
programme 2: Livre et lecture	35 724 000						
programme 3: Action culturelle	226 861 000						
programme 4: Patrimoine	73 508 000						
programme 9: Pilotage et appui	35 956 000						
22- Mission de la Jeunesse et des Sports	936 276 000	672 413 000	103 876 000		159 987 000		
programme 1: Jeunesse	209 220 000						
programme 2: Sport	185 876 000						
programme 3: Education physique	479 992 000						
programme 9: Pilotage et appui	61 188 000						

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
23- Mission de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes Agées	262 457 000	153 000 000	54 477 000		54 980 000		
programme 1: Famille, famille et égalité des chances	23 630 000						
programme 2: Enfance	190 830 000						
programme 3: Personnes Agées	21 200 000						
programme 9: Pilotage et appui	26 797 000						
24- Mission de la Santé	4 000 000 000	2 832 820 000	645 840 000		521 340 000		
programme 1: Soins de santé de base	1 342 225 000						
programme 2: Services de santé hospitalière	815 504 000						
programme 3: Recherche et services hospitaliers universitaires	1 563 112 000						
programme 9: Pilotage et appui	279 159 000						
25- Mission des Affaires Sociales	3 468 000 000	262 000 000	15 000 000		3 191 000 000		
programme 1: Emploi et relations professionnelles	30 886 716						
programme 2: Sécurité sociale	1 471 650 510						
programme 3: Promotion sociale	1 863 008 150						
programme 4: Immigration et tunisiens à l'étranger	28 435 917						
programme 9: Pilotage et appui	74 018 707						
26- Mission de l'Education	8 044 000 000	7 010 000 000	480 000 000		554 000 000		
programme 1: Phase primaire	2 922 809 000						
programme 2: Phase préparatoire et secondaire	4 183 906 000						
programme 9: Pilotage et appui	937 285 000						
27- Mission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	2 293 393 000	1 631 275 000	261 072 000		401 046 000		
programme 1: Enseignement supérieur	1 563 492 000						
programme 2: Recherche scientifique	204 787 000						
programme 3: Œuvres universitaires	479 589 000						
programme 9: Pilotage et appui	45 525 000						
28- Mission de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	1 015 350 000	456 703 000	8 900 000		549 747 000		
programme 1: Formation professionnelle	470 989 000						
programme 2: Emploi	379 829 000						
programme 3: Développement de l'initiative privée	134 500 000						
programme 9: Pilotage et appui	30 032 000						
29- Conseil Supérieur provisoire de la Magistrature	1 576 000	450 000			1 126 000		
programme 1: Conseil supérieur provisoire de la magistrature	1 576 000						
30- Cour Constitutionnelle							
programme 1: Cour constitutionnelle							
31- Cour des Comptes	34 000 000	27 572 000	333 000		6 095 000		
programme 1: Cour des comptes	34 000 000						
32- Instance Supérieure Indépendante pour les Elections	23 000 000	14 228 000			8 772 000		
programme 1: Instance supérieure indépendante pour les élections	23 000 000						
33- Charges de Financement	6 487 000 000					6 487 000 000	
34- Dépenses Imprévues et non Réparties	324 535 000						324 535 000
TOTAL	59 828 000 000	24 388 576 000	5 426 451 000	63 095 000	23 138 343 000	6 487 000 000	324 535 000

TABLEAU "D"
DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2025
CREDITS D'ENGAGEMENT

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
1- Assemblée des Représentants du Peuple programme 1: Assemblée des représentants du peuple	42 118 000 42 118 000	31 355 000	2 025 000		8 738 000		-
2- Assemblée Nationale des Regions et des Districts programme 1: Conseil National des Regions et des Districts	21 604 000 21 604 000	10 694 000	7 500 000		3 410 000		-
3- Présidence de la République programme 1: Sécurité nationale et relations extérieures programme 2: Sécurité présidentielle programme 9: Pilotage et appui	209 404 000 10 481 000 164 294 000 34 629 000	161 206 000	8 697 000		39 501 000		-
4- Présidence du Gouvernement programme 1: Tutelle programme 2: Contrôle programme 3: Information, communication et formation programme 4: Gestion dans le secteur public programme 5: Modernisation des services administratifs programme 9: Pilotage et appui	269 600 000 19 365 000 62 767 000 105 759 000 14 610 000 2 120 000 64 979 000	197 232 000	4 758 000		67 610 000		-
5- Mission de l'Interior programme 1: Sécurité nationale programme 2: Garde nationale programme 3: Protection civile programme 4: Affaires locales programme 9: Pilotage et appui	5 996 522 000 2 462 225 000 1 631 689 000 362 995 000 978 602 000 561 011 000	4 222 822 000	308 336 000		1 465 364 000		-
6- Mission de la Justice programme 1: Justice programme 2: Prisons et rééducation programme 9: Pilotage et appui	1 013 950 000 406 456 000 548 764 000 58 730 000	818 004 000	84 850 000		111 096 000		-
7- Mission des Affaires Etrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'Etranger programme 1: Action diplomatique programme 2: Action consulaire et tunisiens à l'étranger programme 9: Pilotage et appui	363 187 000 227 079 000 107 743 000 28 365 000	200 022 000	16 680 000		146 485 000		-
8- Mission de la Défense Nationale programme 1: Intervention militaire programme 2: Soutien logistique et technique programme 3: Assistance aux militaires programme 9: Pilotage et appui	5 149 161 000 3 152 919 000 975 932 000 499 473 000 520 837 000	2 942 507 000	1 611 505 000		595 149 000		-
9- Mission des Affaires Religieuses programme 1: Développement religieux programme 9: Pilotage et appui	194 410 000 174 837 000 19 573 000	155 157 000	1 330 000		37 923 000		-
10- Mission des Finances programme 1: Douane programme 2: Fiscalité programme 3: Comptabilité publique programme 4: Services budgétaires programme 5: Dettes publiques programme 9: Pilotage et appui	1 374 846 000 574 005 000 290 488 000 393 887 000 12 074 000 3 378 000 101 014 000	1 120 800 000	103 272 000		150 774 000		-
11- Mission de l'Economie et de la Planification programme 1: Équilibres globaux et statistiques programme 2: Appui au développement sectoriel et régional programme 3: Coopération internationale programme 4: Encadrement de l'investissement programme 9: Pilotage et appui	958 000 000 79 791 000 710 622 000 70 220 000 85 913 000 11 454 000	79 774 000	400 000	61 495 000	816 331 000		-

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
12- Mission des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	89 000 000	68 944 000	11 161 000		8 895 000	-	-
programme 1: Gestion des domaines de l'Etat	20 710 000				-	-	-
programme 2: Protection des domaines de l'Etat	38 025 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	30 265 000				-	-	-
13- Mission de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche	2 834 079 000	702 000 000	1 222 396 000		909 683 000	-	-
programme 1: Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires	473 928 000				-	-	-
programme 2: Pêche et aquaculture	127 165 000				-	-	-
programme 3: Eaux	1 300 061 000				-	-	-
programme 4: Forêts et aménagement des terres agricoles	462 741 000				-	-	-
programme 5: Enseignement supérieur agricole, recherche, vulgarisation et formation agricole	241 760 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	228 424 000				-	-	-
14- Mission de l'Industrie, des Mines et de l'Energie	7 430 813 000	39 395 000	648 000		7 390 775 000	-	-
programme 1: Energie	7 231 557 000				-	-	-
programme 2: Industrie	179 107 000				-	-	-
programme 3: Mines	8 268 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	11 886 000				-	-	-
15- Mission du Commerce et du Développement des Exportations	3 968 691 000	57 005 000	895 000		3 910 791 000	-	-
programme 1: Commerce intérieur	3 848 635 000				-	-	-
programme 2: Commerce extérieur	109 721 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	10 335 000				-	-	-
16- Mission des Technologies de la Communication	201 052 000	21 212 000	98 640 000		81 200 000	-	-
programme 1: Développement numérique	166 595 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	34 457 000				-	-	-
17- Mission du Tourisme	174 156 000	68 165 000	13 074 000		92 917 000	-	-
programme 1: Tourisme et artisanat	170 095 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	4 061 000				-	-	-
18- Mission de l'Equipement et de l'Habitat	2 061 591 000	123 300 000	1 656 491 000	1 600 000	280 200 000	-	-
programme 1: Infrastructure routière	1 565 150 000				-	-	-
programme 2: Protection des villes, du littoral et la maîtrise des ouvrages	144 619 000				-	-	-
programme 3: Aménagement du territoire, urbanisme et habitat	300 829 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	50 993 000				-	-	-
19- Mission de l'Environnement	462 695 000	37 477 000	7 070 000		418 148 000	-	-
programme 1: Environnement et développement durable	450 067 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	12 628 000				-	-	-
20- Mission des Transports	1 063 928 000	24 347 000	4 930 000		1 034 651 000	-	-
programme 1: Transport terrestre	981 244 000				-	-	-
programme 2: Aviation civile	12 790 000				-	-	-
programme 3: Transport maritime et ports	34 554 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	35 340 000				-	-	-
21- Mission des Affaires Culturelles	427 046 000	246 697 000	59 740 000		120 609 000	-	-
programme 1: Arts	51 441 000				-	-	-
programme 2: Livre et lecture	36 900 000				-	-	-
programme 3: Action culturelle	228 481 000				-	-	-
programme 4: Patrimoine	76 118 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	34 106 000				-	-	-
22- Mission de la Jeunesse et des Sports	976 550 000	672 413 000	144 150 000		159 987 000	-	-
programme 1: Jeunesse	215 620 000				-	-	-
programme 2: Sport	215 550 000				-	-	-
programme 3: Education physique	484 242 000				-	-	-
programme 9: Pilotage et appui	61 138 000				-	-	-

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
23- Mission de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes Agées	261 410 000	153 000 000	53 430 000		54 980 000	-	-
programme 1: Famille, famille et égalité des chances	25 430 000					-	-
programme 2: Enfance	191 230 000					-	-
programme 3: Personnes Agées	20 100 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	24 650 000					-	-
24- Mission de la Santé	4 229 660 000	2 832 820 000	875 500 000		521 340 000	-	-
programme 1: Soins de santé de base	1 322 335 000					-	-
programme 2: Services de santé hospitalière	950 504 000					-	-
programme 3: Recherche et services hospitaliers universitaires	1 641 262 000					-	-
Programme 9: Pilotage et appui	315 559 000					-	-
25- Mission des Affaires Sociales	3 466 900 000	262 000 000	13 900 000		3 191 000 000	-	-
programme 1: Emploi et relations professionnelles	29 686 716					-	-
programme 2: Sécurité sociale	1 471 650 510					-	-
programme 3: Promotion sociale	1 866 108 150					-	-
programme 4: Immigration et tunisiens à l'étranger	28 435 917					-	-
programme 9: Pilotage et appui	71 018 707					-	-
26- Mission de l'Education	8 338 720 000	7 010 000 000	774 720 000		554 000 000	-	-
programme 1: Phase primaire	3 029 794 000					-	-
programme 2: Phase préparatoire et secondaire	4 351 399 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	957 527 000					-	-
27- Mission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	2 294 091 000	1 631 275 000	261 770 000		401 046 000	-	-
programme 1: Enseignement supérieur	1 564 585 000					-	-
programme 2: Recherche scientifique	200 842 000					-	-
Programme 3: Œuvres universitaires	484 339 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	44 325 000					-	-
28- Mission de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	1 015 350 000	456 703 000	8 900 000		549 747 000	-	-
programme 1: Formation professionnelle	470 989 000					-	-
programme 2: Emploi	379 829 000					-	-
programme 3: Développement de l'initiative privée	134 500 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	30 032 000					-	-
29- Conseil Supérieur provisoire de la Magistrature	1 576 000	450 000			1 126 000	-	-
programme 1: Conseil supérieur provisoire de la magistrature	1 576 000					-	-
30- Cour Constitutionnelle						-	-
Programme 1: Cour constitutionnelle						-	-
31- Cour des Comptes	34 000 000	27 572 000	333 000		6 095 000	-	-
programme 1: Cour des comptes	34 000 000					-	-
32- Instance Supérieure Indépendante pour les Elections	23 000 000	14 228 000			8 772 000	-	-
programme 1: Instance supérieure indépendante pour les élections	23 000 000					-	-
33- Charges de Financement	6 487 000 000					6 487 000 000	
34- Dépenses Imprevues et non Reparties	1 565 885 000						1 565 885 000
TOTAL	63 000 000 000	24 388 576 000	7 357 101 000	63 095 000	23 138 343 000	6 487 000 000	1 565 885 000

TABLEAU "E"
RECETTES ET DEPENSES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DONT LES
LES BUDGETS SONT RATACHES POUR ORDRE AU BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNEE 2025 (recapitulative)

(En dinars)

LES MISSIONS	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES PROPRIÉTÉS	TOTAL
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	4 526 000		4 526 000
PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT	11 265 000	910 000	12 175 000
MISSION DE L'INTERIEUR	47 015 000	2 297 000	49 312 000
MISSION DE LA JUSTICE	69 292 000	6 369 500	75 661 500
MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE	24 710 000	4 821 000	29 531 000
MISSION DES AFFAIRES RELIGIEUSES	310 000		310 000
MISSION DES FINANCES	5 297 000	1 261 000	6 558 000
MISSION DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE MARITIME	38 873 000	53 547 000	92 420 000
MISSION DU COMMERCE ET DE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	2 992 000	800 000	3 792 000
MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION	6 110 000	420 000	6 530 000
MISSION DU TOURISME	2 922 000	265 000	3 187 000
MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT	3 456 000	3 836 000	7 292 000
MISSION DE L'ENVIRONNEMENT	1 850 000		1 850 000
MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES	91 987 000	817 000	92 804 000
MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	43 447 000	11 592 000	55 039 000
MISSION DE LA FAMILLE, DE LA FEMME, DE L'ENFANCE ET DES PERSONNES AGEES	29 101 000	1 064 500	30 165 500
MISSION DE LA SANTE	294 585 000	311 560 000	606 145 000
MISSION DES AFFAIRES SOCIALES	25 390 000	747 300	26 137 300
MISSION DE L'EDUCATION	167 410 000	16 444 000	183 854 000
MISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	118 963 000	32 287 000	151 250 000
TOTAL	989 501 000	449 038 300	1 438 539 300

TABLEAU "E"
RECETTES ET DEPENSES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DONT LES BUDGETS
SONT RATTACHES POUR ORDRE AU BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNEE 2025

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			DEPENSES	
		RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES			
	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
3	Etablissements de Souveraineté	4 526 000		4 526 000	4 526 000	
1	Haut Comité du Contrôle Administratif et Financier	403 000		403 000	403 000	
2	Services du Médiateur Administratif	373 000		373 000	373 000	
3	Fondation Ifada	3 750 000		3 750 000	3 750 000	
3	Total des Budgets des Etablissements relevant de la Présidence de la République	4 526 000		4 526 000	4 526 000	
	PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT					
	Etablissements de Souveraineté	2 919 000		2 919 000	2 919 000	
1	Tribunal Administratif	2 727 000		2 727 000	2 727 000	
2	Instance Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	192 000		192 000	192 000	
	Etablissements d'Administration Générale	770 000	180 000	950 000	950 000	
3	Les Archives Nationales	770 000	180 000	950 000	950 000	
	Etablissements de Formation	281 000	25 000	306 000	306 000	
4	Centre Africain de Perfectionnement des Journalistes et Communicateurs	281 000	25 000	306 000	306 000	
	Etablissements Culturels	450 000	165 000	615 000	615 000	
5	Centre de Documentation National	450 000	165 000	615 000	615 000	
	Autre Etablissements	1 038 000		1 038 000	1 038 000	
6	Instance d'accès à l'information	1 038 000		1 038 000	1 038 000	
	Etablissements de Formation	5 807 000	540 000	6 347 000	6 347 000	
7	Ecole Nationale d'Administration	5 807 000	540 000	6 347 000	6 347 000	
7	Total des Budgets des Etablissements relevant du Présidence du Gouvernement	11 265 000	910 000	12 175 000	12 175 000	
	MISSION DE L'INTERIEUR					
	Etablissements d'Administration Générale	215 000	100 000	315 000	315 000	
1	Observatoire National d'Information, de Formation, de Documentation et d'Etudes sur la Sécurité Routière	215 000	100 000	315 000	315 000	
	Etablissements de Formation	34 502 000	2 097 000	36 599 000	36 599 000	
2	Ecole Nationale de Formation des Agents et Cadres Actifs de la Police et de la Sureté Nationale à Salambo	835 000	100 000	935 000	935 000	
3	Centre de Formation Spécialisée de la Manouba	350 000	37 000	387 000	387 000	
4	Ecole Nationale de Formation des Inspecteurs de Police à Sousse	650 000	120 000	770 000	770 000	
5	Ecole Nationale de Formation des Agents Astreint au Port de la Tenue à Sidi Saïd	13 301 000	100 000	13 401 000	13 401 000	
6	Ecole Nationale de Formation des Officiers de Police Adjoints à Bizerte	550 000	95 000	645 000	645 000	
7	Centre National de Formation Continue de la Sureté Nationale de Carthage Byrsa	1 215 000	15 000	1 230 000	1 230 000	
8	Ecole Nationale de Formation de la Garde Nationale et la Protection Civile	5 330 000	500 000	5 830 000	5 830 000	
9	Ecole Supérieure des Forces de la Sécurité Intérieure	330 000		330 000	330 000	
10	Ecole des Commandos de la Garde Nationale à Oued Zerga	630 000	70 000	700 000	700 000	
11	Ecole Nationale de la Formation Continue de la Garde Nationale à Chibika	333 000	10 000	343 000	343 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
12	Ecole Nationale de la Formation Polyvalente de la Garde Nationale à Mornaguiia	402 000	20 000	422 000	422 000
13	Ecole Nationale de la Protection Civile	8 360 000	100 000	8 460 000	8 460 000
14	Centre de la Formation et de l'Appui à la Décentralisation	2 216 000	930 000	3 146 000	3 146 000
	Etablissements de Santé	11 868 000	100 000	11 968 000	11 968 000
15	Hôpital des Forces de Sécurité Intérieur de la Marsa	11 868 000	100 000	11 968 000	11 968 000
	Etablissements de Réhabilitation Sociale	430 000		430 000	430 000
16	Centre d'Accueil et d'Orientation de Tunis-El Ouardia	430 000		430 000	430 000
	Etablissements d'Appui à la Décentralisation				
17	La Haute Instance des Finances Locales				
17	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Intérieur =	47 015 000	2 297 000	49 312 000	49 312 000
MISSION DE LA JUSTICE					
	Etablissements de Recherches	301 000	80 000	381 000	381 000
1	Centre d'Etudes Juridiques et Judiciaires	301 000	80 000	381 000	381 000
	Etablissements de Formation	2 479 000	395 000	2 874 000	2 874 000
2	École Nationale des Prisons et de la Rééducation	1 730 000	195 000	1 925 000	1 925 000
3	Institut Supérieur de la Magistrature	504 000	100 000	604 000	604 000
4	Institut Supérieur de la Profession d'Avocat	245 000	100 000	345 000	345 000
	Etablissements de Réhabilitation Sociale	66 512 000	5 894 500	72 406 500	72 406 500
5	Etablissement de Réhabilitation Sociale	12 100 600	1 000	12 101 600	12 101 600
6	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de GammARTH	28 350	1 000	29 350	29 350
7	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de Sidi El Heni	625 700	191 000	816 700	816 700
8	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants d'Agareb-Sfax	36 000	54 000	90 000	90 000
9	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de Mejez El Bab	490 700	57 500	548 200	548 200
10	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants d'El Mourouj	743 700	20 500	764 200	764 200
11	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de M'Ghira	264 700	42 000	306 700	306 700
12	Centre de Rééducation des Mineurs Délinquants de Souk Jedid	603 700	25 000	628 700	628 700
13	Prison d'El Haouareb	1 471 000	447 000	1 918 000	1 918 000
14	Prison de Kébili	1 319 000	4 000	1 323 000	1 323 000
15	Prison du Sers	1 189 000	266 000	1 455 000	1 455 000
16	Prison de Mornaguiia	10 327 500	1 422 800	11 750 300	11 750 300
17	Prison des Femmes à la Manouba	1 180 500	262 000	1 442 500	1 442 500
18	Prison de Sfax	3 059 000	22 000	3 081 000	3 081 000
19	Prison de Borj Roumi	2 945 000	706 000	3 651 000	3 651 000
20	Prison de Nadhour	1 060 000	293 000	1 353 000	1 353 000
21	Prison de Saouaf	1 301 000	264 000	1 565 000	1 565 000
22	Prison de Kasserine	1 665 000	92 000	1 757 000	1 757 000
23	Prison du Kef	1 026 500	15 000	1 041 500	1 041 500
24	Prison de Gafsa	1 318 500	112 700	1 431 200	1 431 200
25	Prison de Bizerte	707 000	2 000	709 000	709 000
26	Prison de Mahdia	2 402 000	337 000	2 739 000	2 739 000
27	Prison de Gabes	1 167 000	2 000	1 169 000	1 169 000
28	Prison de Beja	594 000	71 000	665 000	665 000
29	Prison de Monastir	1 394 000	12 000	1 406 000	1 406 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			DEPENSES	
		RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES			
30	Prison de Harboub-Médenine	1 398 000	14 000	1 412 000	1 412 000	
31	Prison de Kairouan	1 077 500	2 000	1 079 500	1 079 500	
32	Prison de Siliana	1 264 000	132 000	1 396 000	1 396 000	
33	Prison de Sidi Bouzid	938 000	2 000	940 000	940 000	
34	Prison de Mornag	1 222 500	220 000	1 442 500	1 442 500	
35	Prison Eddy au Kef	488 000	376 000	864 000	864 000	
36	Prison de Zaghouan	1 000		1 000	1 000	
37	Prison de Jendouba	892 000	48 000	940 000	940 000	
38	Prison de la Rabta	683 000	61 000	744 000	744 000	
39	Prison de Borj El Amri	3 506 000	162 000	3 668 000	3 668 000	
40	Prison d'El Messadine	3 266 000	66 000	3 332 000	3 332 000	
41	Prison de Belli	1 690 550		1 690 550	1 690 550	
42	Prison d'Oudhna	1 066 000	89 000	1 155 000	1 155 000	
42	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Justice	69 292 000	6 369 500	75 661 500	75 661 500	
MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE						
	Etablissements de Souveraineté	1 500 000	1 000	1 501 000	1 501 000	
1	Agence des Investigations et de Défense Nationale	1 500 000	1 000	1 501 000	1 501 000	
	Etablissements de Recherche		1 750 000	1 750 000	1 750 000	
2	Centre Hydrographie et Océanographie		1 750 000	1 750 000	1 750 000	
	Etablissements de Formation	19 272 000	718 000	19 990 000	19 990 000	
3	Academie Militaire	6 500 000	1 000	6 501 000	6 501 000	
4	Académie Navale	1 912 000	1 000	1 913 000	1 913 000	
5	Institut de la Défense Nationale	94 000	1 000	95 000	95 000	
6	Ecole d'Etat Major	1 081 000	1 000	1 082 000	1 082 000	
7	Ecole des Sous-officiers à Bizerte	551 000	1 000	552 000	552 000	
8	Ecole Technique de l'Armée de Terre	371 000	1 000	372 000	372 000	
9	Ecole d'Application d'Armes	381 000	1 000	382 000	382 000	
10	Ecole des Sports Militaires	101 000	1 000	102 000	102 000	
11	Ecole de l'Aviation Militaire	111 000	1 000	112 000	112 000	
12	Ecole des Spécialités Aéronautiques	261 000	1 000	262 000	262 000	
13	Ecole des Caporaux de Metline	251 000	1 000	252 000	252 000	
14	Ecole de l'Aviation de Borj El Amri	3 415 000	324 000	3 739 000	3 739 000	
15	Centre d'Instruction Navale	138 000	1 000	139 000	139 000	
16	Centre d'Instruction de Panti-aérien	89 000	1 000	90 000	90 000	
17	Centre d'Instruction de Génie Militaire	91 000	1 000	92 000	92 000	
18	Centre d'Instruction Aéronautique	36 000	1 000	37 000	37 000	
19	Ecole de la Santé Militaire	161 000	10 000	171 000	171 000	
20	Ecole d'Application du Service de Santé des Armées	250 000	350 000	600 000	600 000	
21	Ecole Supérieure de Guerre	331 000	1 000	332 000	332 000	
22	Centre de Formation Professionnelle à Béja	71 000	1 000	72 000	72 000	
23	Centre de Formation Professionnelle El Khrouba à Bizerte	36 000	1 000	37 000	37 000	
24	Centre de Formation Professionnelle Fondouk El Jedid	40 000	1 000	41 000	41 000	
25	Centre de Formation Professionnelle à Gabès	45 000	1 000	46 000	46 000	
26	Ecole Militaire de Musique	71 000	1 000	72 000	72 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
27 Ecole des Caporaux de Kondar	391 000	1 000	392 000	392 000		
28 Ecole des Caporaux de l'Armée de la Mer	123 000	1 000	124 000	124 000		
29 Deuxième centre d'instruction de l'Armée de l'Air	21 000	1 000	22 000	22 000		
30 Centre d'instruction d'artillerie	69 000	1 000	70 000	70 000		
31 Centre d'instructions de signalisation	111 000	1 000	112 000	112 000		
32 Centre Militaire de crimin	851 000	1 000	852 000	852 000		
33 Centre Militaire et de Formation Professionnelle de Mammouba	55 000	1 000	56 000	56 000		
34 Centre Militaire et de Formation Professionnelle d'Oued El Jil	90 000	1 000	91 000	91 000		
35 Centre Militaire et de Formation Professionnelle de Gafsa	81 000	1 000	82 000	82 000		
36 Centre Militaire et de Formation Professionnelle de Ksar Gafsa	51 000	1 000	52 000	52 000		
37 Centre Militaire et de Formation Professionnelle d'El Oumrane	60 000	1 000	61 000	61 000		
38 Centre d'excellence tunisien de lutte contre les engins explosifs improvisés	91 000	1 000	92 000	92 000		
39 Etablissement de formation professionnelle en plongée	890 000	1 000	891 000	891 000		
Etablissements de Santé	3 340 000	2 251 000	5 591 000	5 591 000		
40 Centre d'Expertise de la Médecine Aéronautique	120 000	600 000	720 000	720 000		
41 Centre Militaire de Transfusion Sanguine	155 000	500 000	655 000	655 000		
42 Centre de la Médecine de Plongée Sous-marin	45 000	1 000	46 000	46 000		
43 Hôpital Militaire à Gabès	1 410 000	310 000	1 720 000	1 720 000		
44 Hôpital Militaire à Bizerte	1 610 000	840 000	2 450 000	2 450 000		
Etablissements Culturels	73 000	1 000	74 000	74 000		
45 Musée National Militaire	73 000	1 000	74 000	74 000		
Autre Etablissements	525 000	100 000	625 000	625 000		
46 Laboratoire de métrologie du ministère de la défense nationale	525 000	100 000	625 000	625 000		
46 Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Défense Nationale	24 710 000	4 821 000	29 531 000	29 531 000		
	MISSION DES AFFAIRES RELIGIEUSES					
	Etablissements d'Enseignement Supérieur	310 000	—	310 000	310 000	
1	Institut Supérieur des Sciences Religieuses de Tunis	170 000	—	170 000	170 000	
2	Institut Supérieur des Sciences Islamiques à Kairouan	140 000	—	140 000	140 000	
2	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des Affaires Religieuses	310 000	—	310 000	310 000	
	MISSION: DES FINANCES					
	Etablissements de Formation	2 600 000	61 000	2 661 000	2 661 000	
1	Ecole Nationale des Finances	500 000	61 000	561 000	561 000	
2	Ecole Nationale de la Douane	2 100 000	—	2 100 000	2 100 000	
	Etablissements de Santé	2 627 000	1 200 000	3 827 000	3 827 000	
3	Centre Médical des Douanes	2 627 000	1 200 000	3 827 000	3 827 000	
	Autres Etablissements	70 000	—	70 000	70 000	
4	Les Services Du Médiateur Fiscal	70 000	—	70 000	70 000	
4	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des Finances	5 297 000	1 261 000	6 558 000	6 558 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	MISSION DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE MARITIME				
	Etablissements de Recherche	5 013 000	2 295 000	7 308 000	7 308 000
1	Institut National des Sciences et des Technologies de la Mer	699 000	180 000	879 000	879 000
2	Institut National de la Recherche Agronomique de Tunis	776 000	180 000	956 000	956 000
3	Institut de Recherche du Génie Rural, Eaux et Forêts	632 000	85 000	717 000	717 000
4	Institut de l'Olivier	447 000	200 000	647 000	647 000
5	Institut de la Recherche Vétérinaire de Tunis	207 000	1 150 000	1 357 000	1 357 000
6	Institution de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricole	1 155 000	30 000	1 185 000	1 185 000
7	Centre Régional de Recherche en Horticulture et dans l'Agriculture Biologique de Chott Mariem	362 000	50 000	412 000	412 000
8	Centre Régional de Recherche dans l'Agriculture Oasienne de Degueche	201 000	60 000	261 000	261 000
9	Centre Régional de la Recherche Agronomique de Sidi Bouzid	238 000	80 000	318 000	318 000
10	Centre Régional des Grandes Agricultures de Beja	296 000	280 000	576 000	576 000
	Etablissements d'Enseignement Supérieur	6 048 000	2 210 000	8 258 000	8 258 000
11	Ecole Nationale de Médecine Vétérinaire de Sidi Thabet	712 000	280 000	992 000	992 000
12	Institut National des Sciences Agricoles de Tunis	795 000	180 000	975 000	975 000
13	Ecole Supérieure d'Agriculture de Mograne	605 000	200 000	805 000	805 000
14	Ecole Supérieure des Ingénieurs de l'Équipement Rural de Mejaz El Bab	510 000	280 000	790 000	790 000
15	Institut Sylvo-Pastoral de Tabarka	520 000	300 000	820 000	820 000
16	Institut Supérieur des Sciences Agricoles de Chott Mariem	880 000	280 000	1 160 000	1 160 000
17	Ecole Supérieure des Industries Alimentaires à Tunis	376 000	55 000	431 000	431 000
18	Ecole Supérieure d'Agriculture de Mateur	490 000	300 000	790 000	790 000
19	Ecole Supérieure d'Agriculture du Kef	580 000	250 000	830 000	830 000
20	Institut Supérieur de Pêche et de l'Aquaculture de Bizerte	355 000	10 000	365 000	365 000
21	Institut Supérieur des Etudes Préparatoires en Biologie et en Géologie à la Soukra	225 000	75 000	300 000	300 000
	Etablissements de Formation	5 097 000	6 381 000	11 478 000	11 478 000
22	Agence de Vulgarisation et de Formation Agricole	393 000	16 000	409 000	409 000
23	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Zarzis	107 000	20 000	127 000	127 000
24	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Gabès	128 000	41 000	169 000	169 000
25	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Ghar El Melh	135 000	80 000	215 000	215 000
26	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Téboulba	115 000	60 000	175 000	175 000
27	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Mahdia	235 000	50 000	285 000	285 000
28	Lycée Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Agronomie et Viticulture de Bou-chrik	237 000	285 000	522 000	522 000
29	Lycée Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Elevage de Bovins de Thibar	198 000	260 000	458 000	458 000
30	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle en Mécanique Navale de Kelibia	260 000	67 000	327 000	327 000
31	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Sfax	128 000	18 000	146 000	146 000
32	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Tabarka	180 000	109 000	289 000	289 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			SUBVENTION DE L'ETAT		
			TOTAL DES RECETTES			
33 Institut National Pédagogique et de Formation Continue Agricole de Sidi Thabet	141 000	409 000	550 000	550 000		
34 Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole de l'Arboriculture en Zones Arides de Boughrara	83 000	150 000	233 000	233 000		
35 Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Grandes Cultures de Bou-Salem	89 000	190 000	279 000	279 000		
36 Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Phoeniculture de Degache	10 000	630 000	640 000	640 000		
37 Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Culture Maraîchères de Primeurs de Chott-Mariem	208 000	183 000	391 000	391 000		
38 Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Machinisme Agricole de Jouggar	92 000	90 000	182 000	182 000		
39 Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Aménagement des Périmètres Irrigues de Barrouth	110 000	162 000	272 000	272 000		
40 Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Secteur de l'Elevage Bovin de Sidi Thabet	110 000	207 000	317 000	317 000		
41 Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Secteur de l'Aviculture de Sidi Thabet	105 000	214 000	319 000	319 000		
42 Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Domaine de la Mécanique à El-Kantana	71 000	125 000	196 000	196 000		
43 Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Secteur des Forêts de Rimeil	95 000	123 000	218 000	218 000		
44 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Oueslatia	115 000	190 000	305 000	305 000		
45 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Sbeitla	80 000	122 000	202 000	202 000		
46 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Hakim-Sud	93 000	146 000	239 000	239 000		
47 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Thibar	88 000	305 000	393 000	393 000		
48 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Sidi Bouzid	132 000	119 000	251 000	251 000		
49 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Souassi	69 000	243 000	312 000	312 000		
50 Centre de Formation Professionnelle Agricole d'El Alia	132 000	245 000	377 000	377 000		
51 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Sidi Bourouis	22 000	489 000	511 000	511 000		
52 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Testour	82 000	30 000	112 000	112 000		
53 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Zarzine	150 000	174 000	324 000	324 000		
54 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Takelsa	94 000	143 000	237 000	237 000		
55 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Jammel	60 000	147 000	207 000	207 000		
56 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Gafsa	85 000	190 000	275 000	275 000		
57 Centre de Formation Professionnelle Agricole d'El Fajja Médennine	139 000	97 000	236 000	236 000		
58 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Goudhab Tataouine	96 000	44 000	140 000	140 000		
59 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Ben Arous	97 000	15 000	112 000	112 000		
60 Centre de Formation Professionnelle Agricole du Kef	81 000	38 000	119 000	119 000		
61 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Kébili	114 000	101 000	215 000	215 000		
62 Centre de Formation Professionnelle Agricole de Manouba	138 000	54 000	192 000	192 000		
Etablissements de Promotion Sectorielle	65 000	1 000	66 000	66 000		
63 Observatoire National de l'Agriculture	65 000	1 000	66 000	66 000		
Etablissements de Développement Agricole	22 650 000	42 660 000	65 310 000	65 310 000		
64 Bureau de Contrôle des Unités de Production Agricole	166 000	14 000	180 000	180 000		
65 Régie des Sondages Hydrauliques	3 600 000	8 460 000	12 060 000	12 060 000		
66 Régie de Matériel, de Terrassement et d'Hydraulique Agricole	2 000 000	6 000 000	8 000 000	8 000 000		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			DEPENSES	
		RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES			
67	Régie de l'Exploitation Forestière		3 000 000	3 000 000	3 000 000	
68	Bureau de l'inventaire et des Recherches Hydrauliques	100 000	410 000	510 000	510 000	
69	Laboratoire Central d'Analyse des Aliments du Bétail	240 000	169 000	409 000	409 000	
70	Centre National de Veille Zoo-Sanitaire	243 000	100 000	343 000	343 000	
71	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Tunis	260 000	11 000	271 000	271 000	
72	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de l'Ariana	743 000	780 000	1 523 000	1 523 000	
73	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Ben Arous	520 000	500 000	1 020 000	1 020 000	
74	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de la Manouba	386 000	2 344 000	2 730 000	2 730 000	
75	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Nabeul	1 080 000	5 020 000	6 100 000	6 100 000	
76	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Zaghouan	605 000	80 000	685 000	685 000	
77	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Bizerte	735 000	2 400 000	3 135 000	3 135 000	
78	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Béja	753 000	2 640 000	3 393 000	3 393 000	
79	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Jendouba	647 000	4 324 000	4 971 000	4 971 000	
80	Commissariat Régional pour le Développement Agricole du Kef	942 000	618 000	1 560 000	1 560 000	
81	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Siliana	500 000	500 000	1 000 000	1 000 000	
82	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Kairouan	870 000	1 194 000	2 064 000	2 064 000	
83	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Kasserine	857 000	392 000	1 249 000	1 249 000	
84	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Sidi Bouzid	846 000	254 000	1 100 000	1 100 000	
85	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Sousse	696 000	854 000	1 550 000	1 550 000	
86	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Monastir	666 000	334 000	1 000 000	1 000 000	
87	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Mahdia	627 000	244 000	871 000	871 000	
88	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Sfax	1 106 000	147 000	1 253 000	1 253 000	
89	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Gafsa	913 000	280 000	1 193 000	1 193 000	
90	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Tozeur	331 000	310 000	641 000	641 000	
91	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Kébili	543 000	520 000	1 063 000	1 063 000	
92	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Gabès	574 000	383 000	957 000	957 000	
93	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Médenine	576 000	113 000	689 000	689 000	
94	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Tataouine	525 000	265 000	790 000	790 000	
94	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Agriculture, des Ressources Hydroliques et de la Pêche Maritime	38 873 000	53 547 000	92 420 000	92 420 000	
	MISSION DU COMMERCE ET DE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS					
	Etablissements de l'Administration Générale	2 486 000	400 000	2 886 000	2 886 000	
1	Conseil de la Concurrence	2 486 000	400 000	2 886 000	2 886 000	
	Etablissements de Promotion Sectorielle	506 000	400 000	906 000	906 000	
2	Institut National de la Consommation	506 000	400 000	906 000	906 000	
2	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission du Commerce et de Developpement des Exportations	2 992 000	800 000	3 792 000	3 792 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION				
	Etablissements d'Enseignement Supérieur	6 110 000	420 000	6 530 000	6 530 000
1	Ecole Supérieure des Communications	2 560 000	155 000	2 715 000	2 715 000
2	Institut Supérieur des Etudes Technologiques des Communications	2 100 000	200 000	2 300 000	2 300 000
3	Ecole Supérieure du Commerce Electronique à Manouba	1 450 000	65 000	1 515 000	1 515 000
3	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission Des Technologies de la Communication	6 110 000	420 000	6 530 000	6 530 000
	MISSION DU TOURISME				
	Etablissements d'Enseignement Supérieur	2 922 000	265 000	3 187 000	3 187 000
1	Institut Supérieur du Tourisme à Sidi Dhrif	2 922 000	265 000	3 187 000	3 187 000
1	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission du Tourisme	2 922 000	265 000	3 187 000	3 187 000
	MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT				
	Etablissements de Recherche	800 000	3 384 000	4 184 000	4 184 000
1	Centre d'Essais et de Techniques de la Construction	800 000	3 384 000	4 184 000	4 184 000
	Etablissements de l'Environnement et de l'Amenagement du Territoire	2 656 000	452 000	3 108 000	3 108 000
2	Agence Urbaine du Grand Tunis	2 656 000	452 000	3 108 000	3 108 000
2	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Equipement et de l'habitat	3 456 000	3 836 000	7 292 000	7 292 000
	MISSION DE L'ENVIRONNEMENT				
	Etablissements de Recherches	1 850 000	—	1 850 000	1 850 000
1	Banque Nationale Des Génés	1 850 000	—	1 850 000	1 850 000
1	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de L'environnement	1 850 000	—	1 850 000	1 850 000
	MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES				
	Etablissements Culturels	91 987 000	817 000	92 804 000	92 804 000
1	Institut National du Patrimoine	49 298 000	5 000	49 303 000	49 303 000
2	Bibliothèque Nationale	7 315 000	150 000	7 465 000	7 465 000
3	Centre National de Communication Culturelle	126 000	—	126 000	126 000
4	Institut National de Musique	350 000	83 000	433 000	433 000
5	Centre National de Musique et des Arts Populaires	202 000	100 000	302 000	302 000
6	Centre international de la culture et des arts_Palais d'Abdalla	80 000	—	80 000	80 000
7	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Tunis	2 416 000	35 000	2 451 000	2 451 000
8	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de l'Ariana	669 000	2 000	671 000	671 000
9	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Ben Arous	1 125 000	14 000	1 139 000	1 139 000
10	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Bizerte	980 000	9 000	989 000	989 000
11	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Nabeul	1 190 000	22 000	1 212 000	1 212 000
12	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Béja	905 000	16 000	921 000	921 000
13	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Jendouba	850 000	—	850 000	850 000
14	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Zaghouan	699 000	6 000	705 000	705 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		DEPENSES
		RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
15 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Siliana	1 024 000	15 000	1 039 000	1 039 000
16 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Kef	1 068 000	14 000	1 082 000	1 082 000
17 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Kasserine	1 054 000	10 000	1 064 000	1 064 000
18 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Kairouan	1 251 000	12 000	1 263 000	1 263 000
19 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Sousse	1 116 000	32 000	1 148 000	1 148 000
20 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Monastir	1 135 000	20 000	1 155 000	1 155 000
21 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Mahdia	1 000 000	22 000	1 022 000	1 022 000
22 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine Sfax	1 263 000	48 000	1 311 000	1 311 000
23 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Gabès	918 000	3 000	921 000	921 000
24 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Sidi Bouzid	917 000	3 000	920 000	920 000
25 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Gafsa	822 000	37 000	859 000	859 000
26 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Tozeur	787 000	1 000	788 000	788 000
27 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Kébili	691 000	2 000	693 000	693 000
28 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Medenine	979 000	7 000	986 000	986 000
29 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Tataouine	802 000	2 000	804 000	804 000
30 Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de la Manouba	962 000	4 000	966 000	966 000
31 Bibliothèque régionale à Tunis	372 000	3 000	375 000	375 000
32 Bibliothèque régionale de l'Ariana	276 000	2 000	278 000	278 000
33 Bibliothèque régionale de Ben Arous	346 000	3 000	349 000	349 000
34 Bibliothèque régionale de la Manouba	248 000	2 000	250 000	250 000
35 Bibliothèque régionale de Bizerte	348 000	3 000	351 000	351 000
36 Bibliothèque régionale de Nabeul	395 000	4 000	399 000	399 000
37 Bibliothèque régionale de Béja	294 000	3 000	297 000	297 000
38 Bibliothèque régionale de Jendouba	317 000	2 000	319 000	319 000
39 Bibliothèque régionale de Zaghouan	270 000	2 000	272 000	272 000
40 Bibliothèque régionale de Siliana	304 000	2 000	306 000	306 000
41 Bibliothèque régionale du Kef	334 000	3 000	337 000	337 000
42 Bibliothèque régionale de Kasserine	507 000	3 000	510 000	510 000
43 Bibliothèque régionale de Kairouan	335 000	3 000	338 000	338 000
44 Bibliothèque régionale de Sousse	308 000	4 000	312 000	312 000
45 Bibliothèque régionale de Monastir	353 000	4 000	357 000	357 000
46 Bibliothèque régionale de Mahdia	395 000	4 000	399 000	399 000
47 Bibliothèque régionale de Sfax	384 000	5 000	389 000	389 000
48 Bibliothèque régionale de Gabès	349 000	4 000	353 000	353 000
49 Bibliothèque régionale de Sidi Bouzid	379 000	3 000	382 000	382 000
50 Bibliothèque régionale de Gafsa	428 000	4 000	432 000	432 000
51 Bibliothèque régionale de Tozeur	274 000	2 000	276 000	276 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		DEPENSES
			RESSOURCES PROPRIES	TOTAL DES RECETTES	
52	Bibliothèque régionale de Kébili	274 000	2 000	276 000	276 000
53	Bibliothèque régionale de Médenine	273 000	3 000	276 000	276 000
54	Bibliothèque régionale de Tataouine	316 000	3 000	319 000	319 000
55	Institut public de musique et de danse de l'Ariana	195 000	5 000	200 000	200 000
56	Institut public de musique et de danse de Ben Arous	183 000	5 000	188 000	188 000
57	Institut public de musique et de danse de Nabeul	192 000	5 000	197 000	197 000
58	Institut public de musique et de danse de Bizerte	122 000	5 000	127 000	127 000
59	Institut public de musique et de danse de Kairouan	143 000	5 000	148 000	148 000
60	Institut public de musique et de danse de Sousse	172 000	10 000	182 000	182 000
61	Institut public de musique et de danse de Monastir	253 000	10 000	263 000	263 000
62	Institut public de musique et de danse de Mahdia	126 000	5 000	131 000	131 000
63	Institut public de musique et de danse de Sfax	222 000	10 000	232 000	232 000
64	Institut public de musique et de danse de Gafsa	156 000	5 000	161 000	161 000
65	Institut public de musique et de danse de Gabès	150 000	5 000	155 000	155 000
65	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des affaires Culturelles	91 987 000	817 000	92 804 000	92 804 000
MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
	Etablissements de Recherche	1 113 000	35 000	1 148 000	1 148 000
1	Observatoire National des Sports	505 000	5 000	510 000	510 000
2	Observatoire National des Jeunes	608 000	30 000	638 000	638 000
	Etablissements d'Enseignement Supérieur	5 192 000	766 000	5 958 000	5 958 000
3	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique à Ksar Said	1 252 000	170 000	1 422 000	1 422 000
4	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique à Sfax	1 710 000	386 000	2 096 000	2 096 000
5	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique au Kef	1 590 000	170 000	1 760 000	1 760 000
6	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique à Gafsa	640 000	40 000	680 000	680 000
	Etablissements de Formation	970 000	5 000	975 000	975 000
7	Centre National de Formation et de Recyclage des Cadres du Sport	970 000	5 000	975 000	975 000
	Etablissements de Santé	650 000	165 000	815 000	815 000
8	Centre National de la Médecine et des Sciences du Sport	650 000	165 000	815 000	815 000
	Etablissements de la Jeunesse et de l'Enfance	34 612 000	10 561 000	45 173 000	45 173 000
9	Centre Culturel et Sportif de la Jeunesse à El Menzah Six	106 000	1 017 000	1 123 000	1 123 000
10	Complexe Sportif de Borj Cedria	520 000	733 000	1 253 000	1 253 000
11	Complexe Sportif International d'Aïn Draham	644 000	440 000	1 084 000	1 084 000
12	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Gafsa	404 000	3 000	407 000	407 000
13	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Sidi Bouzid	452 000	1 000	453 000	453 000
14	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Kairouan	445 000	1 000	446 000	446 000
15	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Ben Arous	376 000	5 000	381 000	381 000
16	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Kébili	362 000	6 000	368 000	368 000
17	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Gabès	389 000	5 000	394 000	394 000
18	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à El Menzah	2 540 000	30 000	2 570 000	2 570 000
19	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Béja	460 000	20 000	480 000	480 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			DEPENSES	
		RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES			
20	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à El Kef	460 000	15 000	475 000	475 000	
21	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Mahdia	460 000	50 000	510 000	510 000	
22	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Sousse	380 000	5 000	385 000	385 000	
23	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Kelibia	650 000	55 000	705 000	705 000	
24	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Sfax	630 000	30 000	660 000	660 000	
25	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Tunis	901 000	46 000	947 000	947 000	
26	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Ben Arous	984 000	31 000	1 015 000	1 015 000	
27	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de l'Ariana	572 000	21 000	593 000	593 000	
28	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Bizerte	1 112 000	221 000	1 333 000	1 333 000	
29	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Nabeul	1 011 000	426 000	1 437 000	1 437 000	
30	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Beja	742 000	21 000	763 000	763 000	
31	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Jendouba	1 013 000	296 000	1 309 000	1 309 000	
32	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Zaghouan	593 000	61 000	654 000	654 000	
33	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Siliana	871 000	81 000	952 000	952 000	
34	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Kef	941 000	40 000	981 000	981 000	
35	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Kasserine	884 000	51 000	935 000	935 000	
36	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Kairouan	1 022 000	43 000	1 065 000	1 065 000	
37	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Sousse	984 000	175 000	1 159 000	1 159 000	
38	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Monastir	936 000	97 000	1 033 000	1 033 000	
39	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Mahdia	725 000	161 000	886 000	886 000	
40	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Sfax	1 220 000	207 000	1 427 000	1 427 000	
41	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Gabès	1 076 000	86 000	1 162 000	1 162 000	
42	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Sidi Bouzid	905 000	60 000	965 000	965 000	
43	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Gafsa	1 094 000	21 000	1 115 000	1 115 000	
44	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Tozeur	662 000	18 000	680 000	680 000	
45	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Kébili	695 000	203 000	898 000	898 000	
46	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Médenine	1 126 000	221 000	1 347 000	1 347 000	
47	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Tataouine	789 000	57 000	846 000	846 000	
48	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de la Manouba	874 000	63 000	937 000	937 000	
49	Complexe des jeunes El Marsa	100 000	260 000	360 000	360 000	
50	Complexe Maghrebin des jeunes Rades	130 000	163 000	293 000	293 000	
51	Complexe de jeunes Nabeul	100 000	220 000	320 000	320 000	
52	Complexe des jeunes Hammamet	100 000	400 000	500 000	500 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
53	Complexe des jeunes Souissé	100 000	280 000	380 000	380 000
54	Complexe des jeunes Sahloul	100 000	258 000	358 000	358 000
55	Centre d'Accueil et de Tourisme des Jeunes de Aghir	100 000	300 000	400 000	400 000
56	Maison des jeunes 15 octobre à Bizerte	105 000	180 000	285 000	285 000
57	Centre de Camping et de colonie Rimel Menzel Jamil	145 000	360 000	505 000	505 000
58	Maison des jeunes Korba	125 000	250 000	375 000	375 000
59	Maison des jeunes Ain -Draham	115 000	200 000	315 000	315 000
60	Centre de Camping et de colonie Beni- Mtir	120 000	200 000	320 000	320 000
61	Centre de Camping et de colonie maghrébin Ain-Soltan	155 000	250 000	405 000	405 000
62	Complexe des jeunes Zaghouan	110 000	180 000	290 000	290 000
63	Complexe des jeunes El Kef	102 000	84 000	186 000	186 000
64	Complexe des jeunes de Beja	100 000	20 000	120 000	120 000
65	Complexe des jeunes de Siliana	100 000	100 000	200 000	200 000
66	Complexe des jeunes de Kasserine	100 000	130 000	230 000	230 000
67	Complexe des jeunes de Sidi Bouzid	100 000	70 000	170 000	170 000
68	Centre de Camping et de colonie Rimel Chebba	115 000	120 000	235 000	235 000
69	Complexe des jeunes Ali Sakkiri	115 000	162 000	277 000	277 000
70	Complexe des jeunes de Sfax	100 000	160 000	260 000	260 000
71	Centre de Camping et de colonie Ramla Kerkennah	125 000	83 000	208 000	208 000
72	Maison des jeunes Boulevard Fès Kairouan	90 000	30 000	120 000	120 000
73	Complexe des jeunes Kairouan	110 000	30 000	140 000	140 000
74	Complexe des jeunes Sariel El Bey Gabès	120 000	182 000	312 000	312 000
75	Maison de la jeunesse Zarzis	90 000	110 000	200 000	200 000
76	Complexe des jeunes Houmet Souk Djerba	90 000	200 000	290 000	290 000
77	Complexe des jeunes Gafsa	90 000	80 000	170 000	170 000
78	Complexe des jeunes Tozeur	90 000	110 000	200 000	200 000
79	Maison des jeunes Tozeur	90 000	73 000	163 000	163 000
80	Maison des jeunes Nafta	90 000	93 000	183 000	183 000
81	Maison des jeunes Kébili	90 000	60 000	150 000	150 000
82	Complexe Maghrébin des jeunes maghrébin Tataouine	90 000	30 000	120 000	120 000
83	Autres	910 000	60 000	970 000	970 000
83	Agence Nationale de Lutte contre le Dopage	910 000	60 000	970 000	970 000
83	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Jeunesse Et des Sports=	43 447 000	11 592 000	55 039 000	55 039 000
	MISSION DE LA FAMILLE, DE LA FEMME, DE L'ENFANCE ET DES SENIORS				
	Etablissements d'Enseignement Supérieur	486 000	300 000	786 000	786 000
1	Institut Supérieur des Cadres de l'Enfance	486 000	300 000	786 000	786 000
	Etablissements de la Jeunesse et de l'Enfance	7 905 000	655 000	8 560 000	8 560 000
2	Centre National de l'Informatique pour l'Enfant	418 000	130 000	548 000	548 000
3	Observatoire National de l'Enfance	261 000		261 000	261 000
4	Centre de Villégiature à Hammamet	411 000	425 000	836 000	836 000
5	Centre de Villégiature à Zarzis	700 000	100 000	800 000	800 000
6	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance au Bardo.	253 500		253 500	253 500
7	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance Cité El khadra	247 500		247 500	247 500

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	RECETTES			DEPENSES
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
8 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Hammam Lif	160 000		160 000	160 000
9 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Rades	259 500		259 500	259 500
10 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Mornag	285 000		285 000	285 000
11 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Megrine	150 000		150 000	150 000
12 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Bizerte	465 000		465 000	465 000
13 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Ain Draham	250 000		250 000	250 000
14 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance au Kef	257 000		257 000	257 000
15 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sekia	338 000		338 000	338 000
16 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sousse	222 000		222 000	222 000
17 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Monastir	275 000		275 000	275 000
18 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Kasserine	385 000		385 000	385 000
19 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Haïfouz	362 500		362 500	362 500
20 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sfax	215 000		215 000	215 000
21 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Gafsa	334 000		334 000	334 000
22 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sidi Bouzid	518 000		518 000	518 000
23 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Ben Guerdane	240 000		240 000	240 000
24 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Douz	245 000		245 000	245 000
25 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Béja	289 000		289 000	289 000
26 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Swassi	152 000		152 000	152 000
27 Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Borj El Amri	212 000		212 000	212 000
COMMISSARIATS REGIONAUX DES AFFAIRES DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE:	20 489 000	109 500	20 598 500	20 598 500
28 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Tunis	741 000		741 000	741 000
29 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille d'Ariana	651 400		651 400	651 400
30 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de la Manouba	522 600		522 600	522 600
31 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Ben Arous	534 600		534 600	534 600
32 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Zaghouan	543 200		543 200	543 200
33 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Bizerte	579 000		579 000	579 000
34 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Nabeul	876 400		876 400	876 400
35 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Beja	706 400		706 400	706 400
36 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Jendouiba	881 400		881 400	881 400
37 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille du Kef	548 200	5 000	553 200	553 200
38 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Seliana	837 000		837 000	837 000
39 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Kasserine	1 329 000		1 329 000	1 329 000
40 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Sousse	630 400		630 400	630 400
41 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Kairouan	931 000	35 000	966 000	966 000
42 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Monastir	678 800	3 500	682 300	682 300
43 Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Mahdia	925 000	12 000	937 000	937 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			DEPENSES	
		RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES			
44	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Sfax	1 324 800	28 000	1 352 800	1 352 800	
45	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Gafsa	680 400		680 400	680 400	
46	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Sidi-Bouzid	1 499 800		1 499 800	1 499 800	
47	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Tozeur	1 304 000		1 304 000	1 304 000	
48	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Gabès	912 000		912 000	912 000	
49	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Kébili	1 035 000	26 000	1 061 000	1 061 000	
50	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Médinine	991 000		991 000	991 000	
51	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Tataouine	826 600		826 600	826 600	
	<u>Autre Etablissements</u>	<u>221 000</u>	—	<u>221 000</u>	<u>221 000</u>	
52	Observatoire national pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes	221 000		221 000	221 000	
52	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la famille, de la femme, de l'enfance et des Seniors=	29 101 000	1 064 500	30 165 500	30 165 500	
MISSION DE LA SANTE						
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>3 295 000</u>	<u>480 000</u>	<u>3 775 000</u>	<u>3 775 000</u>	
1	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Tunis	470 000	110 000	580 000	580 000	
2	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Monastir	490 000	70 000	560 000	560 000	
3	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Sfax	650 000	50 000	700 000	700 000	
4	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Sousse	390 000	60 000	450 000	450 000	
5	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Gafsa	270 000	20 000	290 000	290 000	
6	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmierie à Tunis	195 000	65 000	260 000	260 000	
7	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmierie au Kef	180 000	25 000	205 000	205 000	
8	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmierie à Sousse	255 000	30 000	285 000	285 000	
9	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmierie à Sfax	245 000	30 000	275 000	275 000	
10	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmierie à Gabès	150 000	20 000	170 000	170 000	
	<u>Etablissements de Formation</u>	<u>1 620 000</u>	<u>105 000</u>	<u>1 725 000</u>	<u>1 725 000</u>	
11	Institut National de la Santé Publique	65 000	10 000	75 000	75 000	
12	Centre National de Formation Continue des Cadres de la santé à Monastir	155 000	90 000	245 000	245 000	
13	Centre de Formation Pédagogique des Cadres de la Santé Publique	125 000	5 000	130 000	130 000	
14	Ecole des Sciences Infirmières Tunis	60 000		60 000	60 000	
15	Ecole des Sciences Infirmières à Menzel Bourguiba	150 000		150 000	150 000	
16	Ecole des Sciences Infirmières de Nabeul	135 000		135 000	135 000	
17	Ecole des Sciences Infirmières de Jendouba	30 000		30 000	30 000	
18	Ecole des Sciences Infirmières à Béja	40 000		40 000	40 000	
19	Ecole des Sciences Infirmières au Kef	65 000		65 000	65 000	
20	Ecole des Sciences Infirmières à Siliana	35 000		35 000	35 000	
21	Ecole des Sciences Infirmières à Kasserine	60 000		60 000	60 000	
22	Ecole des Sciences Infirmières à Kairouan	60 000		60 000	60 000	
23	Ecole des Sciences Infirmières à Mahdia	50 000		50 000	50 000	
24	Ecole des Sciences Infirmières à Gafsa	130 000		130 000	130 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	RECETTES			DEPENSES
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
25 Ecole des Sciences Infirmières à Tozeur	60 000		60 000	60 000
26 Ecole des Sciences Infirmières à Sidi Bouzid	80 000		80 000	80 000
27 Ecole des Sciences Infirmières à Gabès	100 000		100 000	100 000
28 Ecole des Sciences Infirmières à Kebili	80 000		80 000	80 000
29 Ecole des Sciences Infirmières à Médenine	70 000		70 000	70 000
30 Ecole des Sciences Infirmières à Tataouine	90 000		90 000	90 000
Etablissements de Santé	289 670 000	310 975 000	600 645 000	600 645 000
31 Centre National de Transfusion Sanguine	3 235 000	10 500 000	13 735 000	13 735 000
32 Centre d'Assistance Médicale Urgente	4 550 000	450 000	5 000 000	5 000 000
33 Centre National de Radioprotection		1 010 000	1 010 000	1 010 000
34 Laboratoire National "Chalbi Belkhatia" de pharmacovigilance	420 000	1 515 000	1 935 000	1 935 000
35 Centre National de Médecine Scolaire et Universitaire	440 000		440 000	440 000
36 Centre National de Greffe de la Moelle Osseuse	10 495 000	16 150 000	26 645 000	26 645 000
37 Centre d'Imagerie par Résonnance Magnétique Du Centre		1 100 000	1 100 000	1 100 000
38 Centre sectoriel des maladies cancérologiques à Jandouba	2 000 000	2 800 000	4 800 000	4 800 000
39 Centre d'Etudes Techniques de Maintenance Biomédicale et Hospitalière		850 000	850 000	850 000
40 Laboratoire National de Contrôle des Médicaments		10 600 000	10 600 000	10 600 000
41 Hôpital Khéredine	100 000	2 450 000	2 550 000	2 550 000
42 Groupement de la Santé de Base de Tunis Nord	3 675 000	495 000	4 170 000	4 170 000
43 Centre National pour la Promotion de la Transplantation d'Organes	550 000	150 000	700 000	700 000
44 Groupement de la Santé de Base de Ben Arous	4 395 000	965 000	5 360 000	5 360 000
45 Hôpital de Tébourba	3 535 000	720 000	4 255 000	4 255 000
46 Hôpital Ettadhamen	2 345 000	595 000	2 940 000	2 940 000
47 Groupement de la Santé de Base de l'Ariana	3 480 000	535 000	4 015 000	4 015 000
48 Hôpital de l'Ariana	1 370 000	6 900 000	8 270 000	8 270 000
49 Hôpital de Menzel Bourguiba	2 115 000	10 600 000	12 715 000	12 715 000
50 Hôpital "Hassen Belhdjouja" de Ras Jebel	2 340 000	655 000	2 995 000	2 995 000
51 Hôpital de Mateur	1 985 000	345 000	2 330 000	2 330 000
52 Hôpital d'El Alia	1 320 000	250 000	1 570 000	1 570 000
53 Hôpital de Séjouane	2 160 000	200 000	2 360 000	2 360 000
54 Groupement de la Santé de Base de Bizerte	2 230 000	290 000	2 520 000	2 520 000
55 Hôpital de Nabeul	615 000	7 300 000	7 915 000	7 915 000
56 Hôpital de Grombalia	2 195 000	540 000	2 735 000	2 735 000
57 Hôpital de Menzel Bouzellâa	1 140 000	190 000	1 330 000	1 330 000
58 Hôpital de Béni Khallèd	1 150 000	250 000	1 400 000	1 400 000
59 Hôpital de Soliman	1 385 000	300 000	1 685 000	1 685 000
60 Hôpital de Menzel Temim	1 690 000	6 700 000	8 390 000	8 390 000
61 Hôpital de Kélibia	1 405 000	375 000	1 780 000	1 780 000
62 Hôpital de Houaria	1 305 000	170 000	1 475 000	1 475 000
63 Hôpital de Korba	1 375 000	390 000	1 765 000	1 765 000
64 Hôpital de Hammamet	1 010 000	300 000	1 310 000	1 310 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			SUBVENTION DE L'ETAT		
		SUBVENTION DE L'ETAT	TOTAL DES RECETTES			
65	Groupement de la Santé de Base de Nabeul	1 880 000	385 000	2 265 000	2 265 000	
66	Hôpital de Zaghouan	1 775 000	6 700 000	8 475 000	8 475 000	
67	Hôpital de Fahs	1 645 000	415 000	2 060 000	2 060 000	
68	Hôpital Ennadhouri	1 245 000	380 000	1 625 000	1 625 000	
69	Groupement de la Santé de Base de Zaghouan	1 565 000	325 000	1 890 000	1 890 000	
70	Hôpital de Jendouba	1 740 000	11 500 000	13 240 000	13 240 000	
71	Hôpital de Bou Salem	1 610 000	450 000	2 060 000	2 060 000	
72	Hôpital de Ghardimaou	1 765 000	350 000	2 115 000	2 115 000	
73	Hôpital de Ain Draham	1 810 000	150 000	1 960 000	1 960 000	
74	Hôpital de Feriana	1 260 000	260 000	1 520 000	1 520 000	
75	Hôpital de Tabarka	225 000	3 300 000	3 525 000	3 525 000	
76	Groupement de Santé de Base de Jendouba	2 100 000	210 000	2 310 000	2 310 000	
77	Hôpital de Béja	2 115 000	9 500 000	11 615 000	11 615 000	
78	Hôpital de Teboursouk	1 260 000	215 000	1 475 000	1 475 000	
79	Hôpital de Nefza	1 430 000	250 000	1 680 000	1 680 000	
80	Hôpital de Mejaz El Bab	390 000	3 300 000	3 690 000	3 690 000	
81	Hôpital de Testour	1 230 000	160 000	1 390 000	1 390 000	
82	Hôpital de Amdoun	1 210 000	90 000	1 300 000	1 300 000	
83	Hôpital de Guebbelai	970 000	75 000	1 045 000	1 045 000	
84	Groupement de la Santé de Base de Béja	2 105 000	210 000	2 315 000	2 315 000	
85	Hôpital "M'Hamed Bourguiba" du Kef	1 040 000	9 500 000	10 540 000	10 540 000	
86	Hôpital de Dahmani	1 235 000	190 000	1 425 000	1 425 000	
87	Hôpital de Sakiet Sidi Youssef	1 110 000	110 000	1 220 000	1 220 000	
88	Hôpital de Tejerouine	1 650 000	280 000	1 930 000	1 930 000	
89	Hôpital d'El Ksour	955 000	115 000	1 070 000	1 070 000	
90	Groupement de la Santé de Base du Kef	1 560 000	215 000	1 775 000	1 775 000	
91	Hôpital de Siliana	1 600 000	8 700 000	10 300 000	10 300 000	
92	Hôpital de Gaafour	1 295 000	80 000	1 375 000	1 375 000	
93	Hôpital de Bouarada	1 280 000	130 000	1 420 000	1 420 000	
94	Hôpital de Makthar	2 040 000	210 000	2 250 000	2 250 000	
95	Hôpital de Rouhia	1 195 000	130 000	1 325 000	1 325 000	
96	Hôpital de Krib	1 135 000	135 000	1 270 000	1 270 000	
97	Hôpital de Bargou	1 030 000	100 000	1 130 000	1 130 000	
98	Hôpital de Kesra	1 010 000	125 000	1 135 000	1 135 000	
99	Hôpital de Sidi Bourouis	915 000	65 000	980 000	980 000	
100	Groupement de la Santé de Base de Siliana	1 995 000	210 000	2 205 000	2 205 000	
101	Hôpital de Kasserine	3 195 000	12 800 000	15 995 000	15 995 000	
102	Hôpital de Feriana	1 520 000	260 000	1 780 000	1 780 000	
103	Hôpital de Sbeitla	2 085 000	475 000	2 570 000	2 570 000	
104	Hôpital de Sbiba	2 090 000	545 000	2 635 000	2 635 000	
105	Hôpital de Thala	3 300 000	345 000	3 645 000	3 645 000	
106	Groupement de la Santé de Base de Kasserine	2 585 000	500 000	3 085 000	3 085 000	
107	Hôpital de Foussana	1 250 000	240 000	1 490 000	1 490 000	
108	Hôpital de Hajeb El Ayoun	1 450 000	300 000	1 750 000	1 750 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		DEPENSES
		RESSOURCES PROPRIES	TOTAL DES RECETTES	
109 Hôpital de Haffouz	1 770 000	285 000	2 055 000	2 055 000
110 Hôpital de Queslatia	1 480 000	220 000	1 700 000	1 700 000
111 Hôpital de Bouhajla	1 190 000	500 000	1 690 000	1 690 000
112 Hôpital de Nasrallah	1 395 000	185 000	1 580 000	1 580 000
113 Hôpital de Sbikha	1 300 000	260 000	1 560 000	1 560 000
114 Hôpital de Chebika	1 125 000	175 000	1 300 000	1 300 000
115 Hôpital d'El Ala	1 300 000	155 000	1 455 000	1 455 000
116 Groupement de la Santé de Base de Kairouan	2 495 000	480 000	2 975 000	2 975 000
117 Hôpital d'Enfidha	1 885 000	495 000	2 380 000	2 380 000
118 Hôpital de M'Saken	100 000	5 700 000	5 800 000	5 800 000
119 Hôpital "Habib Bayar" de Kalaâ Kebira	1 455 000	365 000	1 820 000	1 820 000
120 Hôpital de Sidi Bouai	850 000	150 000	1 000 000	1 000 000
121 Hôpital de Kalâa Sghira	765 000	105 000	870 000	870 000
122 Groupement de la Santé de Base de Sousse	4 665 000	815 000	5 480 000	5 480 000
123 Hôpital de Bouficha	825 000	145 000	970 000	970 000
124 Hôpital de Ksar Helal	100 000	6 200 000	6 300 000	6 300 000
125 Hôpital " Mohamed Ben Saleh" à Moknine	925 000	4 900 000	5 825 000	5 825 000
126 Hôpital de Janneel	1 765 000	605 000	2 370 000	2 370 000
127 Hôpital de Bekalta	690 000	65 000	755 000	755 000
128 Hôpital de Téboulba	1 365 000	350 000	1 715 000	1 715 000
129 Hôpital de Zerandine	830 000	70 000	900 000	900 000
130 Hôpital de Ouerdanine	825 000	130 000	955 000	955 000
131 Hôpital de Bou-Hjir	765 000	115 000	880 000	880 000
132 Hôpital de Sahline	735 000	125 000	860 000	860 000
133 Hôpital de Ksibet El Mediouni	715 000	105 000	820 000	820 000
134 Groupement de la Santé de Base de Monastir	3 300 000	500 000	3 800 000	3 800 000
135 Hôpital de Soussi	1 355 000	360 000	1 715 000	1 715 000
136 Hôpital de Chebbia	1 310 000	250 000	1 560 000	1 560 000
137 Hôpital de d'El Jem	3 085 000	840 000	3 925 000	3 925 000
138 Hôpital de Chorbane	1 030 000	150 000	1 180 000	1 180 000
139 Hôpital d'Ouled Chamelch	905 000	140 000	1 045 000	1 045 000
140 Hôpital de Sidi Alouane	775 000	180 000	955 000	955 000
141 Hôpital de Boumerdès	960 000	200 000	1 160 000	1 160 000
142 Hôpital de Mallouécli	735 000	140 000	875 000	875 000
143 Hôpital Ksouï Essel	1 190 000	280 000	1 470 000	1 470 000
144 Hôpital de H'bira	960 000	110 000	1 070 000	1 070 000
145 Groupement de la Santé de Base de Mahdia	1 930 000	330 000	2 260 000	2 260 000
146 Hôpital de Mahres	1 590 000	4 400 000	5 990 000	5 990 000
147 Hôpital de Jebenians	100 000	4 100 000	4 200 000	4 200 000
148 Hôpital de Kerkennah	665 000	3 200 000	3 865 000	3 865 000
149 Hôpital de Bir Ali Ben Khélifa	2 225 000	365 000	2 590 000	2 590 000
150 Hôpital de Skhira	1 285 000	220 000	1 505 000	1 505 000
151 Groupement de la Santé de Base de Sfax	5 690 000	870 000	6 560 000	6 560 000
152 Hôpital "Houcine Bouzaiene" de Gafsa	3 015 000	13 000 000	16 015 000	16 015 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
153 Hôpital de Metlaoui	145 000	4 300 000	4 445 000	4 445 000		
154 Hôpital de Belkhir	875 000	70 000	945 000	945 000		
155 Hôpital de Sened	1 515 000	230 000	1 745 000	1 745 000		
156 Hôpital de M'Dhila	1 385 000	100 000	1 485 000	1 485 000		
157 Hôpital de Moularès	2 690 000	245 000	2 935 000	2 935 000		
158 Hôpital de Redeyef	1 835 000	160 000	1 995 000	1 995 000		
159 Hôpital de d'El Guettar	1 400 000	150 000	1 550 000	1 550 000		
160 Groupement de la Santé de Base de Gafsa	2 760 000	330 000	3 090 000	3 090 000		
161 Hôpital de Tozeur	1 730 000	7 000 000	8 730 000	8 730 000		
162 Hôpital de Nalha	310 000	1 600 000	1 910 000	1 910 000		
163 Hôpital de Degueche	1 460 000	150 000	1 610 000	1 610 000		
164 Hôpital de Hezoua	790 000	50 000	840 000	840 000		
165 Hôpital de Tameghza	825 000	35 000	860 000	860 000		
166 Groupement de la Santé de Base de Tozeur	1 755 000	165 000	1 920 000	1 920 000		
167 Hôpital de Sidi Bouzid	2 870 000	8 300 000	11 170 000	11 170 000		
168 Hôpital de Regueb	1 900 000	390 000	2 290 000	2 290 000		
169 Hôpital de Menzel Bouzaiene	1 100 000	130 000	1 230 000	1 230 000		
170 Hôpital de Ben Aoun	1 125 000	170 000	1 295 000	1 295 000		
171 Hôpital de Meknassy	1 560 000	95 000	1 655 000	1 655 000		
172 Hôpital de Mazzouma	1 225 000	190 000	1 415 000	1 415 000		
173 Hôpital de d'Ouled Idriss	1 090 000	180 000	1 270 000	1 270 000		
174 Hôpital de Jelma	1 190 000	190 000	1 380 000	1 380 000		
175 Hôpital de Bir El Hefay	1 015 000	220 000	1 235 000	1 235 000		
176 Groupement de la Santé de Base de Sidi Bouzid	1 980 000	210 000	2 190 000	2 190 000		
177 Hôpital "Docteur Mohamed Ben Sassi" de Gabès	3 515 000	16 600 000	20 115 000	20 115 000		
178 Hôpital d'El Hamma	1 860 000	555 000	2 415 000	2 415 000		
179 Hôpital de Mareth	1 535 000	405 000	1 940 000	1 940 000		
180 Hôpital de Matmata	1 255 000	210 000	1 465 000	1 465 000		
181 Hôpital de Quedref	1 410 000	180 000	1 590 000	1 590 000		
182 Groupement de la Santé de Base de Gabès	2 085 000	370 000	2 455 000	2 455 000		
183 Hôpital de Kébili	1 440 000	6 800 000	8 240 000	8 240 000		
184 Hôpital de Douz	2 285 000	495 000	2 780 000	2 780 000		
185 Hôpital d'El Faouar	1 390 000	165 000	1 555 000	1 555 000		
186 Hôpital de Souk El Ahad	1 350 000	220 000	1 570 000	1 570 000		
187 Groupement de la Santé de Base de Kébili	1 930 000	215 000	2 145 000	2 145 000		
188 Hôpital "Sadok M'Kaddem" Jerba	400 000	11 200 000	11 600 000	11 600 000		
189 Hôpital de Zarzis	1 535 000	5 800 000	7 335 000	7 335 000		
190 Hôpital de Ben Guerdane	1 510 000	3 800 000	5 310 000	5 310 000		
191 Hôpital de Midoun	1 075 000	290 000	1 365 000	1 365 000		
192 Hôpital de Béni Khedache	1 500 000	135 000	1 635 000	1 635 000		
193 Hôpital de Sidi Makhlouf	955 000	130 000	1 085 000	1 085 000		
194 Groupement de la Santé de Base de Médenine	1 600 000	200 000	1 800 000	1 800 000		
195 Groupement de la Santé de Base de Jerba	1 445 000	290 000	1 735 000	1 735 000		
196 Hôpital de Tataouine	1 565 000	7 700 000	9 265 000	9 265 000		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	RECETTES			DEPENSES
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
197 Hôpital de Ghomrassen	1 300 000	165 000	1 465 000	1 465 000
198 Hôpital de Remada	1 285 000	115 000	1 400 000	1 400 000
199 Groupement de la Santé de Base de Tataouine	2 275 000	300 000	2 575 000	2 575 000
200 Groupement de la Santé de base de Tunis Sud	5 085 000	685 000	5 750 000	5 750 000
201 Groupement de la Santé de Base de La Manouba	2 970 000	575 000	3 545 000	3 545 000
202 Groupement de la Santé de Base de Menzel Chaker Agareb	1 970 000	400 000	2 370 000	2 370 000
203 Hôpital de Bembla	910 000	180 000	1 090 000	1 090 000
204 Hôpital de Ben Arous	1 535 000	13 800 000	15 335 000	15 335 000
205 Hôpital de Mejel Belabbes	1 155 000	150 000	1 305 000	1 305 000
206 Hôpital de Neber	905 000	160 000	1 065 000	1 065 000
207 Observatoire National des Maladies Nouvelles et Emergentes	750 000	20 000	770 000	770 000
208 Groupement de la Santé de Base de Jbeniania	1 655 000	390 000	2 045 000	2 045 000
209 Hôpital Régional de Seres	950 000	170 000	1 120 000	1 120 000
210 Hôpital Régional à Charda	845 000	235 000	1 080 000	1 080 000
211 Hôpital Régional à El hencha	920 000	100 000	1 020 000	1 020 000
212 Hôpital Régional à Kalait suan	820 000	70 000	890 000	890 000
213 Hôpital Régional à Joumine	870 000	100 000	970 000	970 000
213 Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Santé	294 585 000	311 560 000	606 145 000	606 145 000
MISSION DES AFFAIRES SOCIALES				
Etablissement d'enseignement supérieur	1 130 000	60 000	1 190 000	1 190 000
1 Institut National du Travail et des Etudes Sociales	1 130 000	60 000	1 190 000	1 190 000
Etablissements d'Action Sociale	24 260 000	687 300	24 947 300	24 947 300
2 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Daour Hicher	51 000		51 000	51 000
3 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Mellassine	87 000	1 000	88 000	88 000
4 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Sfax	59 000		59 000	59 000
5 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Kairouan	34 000	300	34 300	34 300
6 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Gafsa	44 500		44 500	44 500
7 Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Dar Chaabâne El Fehri	56 500		56 500	56 500
8 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Kasserine	56 000		56 000	56 000
9 Centre national d'éducation des Adultes	13 550 000		13 550 000	13 550 000
10 Institut supérieur de l'éducation spécialisée	600 000	8 000	608 000	608 000
11 Centre de Formation Professionnelle des Handicapés Sourds de Ksar Helal	77 000	2 000	79 000	79 000
12 Complexe Sanitaire et Educatif des Insuffisants Moteurs de Nabeul	68 500		68 500	68 500
13 Centre de Réadaptation Professionnelle des Handicapés Moteurs et des Accidentés de la Vie à Ksar Said	100 000	170 000	270 000	270 000
14 Institut de la Santé et de la Sécurité de Travail	2 210 000	500 000	2 710 000	2 710 000
15 Institut National de Protection de l'Enfance	2 809 000	2 000	2 811 000	2 811 000
16 Centre Pilote de Contrôle des Mineurs de la Manouba	200 000		200 000	200 000
17 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Sousse	67 000		67 000	67 000
18 Centre d'Observation et d'Orientation Sociale de Tunis	295 000		295 000	295 000
19 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Gabès	53 000		53 000	53 000
20 Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Bizerte	51 000		51 000	51 000
21 Centre Social et Educatif "Essamad"	1 139 000	4 000	1 143 000	1 143 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		DEPENSES
		RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
22 Centre "El Aman" de Zahrouni	764 000		764 000	764 000
23 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Jendouba	49 500		49 500	49 500
24 Centre de Protection Sociale des Enfants de Tunis	109 000		109 000	109 000
25 Centre d'Observation et d'Orientation Sociale de Sousse	148 000		148 000	148 000
26 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Fouchana	75 000		75 000	75 000
27 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Sidi Bouzid	51 500		51 500	51 500
28 Centre de Défense et d'Intégration Sociale d'El-faïs	61 000		61 000	61 000
29 Centre de Défense et d'Intégration Sociale à la Soukra	63 000		63 000	63 000
30 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de kef	50 500		50 500	50 500
31 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Mednine	52 500		52 500	52 500
32 Unité d'hébergement des personnes handicapées à Grombalia	124 500		124 500	124 500
33 Unité d'hébergement des personnes handicapées à Sfax	118 000		118 000	118 000
34 Centre de Réadaptation Professionnelle des Handicapés Moteurs et des Accidentés de la Vie à Sfax	7 500		7 500	7 500
35 Centre d'Observation et d'Orientation Sociale de Sfax	196 000		196 000	196 000
36 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Béja	43 000		43 000	43 000
37 Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Tozeur	35 500		35 500	35 500
38 Centre de Protection Sociale des Enfants de Sidi Bou Zid	149 000		149 000	149 000
39 Observatoire National d'immigration	12 000		12 000	12 000
40 Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Mahdia	25 500		25 500	25 500
41 Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Siliana	45 000		45 000	45 000
42 Unité d'hébergement des personnes handicapées adultes à Kairouan	112 000		112 000	112 000
43 Unité d'hébergement des personnes handicapées adultes à Zahrouni	169 000		169 000	169 000
44 Le Conseil Social et Educatif des Enfants Autistes	91 000		91 000	91 000
45 Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Kébili	33 500		33 500	33 500
46 Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Tataouine	36 500		36 500	36 500
47 Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Monastir	28 500		28 500	28 500
48 Conseil national des Tunisiens résidents à l'Etranger	2 000		2 000	2 000
49 Conseil national pour le dialogue social				
49 Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des Affaires Sociales=	25 390 000	747 300	26 137 300	26 137 300
MISSION DE L'EDUCATION				
602 Etablissements d'Enseignement Secondaire :	31 196 000	2 775 000	33 971 000	33 971 000
A- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tunis I :	1 921 000	409 000	2 330 000	2 330 000
1 Collège Sadiki de Tunis	121 000	10 100	131 100	131 100
2 Lycée Pilote Bourguiba - Tunis	80 000	16 000	96 000	96 000
3 Lycée Alaoui	67 000	3 500	70 500	70 500
4 Lycée de Montfleury à Tunis	59 000	3 300	62 300	62 300
5 Lycée rue du Pacha à Tunis	45 000	3 800	48 800	48 800
6 Lycée rue de Russie à Tunis	65 000	6 700	71 700	71 700
7 Lycée de Carthage Présidence	90 000	6 000	96 000	96 000
8 Lycée de Carthage Hannibal	72 000	10 000	82 000	82 000
9 Lycée rue 2 mars 1934 à La Goulette	44 000	2 300	46 300	46 300
10 Lycée Mohamed El-Arbi Chammari à El Ouardia	80 000	6 100	86 100	86 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		DEPENSES
		RESSOURCES PROPRIES	TOTAL DES RECETTES	
11 Lycée Sportif Pierre de Coubertin à El Menzah	260 000	253 000	513 000	513 000
12 Lycée El Ahd El Jidid à El Kabaria	49 000	4 800	53 800	53 800
13 Lycée avenue 9 avril 1938 à Tunis	64 000	4 400	68 400	68 400
14 Lycée Bab El Khadra à Tunis	78 000	5 800	83 800	83 800
15 Lycée Le Kram	57 000	4 400	61 400	61 400
16 Lycée Aicha Bellagha rue de Marseille à Tunis	43 000	4 100	47 100	47 100
17 Lycée de Jebel Jeloud	44 000	4 100	48 100	48 100
18 Lycée Ibn Abi Dhiaf à Marsa Essaada	62 000	6 100	68 100	68 100
19 Lycée de Carthage Birsa	41 000	5 600	46 600	46 600
20 Lycée Ibn Sina à El Kabaria	56 000	4 700	60 700	60 700
21 Lycée Rue Sayada à El Guardia	31 000	2 800	33 800	33 800
22 Lycée de Marsa Erradih	62 000	6 700	68 700	68 700
23 Lycée El Aouina	83 000	7 800	90 800	90 800
24 Lycée rue 36 Cité El Kadira - Tunis	38 000	3 900	41 900	41 900
25 Lycée El Kabaria	52 000	4 400	56 400	56 400
26 Lycée Ali Douaji La Marsa Essaada	62 000	7 800	69 800	69 800
27 Lycée de Carthage Dérmech	34 000	4 400	38 400	38 400
28 Lycée de Dhifef El Bouhayra	45 000	4 400	49 400	49 400
29 Lycée de plage bleu La Marsa	37 000	2 000	39 000	39 000
B- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tunis II :	1 136 000	113 700	1 249 700	1 249 700
30 Lycée du Bardo	74 000	7 600	81 600	81 600
31 Lycée Mohamed Atia à Khaznadar	84 000	8 700	92 700	92 700
32 Lycée Radhia El Haddad à El Omrane	78 000	7 800	85 800	85 800
33 Lycée rue Imam Muslim d'El Menzah	79 000	18 000	97 000	97 000
34 Lycée Cité Ibn Khaldoun à Tunis	74 000	6 400	80 400	80 400
35 Lycée de Séjoumi	80 000	7 200	87 200	87 200
36 Lycée d'El Menzah IX	52 000	5 300	57 300	57 300
37 Lycée de Zahrouni	82 000	8 700	90 700	90 700
38 Lycée Cité Jardin	62 000	5 900	67 900	67 900
39 Lycée Bardo 2	47 000	4 400	51 400	51 400
40 Lycée d'El Omrane Supérieur	45 000	4 100	49 100	49 100
41 Lycée El Intiyaz à Sidi Hassine	60 000	5 700	65 700	65 700
42 Lycée pilote des arts à El Omrane	12 000	700	12 700	12 700
43 Lycée d'El Harayria	70 000	4 700	74 700	74 700
44 Lycée Cité Bongafra 2 à Sidi Hassine	73 000	5 700	78 700	78 700
45 Lycée de Sidi Hassine - Tunis	65 000	6 300	71 300	71 300
46 Lycée Mohamed Dachraoui El Menzah 9	40 000	3 400	43 400	43 400
47 Lycée d'El Harayria 2	59 000	3 100	62 100	62 100
C- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de l'Ariana :	1 252 000	106 400	1 358 400	1 358 400
48 Lycée Pilote à l'Ariana	87 000	2 900	89 900	89 900
49 Lycée El Menzah VI	78 000	7 800	85 800	85 800
50 Lycée Kheireddine Pacia à l'Ariana	67 000	5 700	72 700	72 700
51 Lycée Aboulacem Echabi à Cité Ettadhamen	70 000	6 800	76 800	76 800

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
52 Lycée El Wafa route de Raoued à l'Ariana	80 000	8 200	88 200	88 200		
53 Lycée de Kalâat El Andalous	57 000	5 400	62 400	62 400		
54 Lycée Hassen Hosni Abdelwaheb à El Mnihla	47 000	5 600	52 600	52 600		
55 Lycée Hannibal à l'Ariana	72 000	5 300	77 300	77 300		
56 Lycée rue El Attarine à l'Ariana	57 000	5 600	62 600	62 600		
57 Lycée Rafaha à M'Nihla	57 000	5 600	62 600	62 600		
58 Lycée de Sidi Thabet	48 000	4 000	52 000	52 000		
59 Lycée de Soukra	50 000	5 800	55 800	55 800		
60 Lycée Cité Ennasser à Ariana	62 000	6 300	68 300	68 300		
61 Lycée El Ahd El Jedid à Cité Ettadhamen	40 000	4 000	44 000	44 000		
62 Lycée de Borj Louzir	59 000	4 800	63 900	63 900		
63 Lycée Cité des Journalistes El Ghazala à Raoued	46 000	4 400	50 400	50 400		
64 Lycée Mahmoud El Messâadi à Cité Ettadhamen	48 000	4 700	52 700	52 700		
65 Lycée Dar Fadhloul à Soukra	47 000	2 500	49 500	49 500		
66 Lycée de Raoued	80 000	4 500	84 500	84 500		
67 Lycée Hamida Bakir El M'Nihla	57 000	3 100	60 100	60 100		
68 Lycée pilote Bayrem V à El Menzeh 8	43 000	3 300	46 300	46 300		
D. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Manouba :	1 156 000	91 800	1 247 800	1 247 800		
69 Lycée Hannibal à Tebourba	80 000	7 200	87 200	87 200		
70 Lycée Ibn Abi Dhiaf à Manouba	156 000	11 200	167 200	167 200		
71 Lycée El Farabi à Mornaguia	89 000	11 700	100 700	100 700		
72 Lycée Ibn Arafa à Jedatda	55 000	5 200	60 200	60 200		
73 Lycée Assad Ibn El Fourat à Oued Ellil	80 000	5 000	85 000	85 000		
74 Lycée Hammouda Bacha à Manouba	74 000	7 800	81 800	81 800		
75 Lycée route Chouigui à Tebourba	52 000	5 100	57 100	57 100		
76 Lycée des Jeunes à Douar Hicher	60 000	5 000	65 000	65 000		
77 Lycée Ibn Mandhour à Borj El Amri	46 000	3 000	49 000	49 000		
78 Lycée Khaled Ibn El Oualid à Douar Hicher	68 000	4 300	72 300	72 300		
79 Lycee Avenue de l'indépendance à Chabbaou - Oued Ellil	50 000	5 800	55 800	55 800		
80 Lycée El Intiyaz à Jedaida	57 000	3 400	60 400	60 400		
81 Lycée El Battane	50 000	3 400	53 400	53 400		
82 Lycée de Oued Ellil	48 000	2 200	50 200	50 200		
83 Lycée de Tebourba	35 000	1 700	36 700	36 700		
84 Lycée de Manouba	43 000	2 800	45 800	45 800		
85 Lycée de Douar Hicher	35 000	2 500	37 500	37 500		
86 Lycée pilote Manouba	40 000	2 500	42 500	42 500		
87 Lycée Mornaguia Manouba	38 000	2 000	40 000	40 000		
E. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Ben Arous :	1 605 000	166 000	1 771 000	1 771 000		
88 Lycée Ibn Rachik à Ezzahra	90 000	9 500	99 500	99 500		
89 Lycée Ben Arous	77 000	7 500	84 500	84 500		
90 Lycée de Hammam-Lil'	69 000	8 200	77 200	77 200		
91 Lycée Ibn Khaldoun à Radès	52 000	4 400	56 400	56 400		
92 Lycée rue Taha Hussein à Megrine	74 000	6 600	80 600	80 600		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
93 Lycée Mormag	55 000	5 800	60 800	60 800		
94 Lycée El Mhamdia 2	71 000	8 700	79 700	79 700		
95 Lycée Ibn Mandhour à la Nouvelle Médina	55 000	5 000	60 000	60 000		
96 Lycée El Mourouj 1	75 000	6 700	81 700	81 700		
97 Lycée de Fouchana	80 000	8 600	88 600	88 600		
98 Lycée Farhat Hached à Rades	83 000	21 000	104 000	104 000		
99 Lycée El Mourouj 4	82 000	8 600	90 600	90 600		
100 Lycée Cité Essalem à Boumhel	49 000	4 700	53 700	53 700		
101 Lycée de Borj Cedria	60 000	5 800	65 800	65 800		
102 Lycée Cité El Amel à Fouchana	84 000	7 500	91 500	91 500		
103 Lycée Abu el Kacem Chebbi à Mormag	72 000	5 600	77 600	77 600		
104 Lycée de la Nouvelle Médina 3	55 000	5 100	60 100	60 100		
105 Lycée de MHamdia	56 000	5 200	61 200	61 200		
106 Lycée Mohamed Brahmi à El Mourouj 6	60 000	6 400	66 400	66 400		
107 Lycée Béchir Nebhani à Hammam-Lif	42 000	3 900	45 900	45 900		
108 Lycée El M'ghirn à Fouchana	48 000	3 500	51 500	51 500		
109 Lycée Kheireddine Bacha à El Mourouj - Bir El Kastâ	45 000	4 100	49 100	49 100		
110 Lycée BouMhel 2	30 000	2 100	32 100	32 100		
111 Lycée d'El-Mourouj 6	55 000	5 100	60 100	60 100		
112 Lycée pilote de Hammam-Lif	40 000	3 100	43 100	43 100		
113 Lycée de M'Hamdia 3	46 000	3 300	49 300	49 300		
F- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Zaghouan :	<u>534 000</u>	<u>39 200</u>	<u>573 200</u>	<u>573 200</u>		
114 Lycée Slimène Ben Slimène à Zaghouan	60 000	5 000	65 000	65 000		
115 Lycée Mahmoud El Messaâdi à El Fahs	64 000	4 700	68 700	68 700		
116 Lycée Ibn Charaf à Nadhour	64 000	4 400	68 400	68 400		
117 Lycée Cité Emzouja à Zaghouan	59 000	5 100	64 100	64 100		
118 Lycée Ibn Charaf à Zriba	53 000	4 000	57 000	57 000		
119 Lycée Ibn Rachik à Bir Mécharga	40 000	3 200	43 200	43 200		
120 Lycée El Farabi à El Fahs	48 000	3 600	51 600	51 600		
121 Lycée El Fahs	33 000	2 200	35 200	35 200		
122 Lycée Saouef	32 000	1 600	33 600	33 600		
123 Lycée El Nadhour	43 000	3 400	46 400	46 400		
124 Lycée pilote Mogren	38 000	2 000	40 000	40 000		
G- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Bizerte :	<u>1 379 000</u>	<u>119 900</u>	<u>1 498 900</u>	<u>1 498 900</u>		
125 Lycée Habib Thameur à Bizerte	82 000	9 800	91 800	91 800		
126 Lycée de Menzel Bourguiba	62 000	5 800	67 800	67 800		
127 Lycée de Mateur	76 000	5 300	81 300	81 300		
128 Lycée rue Bach Hamba à Bizerte	62 000	6 900	68 900	68 900		
129 Lycée Mohamed Ali Annabi à Ras Jebal	95 000	8 900	103 900	103 900		
130 Lycée Farhat Hached à Bizerte	77 000	7 100	84 100	84 100		
131 Lycée d'El Alia	55 000	5 600	60 600	60 600		
132 Lycée route de Tabarka à Mateur	59 000	5 000	64 000	64 000		
133 Lycée de Sejnane	59 000	4 700	63 700	63 700		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
134	Lycée El Canal à Menzel Abderrahmen	65 000	7 200	72 200	72 200
135	Lycée Ibn Sina à Menzel Bourguiba	64 000	5 100	69 100	69 100
136	Lycée de Bizerte	77 000	5 600	82 600	82 600
137	Lycée de Menzel Jamil	70 000	5 900	75 900	75 900
138	Lycée de Bazina	55 000	4 800	59 800	59 800
139	Lycée Ras jebel	46 000	5 000	51 000	51 000
140	Lycée Ibn Rochd à Menzel Bourguiba	49 000	5 200	54 200	54 200
141	Lycée Pilote 15 octobre 1963 à Bizerte	45 000	3 000	48 000	48 000
142	Lycée de Ghezala	50 000	4 200	54 200	54 200
143	Lycée de Tinja	48 000	2 900	50 900	50 900
144	Lycée 15 octobre 1963 à Séjouane	36 000	3 300	39 300	39 300
145	Lycée d'Ulique	45 000	2 800	47 800	47 800
146	Lycée Mohamed Selama à Aousja	30 000	2 300	32 300	32 300
147	Lycée de Jebel Essemem	37 000	1 500	38 500	38 500
148	Lycée Al Matin - Ras jebel	35 000	2 000	37 000	37 000
<u>H. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Nabeul :</u>		<u>1 559 000</u>	<u>149 200</u>	<u>1 708 200</u>	<u>1 708 200</u>
149	Lycée Bourguiba à Hammam El Ghézaz	53 000	5 300	58 300	58 300
150	Lycée de Korba	82 000	7 200	89 200	89 200
151	Lycée Abdel Aziz Khouja à Kélibia	100 000	10 600	110 600	110 600
152	Lycée Mohammed Boudhimi à Hammamet	85 000	10 500	95 500	95 500
153	Lycée de Béni Khiâr	70 000	6 700	76 700	76 700
154	Lycée à El Hawaria	82 000	5 100	87 100	87 100
155	Lycée Cité El Bousten à Kélibia	50 000	4 900	54 900	54 900
156	Lycée d'El Mida	31 000	2 500	33 500	33 500
157	Lycée Mahmoud Messaïdi à Nabeul	87 000	9 800	96 800	96 800
158	Lycée route de la Plage à Soliman	68 000	7 700	75 700	75 700
159	Lycée Grombalia	111 000	10 400	121 400	121 400
160	Lycée rue Taieb M'Hiri à Menzel Temime	92 000	9 500	101 500	101 500
161	Lycée Pilote de Nabeul	53 000	4 100	57 100	57 100
162	Lycée de Menzel Bouzefla	60 000	6 200	66 200	66 200
163	Lycée rue El Menzah à Béni Khalid	62 000	7 200	69 200	69 200
164	Lycée de Dar Chaâbane El Fehri	72 000	7 700	79 700	79 700
165	Lycée avenue Ali Belalouane à Nabeul	83 000	6 900	89 900	89 900
166	Lycée de Bonargoub	51 000	4 400	55 400	55 400
167	Lycée de Takelsa	45 000	3 600	48 600	48 600
168	Lycée al-ahd al-jadid Hammamet	57 000	4 700	61 700	61 700
169	Lycée 7 avril 1943 à Menzel Temime	48 000	3 100	51 100	51 100
170	Lycée El Ahd El Jedid à Zaouiet El Mogaiez	35 000	2 900	37 900	37 900
171	Lycée 2 mars 1934 à Korba	48 000	5 100	53 100	53 100
172	Lycée Ibn Sina à Grombalia	34 000	3 100	37 100	37 100
<u>I. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Béja :</u>		<u>1 003 000</u>	<u>65 100</u>	<u>1 068 100</u>	<u>1 068 100</u>
173	Lycée Ibn El Haithem à Béja	75 000	6 200	81 200	81 200
174	Lycée Amor Kalchani à Béja	48 000	3 500	51 500	51 500

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES			
175	Lycée Tahar Ben Achour à Nefza	74 000	5 100	79 100	79 100	
176	Lycée Béchir Sfar à Amdoun	59 000	3 200	62 200	62 200	
177	Lycée Ibn Abi Dhiaf à Teboursouk	47 000	2 500	49 500	49 500	
178	Lycée El Ahd El Jidid à Thibar	37 000	1 200	38 200	38 200	
179	Lycée Ibn Zaydoun à Testour	47 000	2 300	49 300	49 300	
180	Lycée 2 mars 1934 à Goubellat	40 000	2 200	42 200	42 200	
181	Lycée Ibn Mandhour d'El MZara à Béja	52 000	4 000	56 000	56 000	
182	Lycée Aboul Kacem Echebbi à Mejaz El Bab	64 000	3 200	67 200	67 200	
183	Lycée 2 mars 1934 à Béja	67 000	3 300	70 300	70 300	
184	Lycée avenue de l'environnement à Béja	37 000	3 300	40 300	40 300	
185	Lycée de Nefza	62 000	4 200	66 200	66 200	
186	Lycée Ali Belahouane à Béja	41 000	3 800	44 800	44 800	
187	Lycée Mahmoud El Mesaïdi à Medjez El Bab	30 000	2 400	32 400	32 400	
188	Lycée Testour	33 000	2 300	35 300	35 300	
189	Lycée Chedli Khaznadar à Teboursouk	33 000	2 300	35 300	35 300	
190	Lycée Amara Farhat à Nefza	55 000	2 400	57 400	57 400	
191	Lycée de Béja nord	25 000	4 000	29 000	29 000	
192	Lycée de Mejaz El Bab	39 000	1 700	40 700	40 700	
193	Lycée Pilote de Béja	38 000	2 000	40 000	40 000	
<u>J- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Jendouba :</u>		<u>1 173 000</u>	<u>98 300</u>	<u>1 271 300</u>	<u>1 271 300</u>	
194	Lycée avenue de la Liberté à Jendouba	55 000	5 900	60 900	60 900	
195	Lycée d'Ain Draham	50 000	2 900	52 900	52 900	
196	Lycée 2 mars 1934 à Tabarka	66 000	7 000	73 000	73 000	
197	Lycée de Bousalem	90 000	7 200	97 200	97 200	
198	Lycée de Ghurdimaou	80 000	6 100	86 100	86 100	
199	Lycée Khemaies El Hajri à Jendouba	68 000	6 100	74 100	74 100	
200	Lycée Fennana	85 000	6 400	91 400	91 400	
201	Lycée Aboul Kacem Chabbi à Ghurdimaou	40 000	4 200	44 200	44 200	
202	Lycée de Tabarka	68 000	5 600	73 600	73 600	
203	Lycée 9 avril 1938 à Jendouba	52 000	5 000	57 000	57 000	
204	Lycée avenue de l'environnement à Bousalem	67 000	6 200	73 200	73 200	
205	Lycée Al Ahd El Jadid rue El Hedi ben Hammoud à Jendouba	60 000	6 100	66 100	66 100	
206	Lycée El Imtyez de Oued M'liz	47 000	3 300	50 300	50 300	
207	Lycée Al Ahd El Jadid à Boussalem	38 000	4 000	42 000	42 000	
208	Lycée de Jendouba	61 000	4 800	65 800	65 800	
209	Lycée de Khemir à Ain Draham	5 000	2 600	7 600	7 600	
210	Lycée Ibn Khaldoun à Fennana	37 000	3 100	40 100	40 100	
211	Lycée Mostapha El Farissi à Jendouba	44 000	2 300	46 300	46 300	
212	Lycée Farhat Hached à Ghurdimaou	32 000	3 000	35 000	35 000	
213	Lycée Ibn Khaldoun à Ain Draham	43 000	2 500	45 500	45 500	
214	Lycée Pilote de Jendouba	32 000	2 000	34 000	34 000	
215	Lycée sportif à Jendouba	53 000	2 000	55 000	55 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		DEPENSES
		RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
K- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional du Kef :	844 000	60 800	904 800	904 800
216 Lycée Pilote du Kef	37 000	2 500	39 500	39 500
217 Lycée de Tagerouine	52 000	2 900	54 900	54 900
218 Lycée avenue Mongi Slim au Kef	75 000	6 800	81 800	81 800
219 Lycée Habib Bourguiba à Dalmâni	52 000	3 300	55 300	55 300
220 Lycée de Jérisa	35 000	2 400	37 400	37 400
221 Lycée du Sers	45 000	4 400	49 400	49 400
222 Lycée de Kalâat-Snâne	35 000	3 600	38 600	38 600
223 Lycée de Kalâa El Khasba au Kef	30 000	1 900	31 900	31 900
224 Lycée de Neber	37 000	2 400	39 400	39 400
225 Lycée rue Ahmed Amara au Kef	99 000	6 100	105 100	105 100
226 Lycée 8 Février 1958 à Sakiet Sidi Youssef	57 000	3 300	60 300	60 300
227 Lycée 2 mars 1934 au Kef	45 000	3 900	48 900	48 900
228 Lycée Ali El Housari à Tagerouine	30 000	2 000	32 000	32 000
229 Lycée Farhat Hached au Kef Ouest	36 000	2 500	38 500	38 500
230 Lycée Touiref	25 000	1 200	26 200	26 200
231 Lycée Mahmoud El Mesaâdi à Dalmâni	39 000	2 300	41 300	41 300
232 Lycée Al Ahd El Jadid à El Ksour	48 000	4 200	52 200	52 200
233 Lycée Neber 2	33 000	2 300	35 300	35 300
234 Lycée 20 mars 1956 à Sers	34 000	2 800	36 800	36 800
L- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Siliana :	957 000	66 300	1 023 300	1 023 300
235 Lycée de Siliana	76 000	6 200	82 200	82 200
236 Lycée de Bou Arada	52 000	3 400	55 400	55 400
237 Lycée de Bargou	33 000	2 000	35 000	35 000
238 Lycée d'El Krib	52 000	4 400	56 400	56 400
239 Lycée d'Erroulia	49 000	3 600	52 600	52 600
240 Lycée de Makthar	50 000	3 500	53 500	53 500
241 Lycée 2 mars 1934 à Siliana	75 000	5 700	80 700	80 700
242 Lycée Gaâfour	45 000	3 600	48 600	48 600
243 Lycée avenue Farhat Hached à Makthar	38 000	3 100	41 100	41 100
244 Lycée Cité El Hayet à Sidi Bourouis	30 000	3 000	33 000	33 000
245 Lycée de Kesra	29 000	1 900	30 900	30 900
246 Lycée de Gaâfour 2	29 000	2 200	31 200	31 200
247 Lycée Ibn Khaldoun à Siliana	75 000	4 000	79 000	79 000
248 Lycée Farhat Hached à Bouranda	46 000	1 900	47 900	47 900
249 Lycée Cité Mongi Slim à Siliana	38 000	3 000	41 000	41 000
250 Lycée Beji El Messaoudi à El-Krib	28 000	2 300	30 300	30 300
251 Lycée Abû El Kacem Chebbi à Kesra	24 000	1 600	25 600	25 600
252 Lycée Cité El Oums 1 à Rouha	55 000	3 900	58 900	58 900
253 Lycée 14 Janvier 2011 à Makthar	24 000	1 400	25 400	25 400
254 Lycée avenue Ibn Sina à Laâroussa	28 000	2 000	30 000	30 000
255 Lycée route de Tunis à Bargou	24 000	1 300	25 300	25 300
256 Lycée d'El Kantara	25 000	1 200	26 200	26 200
257 Lycée Pilote de Siliana	32 000	1 100	33 100	33 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		DEPENSES
		RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
M- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Kasserine :	1 692 000	109 600	1 801 600	1 801 600
258 Lycée 2 mars 1934 à Kasserine	49 000	3 200	52 200	52 200
259 Lycée Sbeïta	95 000	5 700	100 700	100 700
260 Lycée Ibn Chafar à Thala	66 000	4 400	70 400	70 400
261 Lycée Chabbâj à Kasserine	83 000	8 400	91 400	91 400
262 Lycée Sbiba	72 000	5 300	77 300	77 300
263 Lycée Fériana	69 000	5 400	74 400	74 400
264 Lycée Foussana	71 000	5 700	76 700	76 700
265 Lycée de Mejel Bel Abbès	62 000	3 900	65 900	65 900
266 Lycée de Kasserine	82 000	6 600	88 600	88 600
267 Lycée Cité El Manar à Kasserine	73 000	6 600	79 600	79 600
268 Lycée El Athar à Sbeïta	47 000	3 900	50 900	50 900
269 Lycée de Jedidian	56 000	2 300	58 300	58 300
270 Lycée de Thala	39 000	2 100	41 100	41 100
271 Lycée de Sbeïta 2	59 000	3 000	62 000	62 000
272 Lycée Cité Ezzouhour à Kasserine	55 000	4 000	59 000	59 000
273 Lycée d'El Ayoun	53 000	3 800	56 800	56 800
274 Lycée de Telepte	46 000	2 400	48 400	48 400
275 Lycée El Imitiyaze à Foussana	41 000	2 400	43 400	43 400
276 Lycée El Ahd El Jedid à Thala	30 000	1 400	31 400	31 400
277 Lycée Mongi Slim à Sébibâ	46 000	2 900	48 900	48 900
278 Lycée de Hassi El Frid	47 000	3 600	50 600	50 600
279 Lycée Farhat Hached à Rekdimet	55 000	2 500	57 500	57 500
280 Lycée de Hydra	44 000	3 400	47 400	47 400
281 Lycée Ibn Sina à Bouzguen	52 000	2 100	54 100	54 100
282 Lycée Abou el Kacem Echabi à Fériana	64 000	3 200	67 200	67 200
283 Lycée Pilote à Kasserine	49 000	1 900	50 900	50 900
284 Lycée de Majel Bel Abbès 1	33 000	1 600	34 600	34 600
285 Lycée Bouderyes à Foussana	48 000	1 700	49 700	49 700
286 Lycée Sidi Sâli	34 000	2 200	36 200	36 200
287 Lycée Edoghra Kasserine-sud	37 000	2 000	39 000	39 000
288 Lycée la Nouvelle Médina - Kasserine	35 000	2 000	37 000	37 000
N- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sousse :	1 568 000	144 600	1 712 600	1 712 600
289 Lycée Pilote de Sousse	73 000	5 000	78 000	78 000
290 Lycée avenue Tahar Star de Sousse	83 000	8 000	91 000	91 000
291 Lycée Abdelaziz El Behi de Sousse	57 000	4 400	61 400	61 400
292 Lycée Ali Bourguiba de Kalââ Kébira	99 000	8 400	107 400	107 400
293 Lycée de Hammam Sousse	81 000	9 200	90 200	90 200
294 Lycée Farhat Hached de M'saken	42 000	3 600	45 600	45 600
295 Lycée de Sidi Bou Ali	48 000	4 300	52 300	52 300
296 Lycée Cité Erradih de Sousse	55 000	4 000	59 000	59 000
297 Lycée Salem Ben Hamida de Akouda	65 000	6 100	71 100	71 100
298 Lycée 2 mars 1934 de Sousse	72 000	6 800	78 800	78 800

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES			
299	Lycee Othman Chatti de M'Saken	98 000	10 000	108 000	108 000	
300	Lycee Ahmed Noureddine de Sousse	73 000	6 400	79 400	79 400	
301	Lycee Cite Errromana de Kalaâ Séghira	45 000	4 500	49 500	49 500	
302	Lycee Ibn Rochd Cite Riadif de Sousse	47 000	4 000	51 000	51 000	
303	Lycee d'Enfidha	78 000	6 700	84 700	84 700	
304	Lycee El Jowhara de Sousse	39 000	4 700	43 700	43 700	
305	Lycee Ibn Sina de Msaken	48 000	5 600	53 600	53 600	
306	Lycee Cite Riadif de Bouficha	37 000	3 400	40 400	40 400	
307	Lycee Abou El Kacem Chebbi de Kalâa Kébirâ	52 000	4 400	56 400	56 400	
308	Lycee de Hammam-Sousse 2	60 000	6 700	66 700	66 700	
309	Lycee d'Enfidha 2	44 000	4 200	48 200	48 200	
310	Lycee Mahmoud El Messaâdi de Sidi Abdel Hamid - Sousse	45 000	7 200	52 200	52 200	
311	Lycee de Zaouia Ksiba et Thirayet	62 000	5 000	67 000	67 000	
312	Lycee de Sidi El-Hani	36 000	1 900	37 900	37 900	
313	Lycee Essalem Cite Enriadh de Sousse	29 000	2 400	31 400	31 400	
314	Lycee de Sahloul 4	36 000	2 600	38 600	38 600	
315	Lycee Al khawarezmi de Msaken	34 000	2 300	36 300	36 300	
316	Lycee de Kendar	30 000	2 800	32 800	32 800	
<u>O- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Kairouan :</u>		<u>1 412 000</u>	<u>115 700</u>	<u>1 527 700</u>	<u>1 527 700</u>	
317	Lycee Ibn Rachik à Kairouan	72 000	8 400	80 400	80 400	
318	Lycee Rakhdada à Kairouan	52 000	3 600	55 600	55 600	
319	Lycee de Nasrallah	64 000	4 400	68 400	68 400	
320	Lycee de Haffouz	69 000	5 100	74 100	74 100	
321	Lycee de Bou Hajla	73 000	5 000	78 000	78 000	
322	Lycee de Queslatia	45 000	2 800	47 800	47 800	
323	Lycee de Sbikha	62 000	5 600	67 600	67 600	
324	Lycee Okba Ibn Nafaa à Kairouan	55 000	5 600	60 600	60 600	
325	Lycee Ali Zaouaoui à Hajeb El Ayoun	60 000	5 000	65 000	65 000	
326	Lycee d'El Aja	46 000	4 000	50 000	50 000	
327	Lycee de Cherarda	42 000	3 300	45 300	45 300	
328	Lycee Dar El Amen à Kairouan	76 000	6 700	82 700	82 700	
329	Lycee Ibn El Jazzar à Kairouan	69 000	5 600	74 600	74 600	
330	Lycee rue Ibn Arafa à Chibika	43 000	5 000	48 000	48 000	
331	Lycee Ibn Khaldoun à El Queslatia	46 000	2 500	48 500	48 500	
332	Lycee les Aglibides à Kairouan	41 000	2 200	43 200	43 200	
333	Lycee Ibn Sina à Nasrallah	31 000	2 500	33 500	33 500	
334	Lycee de Menzel M'Hiri	31 000	2 200	33 200	33 200	
335	Lycee Pilote de Kairouan	46 000	2 800	48 800	48 800	
336	Lycee Abou El Kacem Chebbi à Hajeb El Ayoun	38 000	2 500	40 500	40 500	
337	Lycee Mahmoud El Messaâdi à Sbikha	35 000	3 300	38 300	38 300	
338	Lycee Farhat Hached à Haffouz	45 000	5 600	50 600	50 600	
339	Lycee Tahar ElHaddad à Bouhajla	41 000	5 000	46 000	46 000	
340	Lycee de Kairouan	36 000	2 800	38 800	38 800	
341	Lycee Chedli Atallah à Kairouan	60 000	5 000	65 000	65 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS				DEPENSES	
		RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
342	Lycee de Baten	23 000	2 200	25 200	25 200		
343	Lycee d el ALA 2	24 000	2 200	26 200	26 200		
344	Lycee Ain Jloula	35 000	2 800	37 800	37 800		
345	Lycee Spotif de Kairouan	52 000	2 000	54 000	54 000		
<u>P- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Monastir :</u>		<u>1 492 000</u>	<u>169 700</u>	<u>1 661 700</u>	<u>1 661 700</u>		
346	Lycee Bourguiba à Monastir	89 000	11 500	100 500	100 500		
347	Lycee Said Abi Baker à Moknina	84 000	12 300	96 300	96 300		
348	Lycee de Jemmal	93 000	11 400	104 400	104 400		
349	Lycee de Téboulba	64 000	8 900	72 900	72 900		
350	Lycee de Bekalta	38 000	4 500	42 500	42 500		
351	Lycee de Sayada	37 000	4 700	41 700	41 700		
352	Lycee de Beni Hassen	37 000	3 300	40 300	40 300		
353	Lycee de Ksibet El Medoumi à Monastir	62 000	6 300	68 300	68 300		
354	Lycee Ali Bourguiba de Bembla	44 000	4 800	48 800	48 800		
355	Lycee de Khenis	31 000	3 100	34 100	34 100		
356	Lycee de Sahline	53 000	5 000	58 000	58 000		
357	Lycee avenue Fattouma Bourguiba à Monastir	96 000	10 500	106 500	106 500		
358	Lycee 2 mars 1934 à Ksar-Hellal	68 000	8 500	76 500	76 500		
359	Lycee de Moknina	44 000	6 700	50 700	50 700		
360	Lycee de Zeramidine	48 000	5 000	53 000	53 000		
361	Lycee Cite Erraïdh 2 à Ksar Hellal	37 000	4 100	41 100	41 100		
362	Lycee d'El Ouerdanine	45 000	5 600	50 600	50 600		
363	Lycee de Menzel Hayel	33 000	3 900	36 900	36 900		
364	Lycee Abou El Kacem Chebbi à Jemmal	34 000	3 300	37 300	37 300		
365	Lycee de Amiret El Hajjej à Moknina	38 000	3 500	41 500	41 500		
366	Lycee de Lanta	26 000	3 300	29 300	29 300		
367	Lycee Pilote Monastir	83 000	7 800	90 800	90 800		
368	Lycee de Bennane-Boudhar	36 000	6 800	42 800	42 800		
369	Lycee de Sekrine à Teboulba	30 000	3 900	33 900	33 900		
370	Lycee Hedi Khefacha à Monastir	78 000	8 100	86 100	86 100		
371	Lycee Ibn Khaldoun à Jammel	35 000	2 200	37 200	37 200		
372	Lycee de Menzel Nour	28 000	3 900	31 900	31 900		
373	Lycee Moknina 3	33 000	2 800	35 800	35 800		
374	Lycee Touza kssibif el madyouni	37 000	2 000	39 000	39 000		
375	Lycee Cite Omrane à Monastir	31 000	2 000	33 000	33 000		
<u>Q- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Mahdia :</u>		<u>1 022 000</u>	<u>76 300</u>	<u>1 098 300</u>	<u>1 098 300</u>		
376	Lycee de Ksour Essaf	75 000	4 500	79 500	79 500		
377	Lycee Abou El Kacem Echebbi à Chebba	67 000	4 500	71 500	71 500		
378	Lycee d'El Jem	62 000	4 500	66 500	66 500		
379	Lycee Tahar Sfar à Mahdia	62 000	6 400	68 400	68 400		
380	Lycee de Chorbane	35 000	1 300	36 300	36 300		
381	Lycee de Boumerdès	53 000	2 900	55 900	55 900		
382	Lycee de Rejiche	33 000	2 400	35 400	35 400		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
383 Lycée de Sidi Alouane	44 000	2 900	46 900	46 900		
384 Lycée de H'Bira	36 000	1 900	37 900	37 900		
385 Lycée de Souassi	73 000	4 900	77 900	77 900		
386 Lycée Ibn Sina à Mahdia	75 000	7 800	82 800	82 800		
387 Lycée de Melloutech	34 000	5 000	39 000	39 000		
388 Lycée de Ouled Chamakhi	48 000	3 500	51 500	51 500		
389 Lycée Abou El Kacem Chebbi à Ksour Essef	37 000	4 000	41 000	41 000		
390 Lycée de Telelsa	31 000	2 400	33 400	33 400		
391 Lycée Ibn Rochd à Chebba	52 000	3 500	55 500	55 500		
392 Lycée de Sidi Zid	28 000	1 700	29 700	29 700		
393 Lycée de Sakiet El Khadem	31 000	1 100	32 100	32 100		
394 Lycée de Nafatia	28 000	2 000	30 000	30 000		
395 Lycée de Bradmâ	31 000	2 400	33 400	33 400		
396 Lycée de Karkar	32 000	2 100	34 100	34 100		
397 Lycée Mahmoud El Messaâdi à El Jem	25 000	2 300	27 300	27 300		
398 Lycée Pilote de Mahdia	30 000	2 300	32 300	32 300		
R- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sfax 1:	<u>1 390 000</u>	<u>110 700</u>	<u>1 500 700</u>	<u>1 500 700</u>		
399 Lycée Pilote à Sfax	76 000	4 100	80 100	80 100		
400 Lycée 15 Novembre 1955 à Sfax	96 000	8 800	104 800	104 800		
401 Lycée Hédi Chaker à Sfax	75 000	7 300	82 300	82 300		
402 Lycée Majida Boulila à Sfax	81 000	9 800	90 600	90 600		
403 Lycée Habib Muâzoum à Sfax	46 000	5 200	51 200	51 200		
404 Lycée Mohamed Ali à Sfax	74 000	8 000	82 000	82 000		
405 Lycée d'Agareb	35 000	2 500	37 500	37 500		
406 Lycée de Bir Ali Ben Khelifa	47 000	3 800	50 800	50 800		
407 Lycée Cité El Habib à Sfax	67 000	5 100	72 100	72 100		
408 Lycée 20 mars 1956 à Sfax	76 000	5 800	81 800	81 800		
409 Lycée 9 avril 1938 à Sfax	70 000	6 800	76 800	76 800		
410 Lycée Ali Bourguiba à Mahârès	64 000	2 600	66 600	66 600		
411 Lycée El Ahd El Jédid à Skhira	75 000	3 300	78 300	78 300		
412 Lycée Mahmoud Megdiche à Sfax	41 000	5 100	46 100	46 100		
413 Lycée Abou El Hassen El Lakouri à Sfax	5 000	2 400	7 400	7 400		
414 Lycée de Ghraiba	52 000	2 100	54 100	54 100		
415 Lycée de Bir Ali Ben Khélifa 2	57 000	3 400	60 400	60 400		
416 Lycée Hédi Soussi à Sfax	44 000	4 900	48 900	48 900		
417 Lycée de Agareb 2	35 000	2 300	37 300	37 300		
418 Lycée Mustapha El Fourati à Sfax	32 000	3 000	35 000	35 000		
419 Lycée Taïeb M'hiri route El-Ayne à Sfax	50 000	5 300	55 300	55 300		
420 Lycée Ibn Abu Dhiaf à Bir Ali Ben Khalifa	32 000	1 300	33 300	33 300		
421 Lycée Ibn Khaldoun à Skhira	42 000	2 200	44 200	44 200		
422 Lycée Hatem El Mekki à El Mahres	31 000	2 300	33 300	33 300		
423 Lycée Tina	34 000	1 500	35 500	35 500		
424 Lycée sportif à sfax	53 000	2 000	55 000	55 000		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
S- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sfax 2:	926 000	76 400	1 002 400	1 002 400		
425 Lycée 25 Juillet 1957 à Sfax	45 000	3 300	48 300	48 300		
426 Lycée Habib Thameur à Sfax	68 000	6 400	74 400	74 400		
427 Lycée Farhat Hached à Kerkennah	37 000	3 100	40 100	40 100		
428 Lycée 18 Janvier 1952 à Jebeniana	63 000	5 300	68 300	68 300		
429 Lycée El Hancha	60 000	5 600	65 600	65 600		
430 Lycée Mongi Slim à Sakiet Ezzit	70 000	7 600	77 600	77 600		
431 Lycée de Menzel Chaker	49 000	2 800	51 800	51 800		
432 Lycée de H zug	32 000	3 000	35 000	35 000		
433 Lycée Abou El Kacem Echebbi à Chihia	70 000	7 800	77 800	77 800		
434 Lycée d'El Amra	37 000	3 900	40 900	40 900		
435 Lycée Fadhel Ben Achour route El Mahdia à Sakiet Eddayer	45 000	3 400	48 400	48 400		
436 Lycée Ibn Rachid Cité El Ois à Sakiat Ezit	53 000	4 400	57 400	57 400		
437 Lycée Mahmoud El Messaâdi à El Hancha	30 000	3 300	33 300	33 300		
438 Lycée El Khalij route Sidi Mansour à Sfax	55 000	4 100	59 100	59 100		
439 Lycée Abou Ishak Jebeniana à Jebeniana	33 000	1 600	34 600	34 600		
440 Lycée de Gremda	45 000	3 500	48 500	48 500		
441 Lycée Pilote à Sakiet Ezzit Sfax 2	52 000	3 300	55 300	55 300		
442 Lycée saltania à Sakiet Eddayer	47 000	2 000	49 000	49 000		
443 Lycée Al-Barmaki à Al-Quadna - Menzel Chaker	35 000	2 000	37 000	37 000		
T- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Gafsa :	1 450 000	102 100	1 552 100	1 552 100		
444 Lycée Pilote de Gafsa	59 000	1 200	60 200	60 200		
445 Lycée Houcine Bouzniene à Gafsa	76 000	6 300	82 300	82 300		
446 Lycée Cité des Jeunes Gafsa	72 000	4 900	76 900	76 900		
447 Lycée Ahmed Tili à Gafsa Ksar	60 000	5 200	65 200	65 200		
448 Lycée 2 mars 1934 à Redeyef	59 000	2 900	61 900	61 900		
449 Lycée 9 avril 1938 à Moularès	53 000	4 800	57 800	57 800		
450 Lycée de MDhila	44 000	3 600	47 600	47 600		
451 Lycée d'El Guetar	68 000	4 800	72 800	72 800		
452 Lycée de Sned	47 000	2 200	49 200	49 200		
453 Lycée de Mélaoui	57 000	6 000	63 000	63 000		
454 Lycée Ibn Rached à Gafsa	45 000	4 400	49 400	49 400		
455 Lycée route de Gafsa à Mélaoui	27 000	1 600	28 600	28 600		
456 Lycée Ahmed Senoussi à Gafsa	68 000	4 400	72 400	72 400		
457 Lycée Ibn Mandhour à El Mélaoui	49 000	4 100	53 100	53 100		
458 Lycée Ksar Gafsa	42 000	2 400	44 400	44 400		
459 Lycée El Farabi à El Guetar	34 000	3 100	37 100	37 100		
460 Lycée de Bélkhir	29 000	1 100	30 100	30 100		
461 Lycée Cité Sidi AbdelKader à Redeyef	31 000	1 900	32 900	32 900		
462 Lycée de Zannouch	37 000	2 500	39 500	39 500		
463 Lycée de Haoua El Quedi - Belkhir	31 000	1 500	32 500	32 500		
464 Lycée 18 Janvier 1952 à Redeyef	35 000	2 800	37 800	37 800		
465 Lycée route de Tozeur à Mélaoui	38 000	2 600	40 600	40 600		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
466	Lycee Ouled Bou Omrane	30 000	1 200	31 200	31 200	
467	Lycee Ibn Chabbat à Redeyef	35 000	2 800	37 800	37 800	
468	Lycee Ibn Khaldoun à Sidi Aïche	32 000	1 900	33 900	33 900	
469	Lycee El Imtiyaze à Moulaires	37 000	2 500	39 500	39 500	
470	Lycee cité Essourour à Gafsa	49 000	5 000	54 000	54 000	
471	Lycee Abou El Kacem Echabi cité des Jeunes à Gafsa	33 000	1 900	34 900	34 900	
472	Lycee de Sidi Boubaker	29 000	1 900	30 900	30 900	
473	Lycee Ibn Rachik à Sned	25 000	1 400	26 400	26 400	
474	Lycee Alim à Sned	27 000	2 000	29 000	29 000	
475	Lycee Ibn Sina à Gafsa	37 000	4 100	41 100	41 100	
476	Lycee el Goussa à Sned	26 000	800	26 800	26 800	
477	Lycee El Ayaycha à Belkhir	29 000	2 300	31 300	31 300	
<u>II- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sidi Bouzid :</u>		<u>1 408 000</u>	<u>92 800</u>	<u>1 500 800</u>	<u>1 500 800</u>	
478	Lycee de Sidi Bouzid	84 000	6 400	90 400	90 400	
479	Lycee de Meknassy	74 000	4 000	78 000	78 000	
480	Lycee de Jelma	74 000	4 300	78 300	78 300	
481	Lycee de Sidi Ali Ben Aoun	59 000	3 300	62 300	62 300	
482	Lycee d'Ouled Haffouz	38 000	2 300	40 300	40 300	
483	Lycee de Regueb	67 000	4 500	71 500	71 500	
484	Lycee Menzel Bouzaïene	59 000	3 000	62 000	62 000	
485	Lycee de Bir El Hafey	47 000	5 000	52 000	52 000	
486	Lycee de Mezouana	47 000	2 500	49 500	49 500	
487	Lycee 2 mars 1934 à Sidi Bouzid	46 000	3 300	49 300	49 300	
488	Lycee Lassouda à Sidi Bouzid	74 000	4 000	78 000	78 000	
489	Lycee de Sebbala	68 000	4 300	72 300	72 300	
490	Lycee 9 avril 1938 à Sidi Bouzid	78 000	5 600	83 600	83 600	
491	Lycee Ibn Khaldoun à Sidi Bouzid	59 000	3 800	62 800	62 800	
492	Lycee Tahar Haddad à Regueb	52 000	3 900	55 900	55 900	
493	Lycee Ibn Rochid à Meknassy	35 000	2 000	37 000	37 000	
494	Lycee Ibn Arafa à Souk Jedid	41 000	3 800	44 800	44 800	
495	Lycee de Faiedh	35 000	2 100	37 100	37 100	
496	Lycee 20 Mars 1956 à Essaïda	42 000	3 300	45 300	45 300	
497	Lycee El Imtiyaze à Sidi Bouzid	29 000	2 200	31 200	31 200	
498	Lycee Mahmoud El Messaâdi à Bir Lahfey	35 000	2 900	37 900	37 900	
499	Lycee Houcine Bouzaïene à Menzel Bouzaïene	35 000	2 500	37 500	37 500	
500	Lycee El Khawarezmi à Jelma	42 000	3 400	45 400	45 400	
501	Lycee Ibn Mandhour à Ouled Haffouz	29 000	1 200	30 200	30 200	
502	Lycee Mazouma 2	34 000	2 300	36 300	36 300	
503	Lycee Ibn El Jazzar à Sidi Ali Ben Oun	25 000	1 700	26 700	26 700	
504	Lycee Pilote de Sidi Bouzid	50 000	1 900	51 900	51 900	
505	Lycee de Héchria	24 000	1 100	25 100	25 100	
506	Lycee de Henchir El Gallel Sidi Bouzid	26 000	2 200	28 200	28 200	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
V- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tozeur :	422 000	28 000	450 000	450 000		
507 Lycée de Nafta	55 000	3 500	58 500	58 500		
508 Lycée 2 mars 1934 à Dégache	48 000	3 100	51 100	51 100		
509 Lycée Abou El Kacem Chebbi à Tozeur	76 000	6 900	82 900	82 900		
510 Lycée El Intiyaze à Tozeur	57 000	4 500	61 500	61 500		
511 Lycée Béchir Khéraief à Nafta	39 000	2 500	41 500	41 500		
512 Lycée d' El Mahusser	29 000	1 600	30 600	30 600		
513 Lycée de Tamaghza	34 000	2 000	36 000	36 000		
514 Lycée de Hezoua	29 000	1 500	30 500	30 500		
515 Lycée de Hammam Jend	25 000	1 200	26 200	26 200		
516 Lycée Pilote de Tozeur	30 000	1 200	31 200	31 200		
W- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Gabès :	1 200 000	83 800	1 283 800	1 283 800		
517 Lycée Cité El Manara à Gabès	56 000	4 800	60 800	60 800		
518 Lycée Mohammed Ali à El Hamma	62 000	3 600	65 600	65 600		
519 Lycée de Mareth	65 000	4 400	69 400	69 400		
520 Lycée Boulbaba à Gabès	71 000	5 800	76 800	76 800		
521 Lycée Ibn Khaldoun à Metouia	52 000	3 900	55 900	55 900		
522 Lycée d'Oasis Chemini à Gabès	62 000	5 000	67 000	67 000		
523 Lycée Tahar Haddad à El Hamma	67 000	5 000	72 000	72 000		
524 Lycée avenue de la République à Gabès	65 000	5 000	70 000	70 000		
525 Lycée Nouvelle Matnata	40 000	1 700	41 700	41 700		
526 Lycée Aboul Kacem Chebbi à Gabès	73 000	4 900	77 900	77 900		
527 Lycée El Argoub à Mareth	49 000	3 600	52 600	52 600		
528 Lycée de Sombat	52 000	3 900	55 900	55 900		
529 Lycée de Ghannouché	37 000	2 300	39 300	39 300		
530 Lycée Pilote de Gabès	48 000	3 200	51 200	51 200		
531 Lycée Cité El Amel à Gabès	67 000	6 100	73 100	73 100		
532 Lycée de D'Khilet Toujane	37 000	1 400	38 400	38 400		
533 Lycée de Zaraf	29 000	1 600	30 600	30 600		
534 Lycée de Menzel Habib	29 000	2 200	31 200	31 200		
535 Lycée Ibn El Haithem à Matnata Nouvelle	32 000	2 100	34 100	34 100		
536 Lycée de Métouia	48 000	3 600	51 600	51 600		
537 Lycée Ibn El Haithem à Ghannouché	33 000	2 500	35 500	35 500		
538 Lycée Ouadi Ennour à El Hamma	32 000	2 000	34 000	34 000		
539 Lycée El Hamma	42 000	3 200	45 200	45 200		
540 Lycée sportif à Gabès	52 000	2 000	54 000	54 000		
X- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Kébili :	595 000	39 200	634 200	634 200		
541 Lycée de Douz	41 000	2 100	43 100	43 100		
542 Lycée Ibn Mandhour à Kébili	59 000	4 800	63 800	63 800		
543 Lycée Ibn El Haithem à Souk Lahad	47 000	2 300	49 300	49 300		
544 Lycée El Ahd El Jdid à Douz	43 000	2 900	45 900	45 900		
545 Lycée Ibn Khaldoun à Tombar	32 000	1 500	33 500	33 500		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
546	Lycee Kheireddine à Janoula	33 000	2 300	35 300	35 300
547	Lycee rue Ibn Sina à Kébili	66 000	4 800	70 800	70 800
548	Lycee El Imtiyaze à Douz	42 000	2 800	44 800	44 800
549	Lycee El Faouar	53 000	3 300	56 300	56 300
550	Lycee de Menchia	37 000	2 200	39 200	39 200
551	Lycee de Jemna	34 000	2 900	36 900	36 900
552	Lycee de Béchri	25 000	1 000	26 000	26 000
553	Lycee de Rejim Maatoug	33 000	2 800	35 800	35 800
554	Lycee d'El Kalaa	16 000	1 300	17 300	17 300
555	Lycee Pilote Kébili	34 000	2 200	36 200	36 200
<u>Y_ Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Médenine :</u>		<u>1 521 000</u>	<u>105 300</u>	<u>1 626 300</u>	<u>1 626 300</u>
556	Lycee de Ben Guerdane	98 000	3 300	101 300	101 300
557	Lycee de Midoune	51 000	3 800	54 800	54 800
558	Lycee 2 mars 1934 à Zarzis	39 000	3 300	42 300	42 300
559	Lycee route de Gabès à Médenine	60 000	5 200	65 200	65 200
560	Lycee d'El May	50 000	4 300	54 300	54 300
561	Lycee Pilote de Médenine	66 000	1 600	67 600	67 600
562	Lycee de Béni Khedache	72 000	3 800	75 800	75 800
563	Lycee de Ajim à Jerba	47 000	3 600	50 600	50 600
564	Lycee Houmet Essouk 2 à Jerba	50 000	4 700	54 700	54 700
565	Lycee de Ben Guerdane 2	53 000	6 200	59 200	59 200
566	Lycee de Medenine	96 000	6 100	102 100	102 100
567	Lycee Houmet Essouk à Jerba	109 000	8 900	117 900	117 900
568	Lycee de Zarzis	65 000	5 200	70 200	70 200
569	Lycee Ibn Rochd à Zarzis	38 000	2 200	40 200	40 200
570	Lycee Médenine 2	44 000	2 500	46 500	46 500
571	Lycee Ibn Sina route de Tataouine à Médenine	41 000	3 600	44 600	44 600
572	Lycee de Sidi Makhlof	30 000	2 800	32 800	32 800
573	Lycee Ibn Hazm route El Marsa à Ben Gardane	33 000	2 300	35 300	35 300
574	Lycee de Sidi Zekri à Jerba	32 000	2 500	34 500	34 500
575	Lycee de Ksar Jedid	34 000	2 000	36 000	36 000
576	Lycee Ibn El Haithem à Ben Guerdane	37 000	2 300	39 300	39 300
577	Lycee Abou El Kacem Chebbi à Medenine	43 000	3 400	46 400	46 400
578	Lycee Dhouliet à Zarzis	37 000	2 900	39 900	39 900
579	Lycee Ibn Khaldoùn à Medenine	42 000	2 800	44 800	44 800
580	Lycee Riadh à Houmt Souk	29 000	2 100	31 100	31 100
581	Lycee Midoune 2 à Jerba	40 000	3 400	43 400	43 400
582	Lycee Ibn Khaldoùn à Ben Guerdane	28 000	1 500	29 500	29 500
583	Lycee de Guellala	29 000	1 700	30 700	30 700
584	Lycee de Boughrara	38 000	2 200	40 200	40 200
585	Lycee de Hassi omar Médenine	15 000	1 100	16 100	16 100
586	Lycee de Sodouikich Médenine	38 000	2 000	40 000	40 000
587	Lycee Echammamli - Zarzis	37 000	2 000	39 000	39 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		DEPENSES
		RESSOURCES PROPRIES	TOTAL DES RECETTES	
<u>Z- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tataouine :</u>	<u>579 000</u>	<u>35 100</u>	<u>614 100</u>	<u>614 100</u>
588 Lycée de Tataouine	85 000	5 600	90 600	90 600
589 Lycée 2 mars 1934 à Ghomrassen	43 000	2 500	45 500	45 500
590 Lycée de Rogba à Tataouine	44 000	2 100	46 100	46 100
591 Lycée de Tataouine 2	41 000	1 400	42 400	42 400
592 Lycée Cité Mahrajen à Tataouine	43 000	3 000	46 000	46 000
593 Lycée de Bir Lahmar	32 000	1 100	33 100	33 100
594 Lycée de Remada	42 000	1 900	43 900	43 900
595 Lycée Cité Broumet à Tataouine	35 000	2 800	37 800	37 800
596 Lycée de Smar à Tataouine	35 000	1 500	36 500	36 500
597 Lycée de Ghomrassen	5 000	1 500	6 500	6 500
598 Lycée Cité Elmour à Tataouine Nord	41 000	3 000	44 000	44 000
599 Lycée Abou El Kacem Chebbi à Tataouine Sud	37 000	3 300	40 300	40 300
600 Lycée de Bir Lahmar 2	33 000	1 400	34 400	34 400
601 Lycée Beni M'Hira à Smar	27 000	2 000	29 000	29 000
602 Lycée pilote - Tataouine Nord	36 000	2 000	38 000	38 000
<u>964 Etablissements du deuxième Cycle de l'Enseignement de base:</u>	<u>32 288 000</u>	<u>2 838 300</u>	<u>35 126 300</u>	<u>35 126 300</u>
<u>A- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tunis I :</u>	<u>1 399 000</u>	<u>150 200</u>	<u>1 549 200</u>	<u>1 549 200</u>
1 Collège avenue Bab Djedid - Tunis	32 000	3 300	35 300	35 300
2 Collège d'El Hafsa Tunis	30 000	2 600	32 600	32 600
3 Collège de Carthage Derrmech	43 000	5 800	48 800	48 800
4 Collège Place Leader - Tunis	31 000	3 300	34 300	34 300
5 Collège Ibn Rochd - Tunis	16 000	1 600	17 600	17 600
6 Collège rue Abderrazak Chraibi à Tunis	25 000	1 600	26 600	26 600
7 Collège rue du Maroc - Tunis	31 000	3 300	34 300	34 300
8 Collège d'Essarajine	16 000	1 600	17 600	17 600
9 Collège avenue Béchir Sfar - Tunis	14 000	1 600	15 600	15 600
10 Collège Cité El Khadra - Tunis	38 000	4 400	42 400	42 400
11 Collège avenue 15 Octobre 1961 à El Kabaria	34 000	4 400	38 400	38 400
12 Collège d'El Aouina	49 000	5 600	54 600	54 600
13 Collège rue de la Gare - Tunis	25 000	1 600	26 600	26 600
14 Collège rue Mejaz El Bab - Tunis	24 000	1 600	25 600	25 600
15 Collège rue El Hédi Chaker - Tunis	24 000	2 200	26 200	26 200
16 Collège El Ouardia à Tunis	43 000	5 000	48 000	48 000
17 Collège rue El Jahedi - le Kram	38 000	4 400	42 400	42 400
18 Collège rue des Tulipes El Ouardia	27 000	2 800	29 800	29 800
19 Collège Fadhel Ben Achour - La Marsa	33 000	4 400	37 400	37 400
20 Collège Cité Essalama - Kabaria 2	33 000	3 300	36 300	36 300
21 Collège Ibn Sina 1 à El Kabaria	34 000	3 300	37 300	37 300
22 Collège El Farabi à La-Goulette	28 000	2 200	30 200	30 200
23 Collège El Mourouj 2	45 000	3 300	48 300	48 300
24 Collège Assad Ibn Elfouqat El Kram Ouest	35 000	4 400	39 400	39 400
25 Collège rue des Glacières à Tunis	5 000	1 100	6 100	6 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
26	Collège rue de Lénine Tunis	34 000	4 400	38 400	38 400
27	Collège Cité Ibn Sina 2 - El Kabaria	32 000	3 300	35 300	35 300
28	Collège rue Skikda à Djebel Jeloud	29 000	3 300	32 300	32 300
29	Collège de Sidi Daoud	32 000	4 400	36 400	36 400
30	Collège avenue Taïeb M'Hiri - La Marsa	46 000	4 400	50 400	50 400
31	Collège 2 mars 1934 à Jebel Jeloud	27 000	3 300	30 300	30 300
32	Collège Sidi Amor à El Kram Ouest	27 000	3 300	30 300	30 300
33	Collège rue Louis Brug Cité El Khadira à Tunis	33 000	4 400	37 400	37 400
34	Collège de la Marsa	37 000	5 000	42 000	42 000
35	Collège Cité Riadh à la Marsa	31 000	4 400	35 400	35 400
36	Collège Pilote avenue Ali Trad à Tunis	39 000	4 400	43 400	43 400
37	Collège Technique d'El Ouardia	24 000	500	24 500	24 500
38	Collège Technique de la Goulette	13 000	600	13 600	13 600
39	Collège Pilote à Dhibéf El Bouhayra	48 000	5 600	53 600	53 600
40	Collège Technique Rue des Glacières à Tunis	12 000	300	12 300	12 300
41	Collège Technique Impasse Sidi Abderraouf Rue El Mar - Tunis	5 000	100	5 100	5 100
42	Collège Technique de Bab El Khadra - Tunis	5 000	500	5 500	5 500
43	Collège Technique Rue la Vienne El Ouardia	14 000	600	14 600	14 600
44	Collège Technique Rue de la Résistance à la Goulette	14 000	6 700	20 700	20 700
45	Collège Zoubeir Tourki à El Aouina 2	58 000	5 600	63 600	63 600
46	Collège Ibn Sina 3	29 000	2 200	31 200	31 200
47	Collège GammARTH Harrouch à Marsa	30 000	2 200	32 200	32 200
48	Collège plage Bleu à la Marsa	27 000	2 000	29 000	29 000
<u>B - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tunis II :</u>		<u>1 276 000</u>	<u>113 200</u>	<u>1 389 200</u>	<u>1 389 200</u>
49	Collège Cité Ibn Sina Ksar Said - le Bardo	26 000	1 700	27 700	27 700
50	Collège rue Habib Thameur le Bardo	35 000	3 900	38 900	38 900
51	Collège à Bir Kram El Omrane	34 000	3 500	37 500	37 500
52	Collège d'El Manar 2	40 000	3 100	43 100	43 100
53	Collège Beau Site El Menzah	28 000	2 200	30 200	30 200
54	Collège de Mellassine	28 000	2 600	30 600	30 600
55	Collège rue El Aghlab Temimi El Omrane	25 000	1 100	26 100	26 100
56	Collège "El Imam Ibn Arafa" Cité Souissi le Bardo	34 000	3 500	37 500	37 500
57	Collège Okba Ibn Nafaa à Hayriya	47 000	4 500	51 500	51 500
58	Collège Kheireddine - Le Bardo	42 000	5 300	47 300	47 300
59	Collège 20 mars 1956 à Sidi Hassine	31 000	2 500	33 500	33 500
60	Collège rue Errassas à El Menzah	27 000	3 300	30 300	30 300
61	Collège Cité Bongatia à Ezzaârouni	48 000	5 800	53 800	53 800
62	Collège d'El Manar 1	34 000	2 200	36 200	36 200
63	Collège rue Jughurta au Bardo	29 000	2 000	31 000	31 000
64	Collège El Agba	54 000	3 800	57 800	57 800
65	Collège rue Karouchi - Le Bardo	26 000	2 200	28 200	28 200
66	Collège rue 62140 de Cité El Aïn	29 000	2 500	31 500	31 500
67	Collège route Mejaz El Bab Sidi Hassine	43 000	5 700	48 700	48 700
68	Collège à Sidi Hassine 2	69 000	8 000	77 000	77 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		RESSOURCES PROPRES				
69 Collège Cité Bach Hamba - Ezzouhour	30 000	3 900	33 900	33 900		
70 Collège rue Ibn Hasnia Cité Ettahir	27 000	2 800	29 800	29 800		
71 Collège Ibn Khaldoun 4	24 000	1 600	25 600	25 600		
72 Collège rue Fattouma Bourguiba - Le Bardo	33 000	3 200	36 200	36 200		
73 Collège de la Cité Ibn Khaldoun	47 000	4 200	51 200	51 200		
74 Collège de Sejoumi	36 000	3 300	39 300	39 300		
75 Collège à El Omrane Supérieur	38 000	4 000	42 000	42 000		
76 Collège d'El Harayia	34 000	3 100	37 100	37 100		
77 Collège Ibn Khaldoun à El Omrane Supérieur	45 000	2 100	47 100	47 100		
78 Collège rue 20 mars 1956 à Sidi Hassine	30 000	2 800	32 800	32 800		
79 Collège de Sidi Hassine	35 000	2 100	37 100	37 100		
80 Collège Cité Omer El Mokhtar à Tunis 2	35 000	3 900	38 900	38 900		
81 Collège Abou El Kacem Chebbi à El Omrane	34 000	2 900	36 900	36 900		
82 Collège Technique Cité Ibn Khaldoun	29 000	1 400	30 400	30 400		
83 Collège Pilote à Kaznadar	33 000	300	33 300	33 300		
84 Collège Cité El Waha à El Agba 2	37 000	2 200	39 200	39 200		
C - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de l'Ariana :	1 376 000	119 400	1 495 400	1 495 400		
85 Collège Cité El Ghazal Ariana	70 000	6 400	76 400	76 400		
86 Collège 18 Janvier 1952 l'Ariana	61 000	4 400	65 400	65 400		
87 Collège Cité El Bousen Ariana	42 000	5 800	47 800	47 800		
88 Collège d'El Menzah VI	31 000	3 900	34 900	34 900		
89 Collège Borj Louzir l'Ariana	68 000	5 900	73 900	73 900		
90 Collège d'El Menzah V	31 000	2 900	33 900	33 900		
91 Collège Cité de la République M'Nihla	48 000	5 300	53 300	53 300		
92 Collège El Farabi - Jallfur	52 000	5 000	57 000	57 000		
93 Collège M'Nihla	42 000	3 500	45 500	45 500		
94 Collège Cité Ettadhamen	70 000	6 400	76 400	76 400		
95 Collège de Borj El Baccouche à l'Ariana	48 000	4 500	52 500	52 500		
96 Collège Cité El Mourouj - Kalâat El Andalous	39 000	3 300	42 300	42 300		
97 Collège Dar Fadhl - La Soukra	47 000	4 500	51 500	51 500		
98 Collège Cité El Bassatine - El M'Nihla	60 000	6 400	66 400	66 400		
99 Collège 9 avril 1938 à Cité Ettadhamen	32 000	3 500	35 500	35 500		
100 Collège Riadh Ennasr à l'Ariana	45 000	4 000	49 000	49 000		
101 Collège 18 janvier 1952 à Cité Ettadhamen	40 000	3 900	43 900	43 900		
102 Collège Cité Rafahia à El M'Nihla	29 000	2 200	31 200	31 200		
103 Collège de Sidi Thabet	54 000	5 900	59 900	59 900		
104 Collège de Raoued	83 000	6 100	89 100	89 100		
105 Collège Ettadhamen 5 à l'Ariana	27 000	2 100	29 100	29 100		
106 Collège à El M'Nihla Supérieur	30 000	2 600	32 600	32 600		
107 Collège de Kalâat El Andalous	43 000	4 000	47 000	47 000		
108 Collège Pilote à El Menzah 5 Ariana	41 000	2 000	43 000	43 000		
109 Collège Technique de l'Ariana	34 000	2 100	36 100	36 100		
110 Collège de Nkhilec	29 000	1 700	30 700	30 700		
111 Collège de Borj Touil	30 000	2 100	32 100	32 100		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
112 Collège Ibn Khaldoun à l'Ariana	57 000	3 000	60 000	60 000		
113 Collège Chotrana Sokra	36 000	2 000	38 000	38 000		
114 Collège Tawhida ben Chikh à El M'Nihla	27 000	2 000	29 000	29 000		
115 Collège Raoued 2 - Raoued	30 000	2 000	32 000	32 000		
<u>D - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Manouba :</u>	<u>1 243 000</u>	<u>105 600</u>	<u>1 348 600</u>	<u>1 348 600</u>		
116 Collège Echabbi à Mornaguija	44 000	3 300	47 300	47 300		
117 Collège Ennriadh à Jedaida	42 000	2 800	44 800	44 800		
118 Collège Khaznadar Den-Den Manouba	52 000	5 300	57 300	57 300		
119 Collège Ibu Sina Oued Ellil	73 000	6 900	79 900	79 900		
120 Collège rue Abou Taieb Moutanabi la Manouba	42 000	3 900	45 900	45 900		
121 Collège El Ahd El Jetid à El Battan	52 000	4 900	56 900	56 900		
122 Collège Ibno Rochd à Denden	36 000	1 600	37 600	37 600		
123 Collège Ulysse à Tebourba	45 000	3 400	48 400	48 400		
124 Collège de Douar Hicher	40 000	1 400	41 400	41 400		
125 Collège 20 mars Mornaguija	50 000	5 000	55 000	55 000		
126 Collège Cité de la Radio à Jedanda	50 000	5 300	55 300	55 300		
127 Collège Kheireddine à Manouba	33 000	3 800	36 800	36 800		
128 Collège Chabaou Oued Ellil	49 000	4 200	53 200	53 200		
129 Collège Ibn Rachik - Douar Hicher	57 000	4 800	61 800	61 800		
130 Collège 20 mars 1956 à Douar Hicher	48 000	4 000	52 000	52 000		
131 Collège Cité Errimel Tebourba	64 000	6 200	70 200	70 200		
132 Collège Cité Mouezia - Oued Ellil	44 000	4 000	48 000	48 000		
133 Collège Bir Zitoune à Tebourba	33 000	3 100	36 100	36 100		
134 Collège Abou El Kacem Chebbi à Douar Hicher	35 000	3 900	38 900	38 900		
135 Collège de Fejet-Khémaldien à Mornaguija	39 000	2 100	41 100	41 100		
136 Collège Ibn Khaldoun à Manouba	44 000	2 400	46 400	46 400		
137 Collège Cité Echabah à Douar Hicher	45 000	3 800	48 800	48 800		
138 Collège de Dekhila - Tebourba	33 000	2 000	35 000	35 000		
139 Collège de Borj El Amri	44 000	5 800	49 800	49 800		
140 Collège à Essaïda - Oued Ellil	44 000	4 900	48 900	48 900		
141 Collège Technique de Mornaguija	13 000	800	13 800	13 800		
142 Collège Technique de Manouba	12 000	1 200	13 200	13 200		
143 Collège Pilote de Manouba	50 000	2 800	52 800	52 800		
144 Collège Mornaguija - Mornaguija	30 000	2 000	32 000	32 000		
<u>E - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Ben Arous :</u>	<u>1 783 000</u>	<u>149 800</u>	<u>1 932 800</u>	<u>1 932 800</u>		
145 Collège Abou Abbès Ahmed Al Abyani à Boumhel	55 000	4 800	59 800	59 800		
146 Collège de Fouchana	52 000	5 200	57 200	57 200		
147 Collège Abdallah Farhat - Rades	35 000	3 600	38 600	38 600		
148 Collège 2 mars 1934 Ezzaïra	37 000	4 200	41 200	41 200		
149 Collège avenue de la République Hammam-Lif	32 000	3 200	35 200	35 200		
150 Collège Taieb M'hiri à Mégrine Riadhi	26 000	1 600	27 600	27 600		
151 Collège Mongi Slim à Sidi Rezig	32 000	3 500	35 500	35 500		
152 Collège Abou El Kacem Chebbi de Ben Arous	41 000	5 000	46 000	46 000		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
153 Collège Ahmed Ibn Abu Dhiaf à Mhamdia	46 000	4 500	50 500	50 500		
154 Collège la Nouvelle Medina	35 000	2 800	37 800	37 800		
155 Collège de Khélidia	39 000	4 000	43 000	43 000		
156 Collège Tahar El Haddad à Ben Arous	29 000	2 200	31 200	31 200		
157 Collège Moufida Bourguiba Hammam-Lif	31 000	2 200	33 200	33 200		
158 Collège de Nâassane	51 000	5 600	56 600	56 600		
159 Collège El Mourouj 3	31 000	2 300	33 300	33 300		
160 Collège Assad Ibn El Fourat Hammam Chott	45 000	3 100	48 100	48 100		
161 Collège Mustapha Kraïef Mhamdia	57 000	6 100	63 100	63 100		
162 Collège de Mornag	51 000	5 800	56 800	56 800		
163 Collège Mongi Slim Ezzahra	42 000	3 200	45 200	45 200		
164 Collège à El Mourouj 5	36 000	4 400	40 400	40 400		
165 Collège Cité Chaker Megrine	28 000	3 300	31 300	31 300		
166 Collège Cité Erromanna la Nouvelle Médina 3	50 000	4 800	54 800	54 800		
167 Collège 2 mars 1934 à Radès	76 000	6 700	82 700	82 700		
168 Collège de el Yasmine	40 000	3 500	43 500	43 500		
169 Collège à El Mourouj 6	49 000	3 100	52 100	52 100		
170 Collège Habib Thameur à Hammam-Lif	39 000	2 500	41 500	41 500		
171 Collège Abou El Hassan Ibn El Haithem à Mornag	49 000	5 100	54 100	54 100		
172 Collège à El Mourouj 1	33 000	3 300	36 300	36 300		
173 Collège à Bir El Bey	29 000	2 800	31 800	31 800		
174 Collège Cité El Ksar à M'Hamdia	73 000	7 300	80 300	80 300		
175 Collège Rachidia à El Mourouj 3	42 000	5 300	47 300	47 300		
176 Collège Tahar Sfar à El Mourouj 3	33 000	3 100	36 100	36 100		
177 Collège Cité Sportive à Radès	34 000	2 600	36 600	36 600		
178 Collège de Bou M'hel	35 000	3 200	38 200	38 200		
179 Collège Malmond El Messaïdi à Mornag	28 000	2 300	30 300	30 300		
180 Collège Technique de Ben Arous	11 000	800	11 800	11 800		
181 Collège Technique de Hammam-Lif	26 000	1 300	27 300	27 300		
182 Collège Technique de Radès	159 000	800	159 800	159 800		
183 Collège Mohamed Salah El Jebrî Cité Nozha Sultan à Hammam Echut	45 000	3 400	48 400	48 400		
184 Collège Pilote à Megrine	45 000	3 300	48 300	48 300		
185 Collège à M'Hamdia	26 000	2 000	28 000	28 000		
186 Collège Rades plage-Rades	30 000	2 000	32 000	32 000		
<u>F - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Zaghouan :</u>	<u>570 000</u>	<u>49 500</u>	<u>619 500</u>	<u>619 500</u>		
187 Collège Tahar ElHaddad à Hammam Zriba	57 000	4 100	61 100	61 100		
188 Collège Abou El Kacem Echebbi à El Fahs	30 000	3 800	33 800	33 800		
189 Collège Ibn Rochd à Nadhour	37 000	3 500	40 500	40 500		
190 Collège Kheireddine El Fahs	52 000	3 900	55 900	55 900		
191 Collège El Hnaya Zaghouan	27 000	2 200	29 200	29 200		
192 Collège avenue de l'Indépendance Zaghouan	27 000	2 300	29 300	29 300		
193 Collège Ibn Sima à Smiha	27 000	1 300	28 300	28 300		
194 Collège Okba Ibn Nafaa à Saouef	36 000	2 800	38 800	38 800		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			SUBVENTION DE L'ETAT		
	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES				
195 Collège Ibn Khaldoun à El Fahs	37 000	5 000	42 000	42 000		
196 Collège Cité El Araies - Zaghouan	28 000	2 200	30 200	30 200		
197 Collège 9 avril 1938 à Mogren	29 000	2 100	31 100	31 100		
198 Collège Habib Thameur à Bir Mécharga	29 000	3 400	32 400	32 400		
199 Collège Farhat Hached à Sidi Néji	31 000	3 300	34 300	34 300		
200 Collège Farhat Hached à Zriba Village	14 000	1 300	15 300	15 300		
201 Collège de Sidi Aouideté	13 000	1 000	14 000	14 000		
202 Collège Ibn Abu Dhiaf à Zaghouan	5 000	1 300	6 300	6 300		
203 Collège de Jebel El Wast	17 000	1 600	18 600	18 600		
204 Collège Ibn El Jazza à Ennadrour	33 000	2 800	35 800	35 800		
205 Collège à Bousslim	15 000	800	15 800	15 800		
206 Collège Technique de Zaghouan	14 000	500	14 500	14 500		
207 Collège Technique de Fahs	12 000	300	12 300	12 300		
<u>G - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Bizerte :</u>	<u>1 688 000</u>	<u>151 600</u>	<u>1 839 600</u>	<u>1 839 600</u>		
208 Collège Bouldris Bizerte	31 000	2 800	33 800	33 800		
209 Collège Pilote Farhat Hached à Bizerte	31 000	2 500	33 500	33 500		
210 Collège Habib El Haddad Bizerte	57 000	5 600	62 600	62 600		
211 Collège El Kehnia Menzel Bourguiba	28 000	2 800	30 800	30 800		
212 Collège Pasteur Mateur	5 000	2 500	7 500	7 500		
213 Collège Ibn Abu Dhiaf Menzel Bourguiba	25 000	1 400	26 400	26 400		
214 Collège de Metline	45 000	5 000	50 000	50 000		
215 Collège de Rafraf	37 000	3 200	40 200	40 200		
216 Collège de Ghar El Melh	27 000	2 500	29 500	29 500		
217 Collège de Jounine	69 000	6 100	75 100	75 100		
218 Collège rue de Tunis Tinja	29 000	2 800	31 800	31 800		
219 Collège 9 avril Menzel Bourguiba	36 000	3 400	39 400	39 400		
220 Collège Ibn Sirha à El Alia	30 000	2 800	32 800	32 800		
221 Collège de Ras Jebel	53 000	5 800	58 800	58 800		
222 Collège Ibn Charaf Menzel Bourguiba	35 000	3 600	38 600	38 600		
223 Collège à Durn Héni	16 000	1 400	17 400	17 400		
224 Collège de Zurzouna	29 000	2 900	31 900	31 900		
225 Collège de Aousja	29 000	3 100	32 100	32 100		
226 Collège de Sejanne	54 000	6 400	60 400	60 400		
227 Collège Evacuation Bizerte	31 000	3 100	34 100	34 100		
228 Collège de Mateur 2	30 000	3 100	33 100	33 100		
229 Collège Zehama	47 000	4 400	51 400	51 400		
230 Collège de Ghezala	76 000	5 300	81 300	81 300		
231 Collège de Menzel Jamil	32 000	2 800	34 800	34 800		
232 Collège rue Salah Eddine El Ayoubi Ras Jebel	35 000	3 900	38 900	38 900		
233 Collège Habib Bougatfa Bizerte	44 000	5 300	49 300	49 300		
234 Collège de Tamra	35 000	1 900	36 900	36 900		
235 Collège de Henchir Mchline	37 000	2 800	39 800	39 800		
236 Collège El Ahd El Jedid - El Alia	36 000	3 600	39 600	39 600		
237 Collège avenue Bourguiba - Bizerte	33 000	3 800	36 800	36 800		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
238 Collège El Hayette à Mateur - Bizerte	33 000	3 500	36 500	36 500		
239 Collège Cité El Ikbale à Tinja	30 000	2 500	32 500	32 500		
240 Collège de Menzel Abderrahmane	32 000	3 500	35 500	35 500		
241 Collège de Mateur	45 000	3 100	48 100	48 100		
242 Collège Bouchemla à Zarzouna	32 000	4 200	36 200	36 200		
243 Collège de Jebel Semmene à Joumine	34 000	1 900	35 900	35 900		
244 Collège Route de Tunis à Mateur	33 000	2 200	35 200	35 200		
245 Collège Salmoun 3 à Menzel Bourguiba	35 000	2 500	37 500	37 500		
246 Collège de sejenane 2	44 000	2 600	46 600	46 600		
247 Collège de Menzel Jemil 2	29 000	2 800	31 800	31 800		
248 Collège de Khetmine	26 000	1 600	27 600	27 600		
249 Collège de Pecherie - Bizerte	33 000	3 300	36 300	36 300		
250 Collège Technique de Mateur	25 000	800	25 800	25 800		
251 Collège Technique de Menzel Jemil	25 000	700	25 700	25 700		
252 Collège Technique de Menzel Bourguiba	23 000	1 400	24 400	24 400		
253 Collège Technique de Bizerte	27 000	1 500	28 500	28 500		
254 Collège Hedi chaker - Bizerte	52 000	4 900	56 900	56 900		
255 Collège de sejenane 3	28 000	2 000	30 000	30 000		
II- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Nabeul :	1 968 000	194 000	2 162 000	2 162 000		
256 Collège de Soliman	73 000	7 600	80 600	80 600		
257 Collège Karal Sassi Korba	29 000	2 200	31 200	31 200		
258 Collège Asmar à Kélibia	44 000	4 200	48 200	48 200		
259 Collège Taher Haded Nabeul	60 000	7 600	67 600	67 600		
260 Collège Avenue Bourguiba à Korba	80 000	10 300	90 300	90 300		
261 Collège à Errainine	29 000	2 200	31 200	31 200		
262 Collège de Somaâ	28 000	2 600	30 600	30 600		
263 Collège de Tazerka	26 000	3 100	29 100	29 100		
264 Collège de Azmour	24 000	1 600	25 600	25 600		
265 Collège de Zaoui M'Guaz	30 000	2 200	32 200	32 200		
266 Collège à Bir Bourregba	47 000	3 900	50 900	50 900		
267 Collège à Grombalia	50 000	5 900	55 900	55 900		
268 Collège à Boukrim	15 000	1 500	16 500	16 500		
269 Collège de Zaouit Ejidji	15 000	1 700	16 700	16 700		
270 Collège à Menzel Hor	32 000	1 900	33 900	33 900		
271 Collège à Saheb Jebel	24 000	2 100	26 100	26 100		
272 Collège à Maâmoura	24 000	2 500	26 500	26 500		
273 Collège de Fondk Jedid	42 000	3 400	45 400	45 400		
274 Collège Rue Hédi Wali à Hammamet	59 000	7 000	66 000	66 000		
275 Collège de Skalba	25 000	2 300	27 300	27 300		
276 Collège avenue de la République à Menzel Témime	41 000	3 900	44 900	44 900		
277 Collège avenue de Tunis à Kélibia	31 000	4 200	35 200	35 200		
278 Collège à El Haouaria	38 000	3 100	41 100	41 100		
279 Collège à El Kermia - Grombalia	15 000	1 600	16 600	16 600		
280 Collège de Menzel Bouzella	53 000	6 900	59 900	59 900		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
281 Collège Place des Martyrs à Nabeul	31 000	3 200	34 200	34 200		
282 Collège Abou El Kacem Echbebi à Hammamet	53 000	6 100	59 100	59 100		
283 Collège Habib Bourguiba à Grombalia	34 000	3 100	37 100	37 100		
284 Collège El Ahd El Jelid à Nabeul	51 000	5 600	56 600	56 600		
285 Collège El Ahd El Jelid à Korba	28 000	2 400	30 400	30 400		
286 Collège Farha Hached à Hammamet	42 000	3 400	45 400	45 400		
287 Collège Tahar Ben Achour à Dar Chaâbane El Fehri	48 000	4 400	52 400	52 400		
288 Collège Ali Belhouane à Kelibia	50 000	5 600	55 600	55 600		
289 Collège à El Mida	49 000	6 200	55 200	55 200		
290 Collège de Dar-Allouche	28 000	2 500	28 500	28 500		
291 Collège Mohamed El Bachrouchi à Dar Chaâbane El Fehri	48 000	5 300	53 300	53 300		
292 Collège 23 janvier 1952 à Béni Khalid	70 000	5 900	75 900	75 900		
293 Collège de Bouargoub	65 000	7 800	72 800	72 800		
294 Collège de Chirifette - Soliman	31 000	2 500	33 500	33 500		
295 Collège à Ralima - Menzel Bouzella	27 000	1 700	28 700	28 700		
296 Collège de Takelsa	51 000	5 300	56 300	56 300		
297 Collège Technique de Nabeul	31 000	1 500	32 500	32 500		
298 Collège Technique de Grombalia	16 000	1 000	17 000	17 000		
299 Collège de Beni Khiar	58 000	6 000	64 000	64 000		
300 Collège rue El Andalous à Menzel Temime	64 000	7 900	71 900	71 900		
301 Collège de Korba	26 000	500	26 500	26 500		
302 Collège Technique de Béni Khalid	12 000	700	12 700	12 700		
303 Collège Technique de Menzel Temime	12 000	1 100	13 100	13 100		
304 Collège Technique de Kélibia	12 000	600	12 600	12 600		
305 Collège Technique de Soliman	12 000	800	12 800	12 800		
306 Collège de Nyanou	16 000	1 900	17 900	17 900		
307 Collège Pilote Moncef Bey à Nabeul	36 000	3 000	39 000	39 000		
308 Collège de Sidi Jéridi à Hammamet	35 000	2 500	37 500	37 500		
<u>I. Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Béja :</u>	<u>962 000</u>	<u>67 600</u>	<u>1 029 600</u>	<u>1 029 600</u>		
309 Collège Mongi Slim de Mejaz El Bab	29 000	2 800	31 800	31 800		
310 Collège Tahar Haddad Mejaz El Bab	34 000	2 300	36 300	36 300		
311 Collège Habib Bourguiba à Teboursouk	39 000	2 400	41 400	41 400		
312 Collège Ibn El Jazzar de Ouechta	25 000	2 100	27 100	27 100		
313 Collège Ibn Rochd de Testour	26 000	1 400	27 400	27 400		
314 Collège Ibn Khaldoun de Mâagoula Béja	24 000	1 700	25 700	25 700		
315 Collège Kheireddine Pacha Sidi Ismaïl de Béja	34 000	2 200	36 200	36 200		
316 Collège Ibn Rachik d'Oued Ezzarga	26 000	2 200	28 200	28 200		
317 Collège Ibn Arafa de Mehala Béja	33 000	3 400	36 400	36 400		
318 Collège Taïeb M'hîfi de Goussa	27 000	1 200	28 200	28 200		
319 Collège Ibn Charaf de Nefza	63 000	4 700	67 700	67 700		
320 Collège avenue Bourguiba Béja	30 000	2 900	32 900	32 900		
321 Collège Fadhel Ben Achour de Slouquia	27 000	1 400	28 400	28 400		
322 Collège Jougthia de Toukaber	14 000	800	14 800	14 800		
323 Collège Furtat Hached route Kassem Béja	5 000	700	5 700	5 700		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
324	Collège Farihat Hached à Goubellat	31 000	1 100	32 100	32 100
325	Collège El Ayadhi El Béja à Béja	49 000	3 000	52 000	52 000
326	Collège Ben Sahl - Testour	27 000	2 200	29 200	29 200
327	Collège Ibn Sina à Aïn doum	30 000	3 100	33 100	33 100
328	Collège Ali Kalsadi à Béja	40 000	3 300	43 300	43 300
329	Collège Cité Ibn Khaldoun à Thibar	30 000	1 200	31 200	31 200
330	Collège Errachid à Béja	25 000	2 200	27 200	27 200
331	Collège Abou El Kacem Chebbi à Tébaba	36 000	1 200	37 200	37 200
332	Collège Teboursouk-Jeddan Essouk	25 000	1 700	26 700	26 700
333	Collège Mahmoud El Messaïdi à Néfza	35 000	2 900	37 900	37 900
334	Collège la Liberté avenue de Bourguiba à Béja	23 000	1 700	24 700	24 700
335	Collège Goubellat	16 000	1 400	17 400	17 400
336	Collège Technique de Mejaz El Bah	13 000	500	13 500	13 500
337	Collège de Béja Mustakbel	31 000	2 800	33 800	33 800
338	Collège Technique de Béja	13 000	700	13 700	13 700
339	Collège Technique de Nefza	20 000	800	20 800	20 800
340	Collège Technique de Teboursouk	11 000	300	11 300	11 300
341	Collège Ibn Baytar Mjez El bah	41 000	3 300	44 300	44 300
342	Collège pilote - Béja nord	30 000	2 000	32 000	32 000
<u>J.- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Jendouba :</u>		<u>1 273 000</u>	<u>102 600</u>	<u>1 375 600</u>	<u>1 375 600</u>
343	Collège El Morjène Tabarka	35 000	2 500	37 500	37 500
344	Collège Pilote de Jendouba	38 000	2 000	40 000	40 000
345	Collège Mustapha Kheraïef Jendouba	44 000	3 300	47 300	47 300
346	Collège de Bousalem	46 000	3 900	49 900	49 900
347	Collège de Bon Aoun	24 000	1 100	25 100	25 100
348	Collège de Babouch	32 000	1 600	33 600	33 600
349	Collège de Souk Essebt	33 000	3 300	36 300	36 300
350	Collège de Bellareggi	44 000	3 300	47 300	47 300
351	Collège de Ain Draham	36 000	3 300	39 300	39 300
352	College de Ghardimaou	41 000	3 600	44 600	44 600
353	Collège de Balta	34 000	2 300	36 300	36 300
354	Collège à Ain Sobh	36 000	2 900	38 900	38 900
355	Collège de Béni M'Tir	32 000	1 100	33 100	33 100
356	Collège 2 mars 1934 Jendouba	31 000	1 600	32 600	32 600
357	Collège 4 avril 1938 Oued MLiz	47 000	3 900	50 900	50 900
358	Collège Hédi Ben Hassen Jendouba	45 000	4 400	49 400	49 400
359	Collège Boussalem la Gare	42 000	4 800	46 800	46 800
360	Collège Ain Soltane	32 000	2 000	34 000	34 000
361	Collège de Fernana	57 000	4 400	61 400	61 400
362	College route de Tunis Jendouba	38 000	3 900	41 900	41 900
363	Collège Cité El Khadira à Bousalem	34 000	3 300	37 300	37 300
364	Collège Sidi Belgacem à Ghardimaou	36 000	2 800	38 800	38 800
365	Collège 18 Janvier 1952 à Tabarka	61 000	6 800	67 800	67 800
366	Collège de Ain El Beya	42 000	3 200	45 200	45 200

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
367 Collège Souk El Jomaa	32 000	2 400	34 400	34 400		
368 Collège de Hammam Bourguiba	40 000	2 800	42 800	42 800		
369 Collège Hédi Khélib à Bousalem	33 000	2 800	35 800	35 800		
370 Collège Al Ahd Eljadjid à Ghardimaou	38 000	3 200	41 200	41 200		
371 Collège de Jendouba Sud	40 000	6 100	46 100	46 100		
372 Collège de Fermana 2	37 000	3 000	40 000	40 000		
373 Collège El Jalil à Ghardimaou	36 000	2 900	38 900	38 900		
374 Collège Technique de Jendouba	24 000	300	24 300	24 300		
375 Collège 9 Avril 1938 Jendoubâ	37 000	3 300	40 300	40 300		
376 Collège Technique de Ghardimaou	16 000	500	16 500	16 500		
K - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional du Kef :	809 000	59 600	868 600	868 600		
377 Collège El Imam Sôlomon à Dahmani	32 000	1 900	33 900	33 900		
378 Collège de Kalâat Sunne	43 000	3 100	46 100	46 100		
379 Collège de Neber	35 000	3 200	38 200	38 200		
380 Collège "Ibn Khaldoun" Le Kef	44 000	4 800	48 800	48 800		
381 Collège de Tajerounine	15 000	700	15 700	15 700		
382 Collège de Touiref	28 000	1 500	29 500	29 500		
383 Collège El Iman ibn Arafa à Sers	34 000	3 100	37 100	37 100		
384 Collège "Jugurtha" Le Kef	28 000	2 100	30 100	30 100		
385 Collège de Menzel Salem	16 000	600	16 600	16 600		
386 Collège Abou El Kacem Echabi à Dâloumani	44 000	3 600	47 600	47 600		
387 Collège à El Ksour	31 000	1 900	32 900	32 900		
388 Collège Abou El Kacem Chabbi Tajerounine	33 000	3 000	36 000	36 000		
389 Collège de Borj El Ifât	28 000	2 400	30 400	30 400		
390 Collège de Jerissa	31 000	2 200	33 200	33 200		
391 Collège de Sidi M'hir	15 000	700	15 700	15 700		
392 Collège de Sidi Rabeh	16 000	600	16 600	16 600		
393 Collège de Kalââ El Khasba	26 000	1 600	27 600	27 600		
394 Collège du Sers	35 000	3 500	38 500	38 500		
395 Collège de Barnoussa	39 000	3 600	42 600	42 600		
396 Collège de la Cité El intilaka - Sakiet Sidi Youssef	32 000	3 500	35 500	35 500		
397 Collège Ibn Sina Le Kef	31 000	1 400	32 400	32 400		
398 Collège Cité Eddir - Le Kef	26 000	2 000	28 000	28 000		
399 Collège Soumâ El Ineb - Le Kef	29 000	1 600	30 600	30 600		
400 Collège Ibn El Haithem à Tejerounne	25 000	1 600	26 600	26 600		
401 Collège Pilotc - Le Kef Est	39 000	2 800	41 800	41 800		
402 Collège Ibn Ennasîs à El Ksour	30 000	2 100	32 100	32 100		
403 Collège Technique du Kef	24 000	500	24 500	24 500		
L - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Siliana :	766 000	55 400	821 400	821 400		
404 Collège Abou El Kacem Chebbi à Rouhia	40 000	3 000	43 000	43 000		
405 Collège à El Aroussa	27 000	2 200	29 200	29 200		
406 Collège de Gaâfour	25 000	2 400	27 400	27 400		
407 Collège Sayar Makhar	28 000	1 600	29 600	29 600		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
408 Collège Abou El Kacem Chebbi à Siliana	46 000	3 100	49 100	49 100		
409 Collège Ibn Abi Dhina El Kantara	27 000	2 800	29 800	29 800		
410 Collège Ibn Arafa Lakhouet	27 000	1 300	28 300	28 300		
411 Collège Ibn Charaf - Borj El Messaoudi	30 000	1 900	31 900	31 900		
412 Collège Ibn Rochd Makthar	48 000	3 900	51 900	51 900		
413 Collège de Bou Arada	60 000	4 200	64 200	64 200		
414 Collège de Kesra	48 000	4 100	52 100	52 100		
415 Collège de Sidi Bourouis	38 000	3 900	41 900	41 900		
416 Collège à Errouhia	54 000	3 600	57 600	57 600		
417 Collège de Bargou	48 000	3 300	51 300	51 300		
418 Collège Cité Ennour Siliana	37 000	3 600	40 600	40 600		
419 Collège à El Krib	48 000	3 600	51 600	51 600		
420 Collège de Makthar	38 000	3 100	41 100	41 100		
421 Collège Technique de Siliana	7 000	300	7 300	7 300		
422 Collège Technique de Gaâfour	15 000	100	15 100	15 100		
423 Collège Technique de Makthar	9 000	200	9 200	9 200		
424 Collège El Hebabsa à Rouhia	43 000	1 600	44 600	44 600		
425 Collège El Mansoura Siliana	23 000	1 600	24 600	24 600		
M - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Kasserine :	<u>1 463 000</u>	<u>117 900</u>	<u>1 580 900</u>	<u>1 580 900</u>		
426 Collège El Abedla Sheitla	33 000	3 400	36 400	36 400		
427 Collège Mejel Bel Abbès	48 000	4 000	52 000	52 000		
428 Collège Cité Ennour Kasserine	39 000	4 000	43 000	43 000		
429 Collège de Hassi El Ferid	45 000	4 400	49 400	49 400		
430 Collège Cité Ezzoulhour Kasserine	57 000	5 900	62 900	62 900		
431 Collège de Télépte	39 000	4 700	43 700	43 700		
432 Collège Ibn El Fourat de Thala	24 000	1 500	25 500	25 500		
433 Collège El Ayoun	62 000	5 700	67 700	67 700		
434 Collège 25 Juillet 1957 de Thala	58 000	3 600	61 600	61 600		
435 Collège Pilote Ibn Rochd à Kasserine	46 000	2 500	48 500	48 500		
436 Collège Cité El Khadra Sheitla	53 000	4 200	57 200	57 200		
437 Collège Sidi Shil	38 000	2 500	40 500	40 500		
438 Collège Cité El Fath à Kasserine	57 000	6 400	63 400	63 400		
439 Collège Bouzgarn	37 000	3 400	40 400	40 400		
440 Collège Khlouda	41 000	2 800	43 800	43 800		
441 Collège Lahouach	43 000	4 700	47 700	47 700		
442 Collège Echerrai	32 000	2 800	34 800	34 800		
443 Collège Ain Khemaisia	33 000	2 500	35 500	35 500		
444 Collège Doghra	33 000	2 100	35 100	35 100		
445 Collège de Rakdimethi	33 000	2 900	35 900	35 900		
446 Collège Ibn Arafa à Sbila	37 000	2 400	39 400	39 400		
447 Collège de Foussana	46 000	3 300	49 300	49 300		
448 Collège de Sbiba	52 000	4 100	56 100	56 100		
449 Collège à Foussana 2	45 000	3 500	48 500	48 500		
450 Collège Cité El Bassatine à Kasserine	40 000	4 300	44 300	44 300		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
451	Collège de Feriana	38 000	4 300	42 300	42 300
452	Collège Ibn Khaldoun à Kasserine	36 000	3 200	39 200	39 200
453	Collège de Jedliane	41 000	3 600	44 600	44 600
454	Collège Sahraoui à Foussana	23 000	1 000	24 000	24 000
455	Collège Mahmoud El Messaadi à Sibba	49 000	3 300	52 300	52 300
456	Collège Kheireddine Bacha à Majel Bel Abbes	36 000	3 000	39 000	39 000
457	Collège Technique de Kasserine	27 000	300	27 300	27 300
458	Collège de Sbeitla	25 000	2 200	27 200	27 200
459	Collège technique de Feriana	36 000	300	36 300	36 300
460	Collège Maksem Ettourab - Hassi El Ferid- Kasserine	28 000	1 100	29 100	29 100
461	Collège Hidra- Hidra	27 000	2 000	29 000	29 000
462	Collège essourou de Sbeitla	26 000	2 000	28 000	28 000
<u>N – Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sousse :</u>		<u>1 664 000</u>	<u>181 900</u>	<u>1 845 900</u>	<u>1 845 900</u>
463	Collège Pilote Porte Nord - Sousse	47 000	3 600	50 600	50 600
464	Collège 2 mars 1934 M'Saken	63 000	7 800	70 800	70 800
465	Collège Al Ahd El Jadid à M'Saken	29 000	2 000	31 000	31 000
466	Collège rue Constantine à Sousse	28 000	4 000	32 000	32 000
467	Collège Tahar El Haddad à Kalâa Kébirâ	54 000	5 900	59 900	59 900
468	Collège de M'Saken	32 000	4 000	36 000	36 000
469	Collège de Zaouia, Ksiba et Thrayet	63 000	9 200	72 200	72 200
470	Collège Hergla	24 000	1 900	25 900	25 900
471	Collège à Sidi El Héni	34 000	3 300	37 300	37 300
472	Collège rue de Soudan Sousse	24 000	2 400	26 400	26 400
473	Collège à El Knaites	26 000	1 600	27 600	27 600
474	Collège de Borjine	26 000	2 000	28 000	28 000
475	Collège de Kendar	40 000	3 900	43 900	43 900
476	Collège Cité Khezama Sousse	27 000	2 200	29 200	29 200
477	Collège Saïloul Hammam-Sousse	53 000	6 700	59 700	59 700
478	Collège rue El Adjmi Ben Saïd Kalâa Kébirâ	31 000	3 300	34 300	34 300
479	Collège Lotfi Cortas	33 000	3 600	36 600	36 600
480	Collège de Sidi Bor Ali	33 000	3 400	36 400	36 400
481	Collège Messâidine	27 000	3 500	30 500	30 500
482	Collège Cité Ezzouïne Sousse	34 000	3 900	37 900	37 900
483	Collège de la Cité Erriadh Sousse	46 000	4 500	50 500	50 500
484	Collège Ali Belhouane Kalâa Kébirâ	27 000	2 800	29 800	29 800
485	Collège Mohamed El Hedi Amri à Kalâa Séghira	45 000	4 700	49 700	49 700
486	Collège Mohamed El Aroni de Sousse	62 000	11 200	73 200	73 200
487	Collège de Bou Hassina	31 000	2 800	33 800	33 800
488	Collège Cité El Yassamine - Enfidha	33 000	3 500	36 500	36 500
489	Collège El Bhaïr - Hammam Sousse	34 000	3 400	37 400	37 400
490	Collège à Sousse-Nouvelle	45 000	4 700	49 700	49 700
491	Collège Cité Zahra à Sousse	44 000	5 400	49 400	49 400
492	Collège à M'Saken 2	55 000	6 400	61 400	61 400
493	Collège route de Zaghouan à Enfidha	51 000	6 100	57 100	57 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES			
494 Collège El Farabi à Kalaâ Kébir	32 000	3 900	35 900	35 900		
495 Collège Ahmed El Aouani à Sidi Bou Ali	25 000	2 300	27 300	27 300		
496 Collège El Bairouni à Enfidha	42 000	4 800	46 800	46 800		
497 Collège rue de l'environnement à Akouda	40 000	5 000	45 000	45 000		
498 Collège Tarek Ibn Ziad à Khezama-Est - Sousse	27 000	2 500	29 500	29 500		
499 Collège Cité Riadhi 5 à Sousse	33 000	4 700	37 700	37 700		
500 Collège de Bouficha	59 000	5 800	64 800	64 800		
501 Collège Ibn Arfa à Sidi Abdel Hamid - Sousse	28 000	2 900	30 900	30 900		
502 Collège à Kalaâ Séghira	35 000	4 000	39 000	39 000		
503 Collège El Jawhara à Sahloul - Sousse	30 000	3 800	33 900	33 900		
504 Collège Technique de Sousse	12 000	1 900	13 900	13 900		
505 Collège Technique d'Enfidha	12 000	1 400	13 400	13 400		
506 Collège Technique d'Akouda	16 000	400	16 400	16 400		
507 Collège Technique de Kalaâ Kébir	10 000	1 100	11 100	11 100		
508 Collège Technique de Sidi Bou Ali	12 000	500	12 500	12 500		
509 Collège Technique de M'Saken	22 000	2 000	24 000	24 000		
510 Collège May Jribi Cité Erriadh Sousse	28 000	1 100	29 100	29 100		
<u>O_ Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Kairouan :</u>	<u>1 612 000</u>	<u>149 800</u>	<u>1 761 800</u>	<u>1 761 800</u>		
511 Collège Dar El Amri Kairouan	40 000	5 600	45 600	45 600		
512 Collège Markez Bouhajla	48 000	5 000	53 000	53 000		
513 Collège Cherarda	42 000	3 900	45 900	45 900		
514 Collège 2 mars 1934 à Kairouan	40 000	5 200	45 200	45 200		
515 Collège El Houssari Kairouan	39 000	4 400	43 400	43 400		
516 Collège de Menzel M'Hir Nasrallah	35 000	3 300	38 300	38 300		
517 Collège de Haffouz	44 000	4 700	48 700	48 700		
518 Collège El Imam Souliman à Bouhajla	44 000	4 800	48 800	48 800		
519 Collège de Oueslatia	43 000	5 400	48 400	48 400		
520 Collège de Obika	48 000	4 900	52 900	52 900		
521 Collège de Ain Jeloula Queslatia	35 000	2 900	37 900	37 900		
522 Collège Ibn Abi Dhiaf à Hajeb El Ayoun	37 000	4 100	41 100	41 100		
523 Collège à El Kabbara Nasrallah	26 000	1 400	27 400	27 400		
524 Collège Dar El Jamâa Sbikha	35 000	3 200	38 200	38 200		
525 Collège à El M'said - El Ala	30 000	2 200	32 200	32 200		
526 Collège Bir El Wesfan Cherarda	30 000	2 500	32 500	32 500		
527 Collège de Jebna - Bouhajla	28 000	1 700	29 700	29 700		
528 Collège à El Mansoura Kairouan	37 000	4 400	41 400	41 400		
529 Collège Ibn El-Héni à Kairouan	40 000	4 400	44 400	44 400		
530 Collège de Zemla - Haïffouz	33 000	2 200	35 200	35 200		
531 Collège de Sbikha	46 000	3 400	49 400	49 400		
532 Collège de Nasrallah	34 000	3 300	37 300	37 300		
533 Collège à El Ala	32 000	5 000	37 000	37 000		
534 Collège Ibn Rochd à Sbikha	35 000	3 400	38 400	38 400		
535 Collège de Hajeb El Ayoun	37 000	3 900	40 900	40 900		
536 Collège Cité Zayatine à Haïffouz	32 000	3 300	35 300	35 300		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		RESSOURCES PROPRES				
537 Collège Ibn Charaf à Kairouan	30 000	2 900	32 900	32 900		
538 Collège de Rakada - Kairouan	37 000	4 500	41 500	41 500		
539 Collège Assad Ibn El Fourat à Kairouan	42 000	3 900	45 900	45 900		
540 Collège Chebbi à Oueslatia	28 000	2 200	30 200	30 200		
541 Collège à El Baten à Kairouan	26 000	1 900	27 900	27 900		
542 Collège de Dhibette à El Ala	12 000	1 300	13 300	13 300		
543 Collège Mongi Slim à Sbikha	30 000	3 300	33 300	33 300		
544 Collège de Bouhajla	47 000	4 400	51 400	51 400		
545 Collège El Manar à Kairouan	30 000	2 500	32 500	32 500		
546 Collège à El Ala El Habib	25 000	2 000	27 000	27 000		
547 Collège El Manara - Nasrallah	14 000	1 000	15 000	15 000		
548 Collège Sidi Saad - Nasrallah	13 000	1 000	14 000	14 000		
549 Collège Abou Zoumâ El Balaoui à Kairouan	30 000	2 400	32 400	32 400		
550 Collège de Sidi Ali Ben Salem	25 000	1 900	26 900	26 900		
551 Collège Technique de Haffouz	15 000	500	15 500	15 500		
552 Collège Beit El Hikma à Kairouan	28 000	2 200	30 200	30 200		
553 Collège Es-Serja à Hajeb El Ayoun	27 000	1 900	28 900	28 900		
554 Collège Chouayhia à Cherarda	26 000	2 000	28 000	28 000		
555 Collège Technique Rue Fès Kairouan	27 000	1 200	28 200	28 200		
556 Collège Technique de Nasrallah	15 000	500	15 500	15 500		
557 Collège Technique de Bouhajla	14 000	2 200	16 200	16 200		
558 Collège Pilote Jââfar Majed à Kairouan	49 000	2 900	51 900	51 900		
559 Collège de Ksar El -Lumsa à Oueslatia	24 000	1 600	25 600	25 600		
560 Collège El Khadra Kairouan	28 000	1 100	29 100	29 100		
P - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Monastir :	1 591 000	197 800	1 788 800	1 788 800		
561 Collège Cité El Fath Jammel	53 000	5 600	58 600	58 600		
562 Collège de Bembia	40 000	6 900	46 900	46 900		
563 Collège Amirat Touzra Moknina	26 000	2 000	28 000	28 000		
564 Collège Sidi Bennour Moknina	14 000	1 400	15 400	15 400		
565 Collège de Amirat El Hajjej - Moknina	25 000	2 100	27 100	27 100		
566 Collège Moufida Bourguiba à Monastir	35 000	5 300	40 300	40 300		
567 Collège de Ksar Hellal	41 000	6 700	47 700	47 700		
568 Collège Tahar Haded de Moknina	52 000	6 000	58 000	58 000		
569 Collège 3 janvier 1934 Ksar Hellal	47 000	5 600	52 600	52 600		
570 Collège de Sahline	35 000	5 300	40 300	40 300		
571 Collège Ali Bourguiba de Monastir	37 000	3 600	40 600	40 600		
572 Collège Ettahadi à Khénis	36 000	4 900	40 900	40 900		
573 Collège Haj Mabrouk Lazrak de Menzel Nour	39 000	4 800	43 800	43 800		
574 Collège Zaouiet Kontech	25 000	2 900	27 900	27 900		
575 Collège de Touza	26 000	3 900	29 900	29 900		
576 Collège de Chrahil	25 000	1 700	26 700	26 700		
577 Collège de Menzel Fersi	14 000	1 600	15 600	15 600		
578 Collège de Menzel Kamel	28 000	2 800	30 800	30 800		
579 Collège de Teboulba	50 000	6 100	56 100	56 100		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
580 Collège de Jemmel	52 000	6 100	58 100	58 100		
581 Collège Mahmoud Ben Dhia à Moknina	34 000	5 800	39 800	39 800		
582 Collège de Ksibet El Mediouni	31 000	4 000	35 000	35 000		
583 Collège de Bennéne	37 000	4 100	41 100	41 100		
584 Collège de Bekalta	42 000	4 400	46 400	46 400		
585 Collège avenue Bourguiba - Téboulba	40 000	4 900	44 900	44 900		
586 Collège de Amiral Floni	15 000	2 200	17 200	17 200		
587 Collège 2 mars 1934 à Ouerdanine	33 000	4 000	37 000	37 000		
588 Collège de Sayada	35 000	6 100	41 100	41 100		
589 Collège El Imtiyaze à Monastir	50 000	6 900	56 900	56 900		
590 Collège de Zaremdine	41 000	6 700	47 700	47 700		
591 Collège de Béni Hassen	36 000	3 100	39 100	39 100		
592 Collège Abdessalam el Mokni à Moknine	31 000	4 800	35 800	35 800		
593 Collège Ahmed Ayed à Ksar Hellal	28 000	3 300	31 300	31 300		
594 Collège à El Mezaougha	29 000	2 200	31 200	31 200		
595 Collège Mahmoud El Messaâdi à Jammel	30 000	3 600	33 600	33 600		
596 Collège de Bouhjar	29 000	4 000	33 000	33 000		
597 Collège El Monstakbel à El Ouardanine	29 000	2 400	31 400	31 400		
598 Collège Pilote à Monastir	48 000	10 000	58 000	58 000		
599 Collège Technique de Monastir	14 000	1 200	15 200	15 200		
600 Collège Technique de Moknine	14 000	600	14 600	14 600		
601 Collège Technique de Ksar Hellal	14 000	1 100	15 100	15 100		
602 Collège Mohamed Mousen Elbaoubi à Monastir	26 000	3 300	29 300	29 300		
603 Collège de Sidi Ameur	26 000	3 800	29 800	29 800		
604 Collège de Ghentada	13 000	1 300	14 300	14 300		
605 Collège 5 septembre 1934 à Moknine	31 000	5 900	36 900	36 900		
606 Collège Technique de Ksibet El Mediouni	15 000	300	15 300	15 300		
607 Collège Technique El Kassas à Jammel	15 000	1 300	16 300	16 300		
608 Collège Technique de Téboulba	15 000	1 100	16 100	16 100		
609 Collège rue Salem Bechir à Monastir	30 000	6 100	36 100	36 100		
610 Collège de Bkalta 2- Bkalta	30 000	2 000	32 000	32 000		
611 Collège cité El Omrane- Monastir	30 000	2 000	32 000	32 000		
<u>O - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Mahdia :</u>	<u>1 289 000</u>	<u>101 000</u>	<u>1 390 000</u>	<u>1 390 000</u>		
612 Collège avenue Bourguiba Boumerdès	49 000	3 600	52 600	52 600		
613 Collège rue 25 Juillet 1957 Chorbanc	30 000	3 300	33 300	33 300		
614 Collège de Nefetia Chorban	34 000	3 100	37 100	37 100		
615 Collège de Sakiet El Khadem Sidi Alouane	30 000	2 100	32 100	32 100		
616 Collège avenue Habib Bourguiba Mahdia	38 000	3 900	41 900	41 900		
617 Collège de Sidi Alouane	45 000	3 600	48 600	48 600		
618 Collège de Souassi	52 000	3 400	55 400	55 400		
619 Collège de Ouled Chamekhli	38 000	1 600	39 600	39 600		
620 Collège Ezzahra - Mahdia	45 000	5 000	50 000	50 000		
621 Collège Abou El Kacem Chebbi à El Jem	44 000	3 100	47 100	47 100		
622 Collège de Melloutech	34 000	2 600	36 600	36 600		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
623 Collège de Brailaa	31 000	2 500	33 500	33 500		
624 Collège de Hakaima	33 000	1 500	34 500	34 500		
625 Collège de Karkar	28 000	2 100	30 100	30 100		
626 Collège Ibn Khaldoun Ksour Essaf	35 000	4 000	39 000	39 000		
627 Collège Farhat Hached de Chebba	35 000	3 900	38 900	38 900		
628 Collège avenue Bourguiba Ksour Essaf	46 000	4 400	50 400	50 400		
629 Collège de Sidi Zid - Souassi	39 000	1 700	40 700	40 700		
630 Collège de Tlalsia - El Jem	39 000	2 100	41 100	41 100		
631 Collège de Hiboun	38 000	3 900	41 900	41 900		
632 Collège Ibn Chiraf de Chebba	35 000	4 200	39 200	39 200		
633 Collège Nouvelle Cité - El Jem	30 000	3 200	33 200	33 200		
634 Collège de Habira	32 000	3 400	35 400	35 400		
635 Collège Ramzi Zrelli à Souassi	37 000	3 000	40 000	40 000		
636 Collège Borj El Arif à Mahdia	27 000	1 300	28 300	28 300		
637 Collège route de la plage à Rejiche	30 000	2 600	32 600	32 600		
638 Collège de Zelba	28 000	700	28 700	28 700		
639 Collège de Chéhimat-Nord	16 000	1 700	17 700	17 700		
640 Collège Assad Ibn El Fourat à El Jem	24 000	2 300	26 300	26 300		
641 Collège à El Ksasba - Souassi	26 000	2 200	28 200	28 200		
642 Collège à Ouled Abdallah - Mallouech	24 000	2 000	26 000	26 000		
643 Collège de Rcharcha	33 000	2 200	35 200	35 200		
644 Collège Technique de Mahdia	15 000	1 000	16 000	16 000		
645 Collège Technique d'El Jem	14 000	600	14 600	14 600		
646 Collège Technique de Souassi	11 000	1 000	12 000	12 000		
647 Collège Technique de la Chebba	12 000	800	12 800	12 800		
648 Collège Technique de Ksour Essaf	15 000	1 100	16 100	16 100		
649 Collège de Salakta	15 000	1 100	16 100	16 100		
650 Collège pilote à Mahdia	45 000	800	45 800	45 800		
651 Collège Ouled Saleh à Ksour Essaf	30 000	1 100	31 100	31 100		
652 Collège El ghedhabna de Chebba	27 000	3 300	30 300	30 300		
R- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sfax :	1 308 000	118 500	1 426 500	1 426 500		
653 Collège Nâdiour Bir Ali Ben Khalifa	40 000	2 900	42 900	42 900		
654 Collège 15 Octobre 1963 Sfax	36 000	2 800	38 800	38 800		
655 Collège Tahar El Haddad Sfax	36 000	4 800	40 800	40 800		
656 Collège de Skhira	61 000	2 600	63 600	63 600		
657 Collège avenue Halib Bourguiba Sfax	36 000	4 400	40 400	40 400		
658 Collège de Mahmès	33 000	3 900	36 900	36 900		
659 Collège Bir Ali Ben Khalifa	49 000	3 200	52 200	52 200		
660 Collège 13 Août 1956 Sfax	28 000	2 600	30 600	30 600		
661 Collège de Agareb	34 000	2 500	36 500	36 500		
662 Collège El Bosten à Sfax	51 000	6 600	57 600	57 600		
663 Collège Cité Ennour Sfax	31 000	3 600	34 600	34 600		
664 Collège de Nakta	25 000	2 800	27 800	27 800		
665 Collège de Tina Sfax	51 000	5 100	56 100	56 100		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	RECETTES	
			TOTAL DES RECETTES	DEPENSES
666 Collège Ali Ennouri Sfax	34 000	3 900	37 900	37 900
667 Collège Haima Chaïbouni - Agareb	52 000	4 900	56 900	56 900
668 Collège Cité El Habib - Sfax	26 000	2 300	28 300	28 300
669 Collège Ali Belahouane à Sfax	54 000	7 300	61 300	61 300
670 Collège 1er Mai à Sfax	78 000	8 700	86 700	86 700
671 Collège Hédi El Ayadi Cité El Habib à Sfax	41 000	3 500	44 500	44 500
672 Collège Mohamed Malfoudh à Sfax	31 000	4 000	35 000	35 000
673 Collège de Sbayeh - Skhira	40 000	800	40 800	40 800
674 Collège Bechir Kheraief à Mahares	25 000	2 300	27 300	27 300
675 Collège Ibn Charaf à Bir Ali Ben Khalifa	5 000	3 300	8 300	8 300
676 Collège Ibn Arafa Cité El Balhi à Sfax	24 000	2 200	26 200	26 200
677 Collège Ibn Rochd à Tina	31 000	3 500	34 500	34 500
678 Collège Ibn El Heythem à Bir Ali Ben Khalifa	32 000	2 900	34 900	34 900
679 Collège Kheireddine à El Ghraiba	34 000	4 200	38 200	38 200
680 Collège Okba Ibn Nafaâ à Skhira	26 000	2 400	28 400	28 400
681 Collège Pilote de Sfax	49 000	800	49 800	49 800
682 Collège Technique Cité El Mouroj Route de l'Aéroport Sfax	30 000	1 000	31 000	31 000
683 Collège Technique de Mahares	12 000	700	12 700	12 700
684 Collège de Hajeb à Sfax	28 000	2 800	30 800	30 800
685 Collège Technique El Ahd El Jедid de Sfax	12 000	700	12 700	12 700
686 Collège Technique Cité El Bassatine de Sfax	13 000	1 300	14 300	14 300
687 Collège Technique Mohamed Jamoussi Sfax	38 000	1 000	39 000	39 000
688 Collège route el Afriane à Sfax	27 000	2 200	29 200	29 200
689 Collège karkour à Agareb Sfax 1	28 000	2 000	30 000	30 000
690 Collège Imhlamed Noukis-Skhira	27 000	2 000	29 000	29 000
S. Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sfax2 :	1 359 000	119 800	1 478 800	1 478 800
691 Collège de Saltania	49 000	6 000	55 000	55 000
692 Collège Cité El Oumis route de Tunis Sakiet Ezzit	44 000	4 000	48 000	48 000
693 Collège IIm el Haithem à Sfax	52 000	5 900	57 900	57 900
694 Collège de Jebeniana	55 000	6 700	61 700	61 700
695 Collège El Imam Samouïne route Grenada Sfax	48 000	6 100	54 100	54 100
696 Collège à Ellouza	37 000	4 200	41 200	41 200
697 Collège Houcine Bel Hadj Khaled à Handou	34 000	2 400	36 400	36 400
698 Collège de Sakiet Ezzit	50 000	5 600	55 600	55 600
699 Collège à El Ghraiba	30 000	2 100	32 100	32 100
700 Collège Barmaki à El Aouadna - Menzel Chaker	59 000	2 800	61 800	61 800
701 Collège Mustapha Essakani Sfax	45 000	4 700	49 700	49 700
702 Collège Cité Jardin Jebeniana	35 000	2 300	37 300	37 300
703 Collège de Chihia	69 000	7 000	76 000	76 000
704 Collège de Kerkennah	35 000	3 500	38 500	38 500
705 Collège Merkez Bouassida - Sfax	40 000	3 400	43 400	43 400
706 Collège Mustapha Hamdi à El Amra	57 000	4 400	61 400	61 400
707 Collège Habib Chatbouni à Sfax	48 000	5 000	53 000	53 000
708 Collège Ahmed Melak à Sfax	30 000	2 900	32 900	32 900

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
709 Collège d' El Hancha	30 000	3 300	33 300	33 300		
710 Collège à El Ajenka - Jebeniana	19 000	1 600	20 600	20 600		
711 Collège El Mansourah route Sidi Mansour à Sfax	30 000	1 300	31 300	31 300		
712 Collège Ibn Sina à Menzel Chaker	31 000	2 300	33 300	33 300		
713 Collège de Sakiet Eddayer	73 000	8 600	81 600	81 600		
714 Collège El Farabi à Menzel Chacker	28 000	2 200	30 200	30 200		
715 Collège El Manara route Sidi Mansour à Sakiet Eddayer	48 000	4 300	52 300	52 300		
716 Collège route de Tanyour à Sakiet Ezzit	57 000	3 900	60 900	60 900		
717 Collège Ibn Mandhour Cité El Ouns à Sakiet Ezzit	34 000	2 300	36 300	36 300		
718 Collège Technique de Jebeniana	14 000	1 000	15 000	15 000		
719 Collège Amour Etoussi à El Hancha	30 000	2 400	32 400	32 400		
720 Collège cité Essalem à El Amra	24 000	1 200	25 200	25 200		
721 Collège El Awebed Sfax	35 000	1 100	36 100	36 100		
722 Collège Sadok Fekî à Sakiet Eddayer	49 000	3 300	52 300	52 300		
723 Collège Pilote - Sakiet Ezzit	40 000	2 000	42 000	42 000		
<u>T_ Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Gafsa :</u>	<u>861 000</u>	<u>63 700</u>	<u>924 700</u>	<u>924 700</u>		
724 Collège populaire à Gafsa	38 000	3 800	41 800	41 800		
725 Collège de M'Dhila	35 000	2 600	37 600	37 600		
726 Collège Ennajah Redeyef	33 000	3 100	36 100	36 100		
727 Collège 2 mars 1934 à Gafsa	30 000	2 800	32 800	32 800		
728 Collège 15 octobre 1963 à Moulâres	30 000	2 600	32 600	32 600		
729 Collège à Laïla Gafsa	29 000	2 400	31 400	31 400		
730 Collège de Zannouch	38 000	2 100	40 100	40 100		
731 Collège de Gafsa	36 000	4 200	40 200	40 200		
732 Collège Cité Essourour Gafsa	35 000	2 600	37 600	37 600		
733 Collège de Sned	24 000	1 100	25 100	25 100		
734 Collège de Moulâres la Gare	29 000	2 300	31 300	31 300		
735 Collège El Ajid El Jedid - Méthâoui	27 000	2 000	29 000	29 000		
736 Collège à Ouled Ouahiba - Gafsa	12 000	300	12 300	12 300		
737 Collège Cité des Jeunes à Gafsa	31 000	2 800	33 800	33 800		
738 Collège "Chabiba" à Gafsa	13 000	500	13 500	13 500		
739 Collège El Menzah route de l'aéroport à Gafsa	25 000	2 200	27 200	27 200		
740 Collège de Ksar Gafsa	38 000	4 900	42 900	42 900		
741 Collège à Sidi Ahmed Zarrouk à Gafsa	24 000	2 000	26 000	26 000		
742 Collège El Amel à Méthâoui	16 000	1 600	17 600	17 600		
743 Collège Ibn El Jazzaar à Sned	28 000	2 300	30 300	30 300		
744 Collège Ibn Sina à Gafsa	31 000	3 100	34 100	34 100		
745 Collège Ibn Rochd à M'Dhila	16 000	1 400	17 400	17 400		
746 Collège Ibn Mandhour à Moulâres	26 000	2 200	28 200	28 200		
747 Collège Technique de Gafsa	13 000	700	13 700	13 700		
748 Collège de Sidi Aïche	29 000	1 200	30 200	30 200		
749 Collège Pilote de Gafsa	42 000	1 100	43 100	43 100		
750 Collège Technique de Redeyef	24 000	300	24 300	24 300		
751 Collège Technique de Méthâoui	24 000	600	24 600	24 600		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	RECETTES	
			TOTAL DES RECETTES	
752 Collège Elmaidani Ben Salhi à Belkhir	15 000	800	15 800	15 800
753 Collège Ibn Arafà à Métlaoui	14 000	1 000	15 000	15 000
754 Collège El Guetar Gafsa	28 000	1 100	29 100	29 100
755 Collège à Sidi Boubaker Gafsa	28 000	2 000	30 000	30 000
<u>U- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sidi Bouzid :</u>	<u>1 405 000</u>	<u>120 200</u>	<u>1 525 200</u>	<u>1 525 200</u>
756 Collège Ibn Ennafis à Jelma	47 000	5 000	52 000	52 000
757 Collège route Essod Sebbala	37 000	3 400	40 400	40 400
758 Collège Ibn Sina de Regueb	43 000	4 100	47 100	47 100
759 Collège de Hichria	36 000	3 900	39 900	39 900
760 Collège à Essouda	37 000	2 900	39 900	39 900
761 Collège à Meknassy	42 000	2 600	44 600	44 600
762 Collège Khaled Ibn El Walid à Sidi Bouzid	40 000	4 200	44 200	44 200
763 Collège El Ahd El Jedid de Faidh	30 000	2 100	32 100	32 100
764 Collège de Ouled Slimène	28 000	2 500	30 500	30 500
765 Collège à Menzel Bouzaïne	39 000	4 200	43 200	43 200
766 Collège de Souk El Jedid	45 000	4 200	49 200	49 200
767 Collège d'Ouled Haffouz	32 000	2 500	34 500	34 500
768 Collège de Jelma	42 000	4 400	46 400	46 400
769 Collège Ibn Khaldoun de Meknassy	35 000	3 000	38 000	38 000
770 Collège Abou Baker El Gamoudi de Sidi Bouzid	50 000	6 600	56 600	56 600
771 Collège de Mezouma	37 000	2 800	39 800	39 800
772 Collège de M'Karem	30 000	1 600	31 600	31 600
773 Collège de Regueb	39 000	3 400	42 400	42 400
774 Collège de Mezara de Sidi Bouzid	27 000	5 600	32 600	32 600
775 Collège de Lassouda	33 000	2 900	35 900	35 900
776 Collège de Om El Oudham	27 000	1 300	28 300	28 300
777 Collège de Ouled Monser	15 000	700	15 700	15 700
778 Collège de Sidi Bouzid Ouest	41 000	3 900	44 900	44 900
779 Collège de Bir El Hafez	33 000	2 900	35 900	35 900
780 Collège de Sidi Ali Ben Qoni	36 000	3 000	39 000	39 000
781 Collège de Henchir El Gallé	39 000	4 500	43 500	43 500
782 Collège Pilote Kheireddine Pacha à Sidi Bouzid	47 000	2 400	49 400	49 400
783 Collège Rahal à Bir El Hafez	27 000	1 600	28 600	28 600
784 Collège Ibn Charaf à Ouled Haffouz	27 000	1 300	28 300	28 300
785 Collège Abou El Kacem Echebbi à Bir El Hafez	30 000	3 000	33 000	33 000
786 Collège Ibn Abu Dhiaf à Regueb	28 000	2 600	30 600	30 600
787 Collège Labiadhi à Jelma	31 000	2 900	33 900	33 900
788 Collège Assad Ibn El Fourat à Mezouma	29 000	2 100	31 100	31 100
789 Collège Ibn El Haythiem à Sidi Bouzid	32 000	2 800	34 800	34 800
790 Collège El Farabi à Sidi Ali Ben Aoun	27 000	1 600	28 600	28 600
791 Collège de M'Ghila - Sébala	30 000	1 900	31 900	31 900
792 Collège de Remilia - Souk Jedid	30 000	2 000	32 000	32 000
793 Collège Technique de Sidi Bouzid	9 000	500	9 500	9 500
794 Collège Technique de Ouled Haffouz	9 000	300	9 300	9 300

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
795	Collège Technique de Regueb	12 000	500	12 500	12 500
796	Collège Okba Ibn Nafaa à Mezzouma	15 000	1 200	16 200	16 200
797	Collège Ibn Sina à Menzel Bouzaiene	16 000	1 400	17 400	17 400
798	Collège Rabta à sidi Ali ben Aoun	15 000	800	15 800	15 800
799	Collège Al-Hania-Bazid à sidi Bouzid Est	25 000	1 400	26 400	26 400
800	Collège El-Khechem	26 000	1 700	27 700	27 700
<u>V - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tozeur :</u>		<u>470 000</u>	<u>37 000</u>	<u>507 000</u>	<u>507 000</u>
801	College El Ahd El Jedid à Dégache	29 000	2 000	31 000	31 000
802	Collège de Nefta	32 000	3 300	35 300	35 300
803	Collège Ibn Charaf à Hammam Jérid	27 000	1 700	28 700	28 700
804	Collège Ibn Chabbat Tozeur	46 000	5 000	51 000	51 000
805	Collège El Makki Bel-Azouz à Nafha	34 000	3 600	37 600	37 600
806	Collège Mustapha Kheraf à Tozeur	29 000	2 600	31 600	31 600
807	Collège Ibn Khaldoun à Bouhlel	32 000	2 300	34 300	34 300
808	Collège Amor Saidi à Hazoua	24 000	1 100	25 100	25 100
809	Collège Route de l'Aéroport à Tozeur	38 000	3 500	41 500	41 500
810	Collège Chagrsi à Tozeur	14 000	1 100	15 100	15 100
811	Collège de Zaouit El Arabe - Degueche	16 000	1 400	17 400	17 400
812	Collège de Tamaghza	32 000	1 900	33 900	33 900
813	Collège Technique de Nafha	12 000	300	12 300	12 300
814	Collège Technique de Tozeur	12 000	300	12 300	12 300
815	Collège Pilote à Tozeur	33 000	1 900	34 900	34 900
816	Collège Tozeur	30 000	2 800	32 800	32 800
817	Collège Mnaoui Smaïdhi à Nafha	30 000	2 200	32 200	32 200
<u>W - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Gabès :</u>		<u>1 320 000</u>	<u>95 600</u>	<u>1 415 600</u>	<u>1 415 600</u>
818	Collège Cité El Amel Gabès	49 000	4 200	53 200	53 200
819	Collège Abdessalem Saifi route El Hamma Gabès	30 000	1 600	31 600	31 600
820	College El Ahd El Jedid Métouia	29 000	2 300	31 300	31 300
821	Collège Nouvelle Matmata	34 000	3 300	37 300	37 300
822	Collège Ibn Khaldoun à Gabès	62 000	4 900	66 900	66 900
823	Collège avenue Habib Bourguiba Gabès	32 000	3 000	35 000	35 000
824	Collège Cité Mohamed Ali Gabès	27 000	1 900	28 900	28 900
825	Collège de Quediref	31 000	2 800	33 800	33 800
826	Collège Mohamed Kheireddine Boume à Métouia	26 000	2 000	28 000	28 000
827	Collège de Ghanouchie	49 000	4 400	53 400	53 400
828	College de Sombat	26 000	1 600	27 600	27 600
829	Collège de Dikhile Toujane	27 000	2 100	29 100	29 100
830	Collège de Zarat	27 000	1 900	28 900	28 900
831	Collège de la Vieille Matmata	24 000	1 100	25 100	25 100
832	Collège de Menzel Habib	15 000	1 400	16 400	16 400
833	Collège Ibn Charaf à Mareth	32 000	2 800	34 800	34 800
834	Collège El Ahd El Jedid Gabès	30 000	3 400	33 400	33 400
835	Collège de Chébâni Gabès	24 000	2 000	26 000	26 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
836 Collège de Kérima	30 000	1 700	31 700	31 700		
837 Collège de Ouedi Elmour El Hamma	37 000	2 600	39 600	39 600		
838 Collège de Teboulou - Gabès	32 000	3 200	35 200	35 200		
839 Collège de Mareth	36 000	3 600	39 600	39 600		
840 Collège El Ahd El Jeddid à El Hamma	31 000	2 600	33 600	33 600		
841 Collège Ibn Rochd à Ghanouch	33 000	2 800	35 800	35 800		
842 Collège Al-icheac à Gabès	31 000	3 400	34 400	34 400		
843 Collège Cité El Izdirar à Gabès	26 000	2 000	28 000	28 000		
844 Collège de Bechiria à El Hamma	24 000	1 200	25 200	25 200		
845 Collège Ibn Sina à Arram- Mareth sud	21 000	1 100	22 100	22 100		
846 Collège de Plage Essalam - Gabès	32 000	3 400	35 400	35 400		
847 Collège de Bou-Chémma	25 000	1 700	26 700	26 700		
848 Collège Ibn Khaldoun à Menzel El Habib	19 000	1 100	20 100	20 100		
849 Collège Al Ahd El Jeddid à Cheneni	24 000	1 100	25 100	25 100		
850 Collège El Hamma	29 000	1 900	30 900	30 900		
851 Collège à El-Affam - Matmata Nouvelle	25 000	1 100	26 100	26 100		
852 Collège Technique avenue Abou El Kacem Chebbi à Gabès	31 000	700	31 700	31 700		
853 Collège Technique rue Oussa à Gabès	27 000	700	27 700	27 700		
854 Collège Pilote cité El Manara à Gabès Sud	30 000	2 800	32 800	32 800		
855 Collège Technique d'El Hamma	26 000	800	26 800	26 800		
856 Collège Technique de Mareth	24 000	500	24 500	24 500		
857 Collège Mohammed Daghbaji à El Hamma	35 000	2 300	37 300	37 300		
858 Collège Technique de Ghanouch	25 000	600	25 600	25 600		
859 Collège Taher Lassoud de Sombat	28 000	2 100	30 100	30 100		
860 Collège de Toumine	14 000	600	14 600	14 600		
861 Collège El Mida à Gabès	24 000	1 300	25 300	25 300		
862 Collège Zraïva Eljadida-Matmata Eljadida	27 000	2 000	29 000	29 000		
X Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Kébili :	630 000	43 100	673 100	673 100		
863 Collège de Nouri Douz	28 000	2 200	30 200	30 200		
864 Collège Oum Somaâ Souk Lahad	26 000	1 500	27 500	27 500		
865 Collège Ain Slim Tombar Kébili Nord	26 000	1 600	27 600	27 600		
866 Collège de Blidet	27 000	1 700	28 700	28 700		
867 Collège à Menchia	28 000	1 600	29 600	29 600		
868 Collège Abou El Kacem Chebbi Kébili	31 000	2 900	33 900	33 900		
869 Collège Ibn Rochd de Kébili	31 000	2 900	33 900	33 900		
870 Collège Ibn Rachik de Douz	26 000	1 700	27 700	27 700		
871 Collège Ibn Charaf Douz	49 000	4 800	53 800	53 800		
872 Collège El Kalaâ Douz	30 000	2 000	32 000	32 000		
873 Collège El Farabi à Kébili	29 000	1 300	30 300	30 300		
874 Collège El Houssari à Douz	29 000	2 200	31 200	31 200		
875 Collège Okba Ibn Nafaâ à Kébili	25 000	1 700	26 700	26 700		
876 Collège Ibn Zeidoun à El Faouar	35 000	3 300	38 300	38 300		
877 Collège Bou Abdallah à Sénia Lahad	16 000	1 400	17 400	17 400		
878 Collège El Aouina à Douz	16 000	1 200	17 200	17 200		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		RESSOURCES PROPRIES				
879 Collège de Zaâfrane - Douz	24 000	1 500	25 500	25 500		
880 Collège de Ghidma - El Faouar	24 000	1 400	25 400	25 400		
881 Collège à Jersine - Kébili Sud	15 000	800	15 800	15 800		
882 Collège de Nagga - Souk Lahad	14 000	1 100	15 100	15 100		
883 Collège Ibn Mandhour à Souk Lahad	25 000	1 300	26 300	26 300		
884 Collège Technique de Kébili	24 000	700	24 700	24 700		
885 Collège Technique de Douz	25 000	600	25 600	25 600		
886 Collège Pilote à Kébili	27 000	1 700	28 700	28 700		
V- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Médenine :	1 673 000	131 200	1 804 200	1 804 200		
887 Collège Kheireddine Pacha Sidi Makhlof	37 000	1 400	38 400	38 400		
888 Collège de Midoun Jerba	59 000	5 600	64 600	64 600		
889 Collège Ibn Arafa Ben Guerdane	28 000	1 500	29 500	29 500		
890 Collège rue Mengi Slim Médenine	53 000	5 000	58 000	58 000		
891 Collège Essouani Jerba	39 000	4 000	43 000	43 000		
892 Collège de Chemmakh	27 000	2 200	29 200	29 200		
893 Collège Abou El Kacem Chebbi Ben Guerdane	52 000	4 200	56 200	56 200		
894 Collège de Zarzis	30 000	2 600	32 600	32 600		
895 Collège Erradih-Jerba	32 000	3 000	35 000	35 000		
896 Collège de Kellala-Jerba	27 000	2 500	29 500	29 500		
897 Collège Souhil Zarzis	27 000	2 300	29 300	29 300		
898 Collège de Zarzis 2	29 000	1 700	30 700	30 700		
899 Collège Ksar Jedid à Béni Khédaâche	34 000	2 000	36 000	36 000		
900 Collège Sedouikech - Jerba	28 000	2 600	30 600	30 600		
901 Collège Houmet Essouk de Jerba	52 000	6 100	58 100	58 100		
902 Collège Ibn Charaf Ben Guerdane	33 000	3 300	36 300	36 300		
903 Collège Erraja de Zarzis	15 000	1 400	16 400	16 400		
904 Collège de Hassi Omar	34 000	3 000	37 000	37 000		
905 Collège de Mellita Jerba	26 000	2 200	28 200	28 200		
906 Collège de Béni Khédaâche	38 000	2 200	40 200	40 200		
907 Collège Cité Ezzitouni de Médenine	35 000	3 600	38 600	38 600		
908 Collège Erraja de Médenine	37 000	3 900	40 900	40 900		
909 Collège Ibn Sina Houmet Essouk Jerba	27 000	2 200	29 200	29 200		
910 Collège Farhat Hached Médenine	28 000	2 400	30 400	30 400		
911 Collège route El May - Ajim	27 000	2 800	29 800	29 800		
912 Collège Ibn Rachik route de Gabès - Médenine	46 000	5 000	51 000	51 000		
913 Collège Ibn Mandhour à Gueribis - Zarzis	16 000	1 300	17 300	17 300		
914 Collège Ibn Khaldoun à El May - Jerba	37 000	3 900	40 900	40 900		
915 Collège Mahbeubine à Jerba	30 000	3 000	33 000	33 000		
916 Collège El Farabi à Ragouba-Est - Sidi Makhlof	24 000	1 000	25 000	25 000		
917 Collège Fadhel Ben Achour à Béni Khédaâche	16 000	1 000	17 000	17 000		
918 Collège IIm Abu Dhiaf Cité Echra à Ben Guerdane	28 000	1 500	29 500	29 500		
919 Collège Ibn Khaldoun à Zarzis	38 000	4 100	42 100	42 100		
920 Collège El Imitayze à Médenine	41 000	3 800	44 800	44 800		
921 Collège Route de l'Hôpital à Ben Guerdane	40 000	3 300	43 300	43 300		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS				DEPENSES	
	RECETTES			TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES				
922 Collège Abou El Kacem Chebbi à Houmet Souk - Jerba	43 000	4 000	47 000	47 000		
923 Collège a H'Madi - Zarzis	27 000	1 700	28 700	28 700		
924 Collège de Koutine	27 000	1 500	28 500	28 500		
925 Collège d'El Jorf	14 000	800	14 800	14 800		
926 Collège de Amra - Medenine	26 000	1 400	27 400	27 400		
927 Collège Tabai à Ben Guerdane	33 000	3 800	36 800	36 800		
928 Collège d'El Mouensa - Zarzis	26 000	1 500	27 500	27 500		
929 Collège El Grou - Ajim	15 000	1 100	16 100	16 100		
930 Collège de Arkou-Midoun Jerba	25 000	1 700	26 700	26 700		
931 Collège Technique de Medenine	27 000	600	27 600	27 600		
932 Collège Technique de Zarzis	28 000	500	28 500	28 500		
933 Collège Technique Houmt-Souk Jerba	28 000	1 300	29 300	29 300		
934 Collège Ibn Sina à Chahibania	33 000	700	33 700	33 700		
935 Collège Pilote de Medenine	66 000	1 400	67 400	67 400		
936 Collège route de Ghomrassen à Beni Khedache	29 000	1 400	30 400	30 400		
937 Collège de Boughrara	16 000	2 000	18 000	18 000		
938 Collège de Oued Sedr Medenine	12 000	2 200	14 200	14 200		
939 Collège Pilote Houmt-Souk Jerba	28 000	2 000	30 000	30 000		
Z Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tataouine :	<u>530 000</u>	<u>42 300</u>	<u>572 300</u>	<u>572 300</u>		
940 Collège Ezzahra - Tataouine	25 000	1 200	26 200	26 200		
941 Collège de Bir Lahmiar	27 000	2 400	29 400	29 400		
942 Collège de Ghomrassen	16 000	1 200	17 200	17 200		
943 Collège Cité El Mahrajen - Tataouine	20 000	1 500	21 500	21 500		
944 Collège Cité Ennour - Tataouine	30 000	2 300	32 300	32 300		
945 Collège Ibn Rochd Tataouine	40 000	4 900	44 900	44 900		
946 Collège de Maztouria	25 000	1 900	26 900	26 900		
947 Collège de Dhiba	16 000	1 300	17 300	17 300		
948 Collège de Ksar Ouled Dabbeb	15 000	1 000	16 000	16 000		
949 Collège Ibn Arafa Ghomrassen	25 000	2 800	27 800	27 800		
950 Collège de Rogba	25 000	2 100	27 100	27 100		
951 Collège route Oum Seough - Remada	27 000	2 500	29 500	29 500		
952 Collège El Farch à Ghomrassen	12 000	800	12 800	12 800		
953 Collège 18 janvier 1952 à Tataouine	29 000	3 000	32 000	32 000		
954 Collège "El Bir" à Tataouine	23 000	2 000	25 000	25 000		
955 Collège Al Ahd El Jadid de Smar	24 000	1 900	25 900	25 900		
956 Collège Ibn Sina à Tataouine	24 000	1 500	25 500	25 500		
957 Collège Ksar Ouled Soltane à Tataouine Nord	23 000	700	23 700	23 700		
958 Collège Ksar Ouled Aoun à Smar	11 000	700	11 700	11 700		
959 Collège Pilote à Tataouine Nord	26 000	1 100	27 100	27 100		
960 Collège Technique de Tataouine	16 000	1 100	17 100	17 100		
961 Collège El Farabi à Tataouine Nord	14 000	1 400	15 400	15 400		
962 Collège Technique de Ghomrassen	12 000	500	12 500	12 500		
963 Collège Ibn Khalidoun à Tataouine Nord	13 000	1 400	14 400	14 400		
964 Collège Ibn El Haythem à Beni M'Hira -Smar	12 000	1 100	13 100	13 100		

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRIES	TOTAL DES RECETTES	
4	Etablissements de Formation :	2 022 000	163 000	2 185 000	2 185 000
4	Y - Autres Etablissements de Formation	2 022 000	163 000	2 185 000	2 185 000
1	Centre National de Formation et de développement des compétences	1 647 000	148 000	1 795 000	1 795 000
2	Institut des métiers de l'éducation à Korba	152 000	5 000	157 000	157 000
3	Institut des métiers de l'éducation à Sousse	100 000	5 000	105 000	105 000
4	Institut des métiers de l'éducation à Sfax	123 000	5 000	128 000	128 000
6	Etablissements d'action sociale :	373 000	6 000	379 000	379 000
1	Ecole Primaire Ennour pour les aveugles Bir El Kassââ à Ben Arous	79 000	1 000	80 000	80 000
2	Ecole Primaire Ennour des aveugles à Gabès	80 000	1 000	81 000	81 000
3	Institut des aveugles à Sousse	26 000	1 000	27 000	27 000
4	Collège Ennour des aveugles à Gabès	60 000	1 000	61 000	61 000
5	Collège des aveugles à Cité Hached - Bir El Kassââ	80 000	1 000	81 000	81 000
6	Ecole Primaire des aveugles à Sousse	48 000	1 000	49 000	49 000
26	COMMISSARIATS REGIONAUX DE L'EDUCATION :	36 060 000	3 025 000	39 085 000	39 085 000
1	Commissariat Régional de Tunis I	1 439 000	103 000	1 542 000	1 542 000
2	Commissariat Régional de Tunis II	1 306 000	107 000	1 413 000	1 413 000
3	Commissariat Régional de l'Ariana	1 183 000	128 000	1 311 000	1 311 000
4	Commissariat Régional de Manouba	1 123 000	97 000	1 220 000	1 220 000
5	Commissariat Régional de Ben Arous	1 506 000	156 000	1 662 000	1 662 000
6	Commissariat Régional de Zaghouan	936 000	57 000	993 000	993 000
7	Commissariat Régional de Bizerte	1 561 000	152 000	1 713 000	1 713 000
8	Commissariat Régional de Nabeul	1 554 000	227 000	1 781 000	1 781 000
9	Commissariat Régional de Béja	1 225 000	80 000	1 305 000	1 305 000
10	Commissariat Régional de Jendouba	1 417 000	100 000	1 517 000	1 517 000
11	Commissariat Régional du Kef	1 167 000	58 000	1 225 000	1 225 000
12	Commissariat Régional de Siliana	1 200 000	64 000	1 264 000	1 264 000
13	Commissariat Régional de Kasserine	1 743 000	141 000	1 884 000	1 884 000
14	Commissariat Régional de Sousse	1 484 000	188 000	1 672 000	1 672 000
15	Commissariat Régional de Kairouan	1 893 000	180 000	2 073 000	2 073 000
16	Commissariat Régional de Monastir	1 280 000	160 000	1 440 000	1 440 000
17	Commissariat Régional de Mahdia	1 426 000	133 000	1 559 000	1 559 000
18	Commissariat Régional de Sfax 1	1 630 000	136 000	1 766 000	1 766 000
19	Commissariat Régional de Sfax 2	1 567 000	151 000	1 718 000	1 718 000
20	Commissariat Régional de Gafsa	1 658 000	96 000	1 754 000	1 754 000
21	Commissariat Régional de Sidi Bouzid	1 840 000	127 000	1 967 000	1 967 000
22	Commissariat Régional de Tozeur	683 000	32 000	715 000	715 000
23	Commissariat Régional de Gabès	1 558 000	111 000	1 669 000	1 669 000
24	Commissariat Régional de Kébili	906 000	50 000	956 000	956 000
25	Commissariat Régional de Medenine	1 843 000	148 000	1 991 000	1 991 000
26	Commissariat Régional de Tataouine	932 000	43 000	975 000	975 000
6	Autres Etablissements :	65 471 000	7 636 700	73 107 700	73 107 700
1	Ecole Internationale de Tunis		2 000 000	2 000 000	2 000 000
2	Office des Œuvres Scolaires	64 447 000	5 600 000	70 047 000	70 047 000
3	Centre National de Maintenance	769 000	30 000	799 000	799 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			DEPENSES	
		RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES			
4	Internat Primaire de Mateur	46 000	4 000	50 000	50 000	
5	Internat Primaire de Menagaâ - Zaghouan	29 000	1 000	30 000	30 000	
6	Ecole de la Deuxième Chance	180 000	1 700	181 700	181 700	
1608	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Education -	167 410 000	16 444 000	183 854 000	183 854 000	
	MISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
<u>332</u>	* Enseignement Supérieur					
<u>176</u>	<u>A- Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>39 272 000</u>	<u>21 995 000</u>	<u>61 267 000</u>	<u>61 267 000</u>	
	<u>Etablissements relevant de l'Université Ez-zitouna</u>	<u>723 000</u>	<u>519 000</u>	<u>1 242 000</u>	<u>1 242 000</u>	
1	Université Ez-zitouna	723 000	4 000	727 000	727 000	
2	Institut Supérieur de Théologie Ezzitouna		300 000	300 000	300 000	
3	Institut Supérieur de Civilisation Islamique de Tunis		200 000	200 000	200 000	
4	Centre des Etudes Islamiques à Kairouan		15 000	15 000	15 000	
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Tunis</u>	<u>6 421 000</u>	<u>1 220 000</u>	<u>7 641 000</u>	<u>7 641 000</u>	
5	Université de Tunis	6 421 000	20 000	6 441 000	6 441 000	
6	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs à Tunis		70 000	70 000	70 000	
7	Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Tunis		100 000	100 000	100 000	
8	Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis		300 000	300 000	300 000	
9	Institut Supérieur de l'Animation pour la Jeunesse et la Culture		50 000	50 000	50 000	
10	Institut Supérieur des Beaux Arts de Tunis		120 000	120 000	120 000	
11	Ecole Normale Supérieure		15 000	15 000	15 000	
12	Institut Supérieur de Musique de Tunis		40 000	40 000	40 000	
13	Institut Supérieur d'Art Dramatique		13 000	13 000	13 000	
14	Institut Supérieur de Gestion		205 000	205 000	205 000	
15	Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de		150 000	150 000	150 000	
16	Institut Supérieur des Métiers du Patrimoine de Tunis		12 000	12 000	12 000	
17	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Tunis		40 000	40 000	40 000	
18	Institut Préparatoire aux Etudes Littéraires et des Sciences Humaines de Tunis		20 000	20 000	20 000	
19	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Zaghouan		25 000	25 000	25 000	
20	Institut Supérieur des Affaires de Tunis		40 000	40 000	40 000	
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Jendouba</u>	<u>2 766 000</u>	<u>800 000</u>	<u>3 566 000</u>	<u>3 566 000</u>	
21	Université de Jendouba	2 766 000	80 000	2 846 000	2 846 000	
22	Faculté des Sciences Juridiques et Economiques de Jendouba		300 000	300 000	300 000	
23	Institut Supérieur de Langues Appliquées et de l'Informatique à Bejaïa		50 000	50 000	50 000	
24	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités au Kef		75 000	75 000	75 000	
25	Institut Supérieur des Sciences Humaines de Jendouba		110 000	110 000	110 000	
26	Institut Supérieur de la Musique et du Théâtre au Kef		3 000	3 000	3 000	
27	Institut Supérieur des Arts et Métiers à Siliana		25 000	25 000	25 000	
28	Institut Supérieur des Sciences de l'Informatique au Kef		82 000	82 000	82 000	
29	Institut Supérieur de Biotechnologie à Béjaïa		50 000	50 000	50 000	
30	Institut National de Technologie et Sciences au Kef		25 000	25 000	25 000	
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Tunis El Manar</u>	<u>4 230 000</u>	<u>4 230 000</u>	<u>4 230 000</u>	<u>4 230 000</u>	
31	Façulté des Sciences de Tunis		650 000	650 000	650 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		DEPENSES
		RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
32 Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Tunis		470 000	470 000	470 000
33 Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis		300 000	300 000	300 000
34 Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis		230 000	230 000	230 000
35 Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs à El Manar		60 000	60 000	60 000
36 Institut Supérieur de l'Informatique		120 000	120 000	120 000
37 Institut Supérieur des Technologies Médicales de Tunis		90 000	90 000	90 000
38 Institut Supérieur des Sciences Biologiques Appliquées		100 000	100 000	100 000
39 Institut Bourguiba de Langues Vivantes		2 210 000	2 210 000	2 210 000
Etablissements relevant de l'Université de Carthage	10 433 000	2 231 000	12 664 000	12 664 000
40 Université Carthage	10 433 000	70 000	10 503 000	10 503 000
41 Faculté des Sciences de Bizerte		240 000	240 000	240 000
42 Institut Préparatoire des Etudes d'Ingénieurs de Nabeul		65 000	65 000	65 000
43 Institut Préparatoire des Etudes Scientifiques et Techniques		90 000	90 000	90 000
44 Ecole Tunisienne des technologies		60 000	60 000	60 000
45 Institut National des Sciences Appliquées et de Technologie de Tunis		250 000	250 000	250 000
46 Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Monastir		50 000	50 000	50 000
47 Ecole Nationale d'Architecture et de l'Urbanisme à Tunis		150 000	150 000	150 000
48 Institut Supérieur de Langues à Tunis		160 000	160 000	160 000
49 Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis		170 000	170 000	170 000
50 Institut des Hautes Etudes Commerciales de Carthage		210 000	210 000	210 000
51 Institut Supérieur des Beaux Arts de Nabeul		50 000	50 000	50 000
52 Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Nabeul		150 000	150 000	150 000
53 Ecole Nationale d'Ingénieurs de Bizerte		16 000	16 000	16 000
54 Ecole Nationale des Ingénieurs de Carthage		120 000	120 000	120 000
55 Institut Supérieur de la Technologie de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Bâtiments		45 000	45 000	45 000
56 Ecole Supérieure des Statistiques et de l'Analyse des données		35 000	35 000	35 000
57 Institut Préparatoire des Etudes d'Ingénieurs de Bizerte		40 000	40 000	40 000
58 Institut Supérieur des Langues de Nabeul		40 000	40 000	40 000
59 Institut Supérieur des Sciences et des Technologies de l'Environnement de Borj Cedria		40 000	40 000	40 000
60 Ecole Supérieure de l'Audiovisuel et du Cinéma de GammARTH		50 000	50 000	50 000
61 Institut Supérieur de Gestion de Bizerte		70 000	70 000	70 000
62 Institut Supérieur des technologies informatiques et de communication -de Borj Cedria		40 000	40 000	40 000
63 Ecole Nationale des Sciences et nouvelles technologies de Borj Cedria		20 000	20 000	20 000
Etablissements relevant de l'Université de la Manouba	5 059 000	2 032 000	7 091 000	7 091 000
64 Université de la Manouba	5 059 000	70 000	5 129 000	5 129 000
65 Ecole Nationale des Sciences de l'Informatique		100 000	100 000	100 000
66 Faculté des Lettres, des arts et des sciences humaines de la Manouba		500 000	500 000	500 000
67 Institut Supérieur de Documentation à Tunis		50 000	50 000	50 000
68 Institut de Presse et des Sciences de l'Information		62 000	62 000	62 000
69 Institut Supérieur de l'Histoire du Mouvement National		10 000	10 000	10 000
70 Institut Supérieur de la Comptabilité et de l'Administration des Entreprises		450 000	450 000	450 000
71 Ecole Supérieure du Commerce à Tunis		400 000	400 000	400 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	RECETTES	
			TOTAL DES RECETTES	DEPENSES
72 Ecole Supérieure des Sciences et des Technologies du Design		150 000	150 000	150 000
73 Institut Supérieur des Arts de Multimédia à la Manouba		144 000	144 000	144 000
74 Institut Supérieur de Biotechnologie à Sidi Thabet		90 000	90 000	90 000
75 Ecole Nationale d'Ingénieurs à Manouba		6 000	6 000	6 000
Etablissements relevant de l'Université de Sousse				
76 Faculté de Droit et des Sciences Economique à Sousse		1 513 000	1 513 000	1 513 000
77 Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Sousse		272 000	272 000	272 000
78 Institut Supérieur de Gestion à Sousse		230 000	230 000	230 000
79 Institut Supérieur de Musique à Sousse		168 000	168 000	168 000
80 Institut Supérieur des Beaux Arts à Sousse		27 000	27 000	27 000
81 Institut Supérieur du Transport et de Télécommunications de Sousse		115 000	115 000	115 000
82 Institut Supérieur de l'Informatique et des Techniques de la télécommunication à Hammam Sousse		83 000	83 000	83 000
83 Institut Supérieur des Finances et de Fiscalité de Sousse		130 000	130 000	130 000
84 Institut de Hautes Etudes Commerciales de Sousse		88 000	88 000	88 000
85 Ecole Supérieure des Sciences et Technologie à Hammam Sousse		115 000	115 000	115 000
86 Institut Supérieur des Sciences Economique et de Gestion à Sousse		85 000	85 000	85 000
Etablissements relevant de l'Université de Monastir				
87 Faculté de Médecine de Monastir		200 000	200 000	200 000
88 Faculté de Chirurgie Dentaire de Monastir		340 000	340 000	340 000
89 Faculté de Pharmacie de Monastir		160 000	160 000	160 000
90 Faculté des Sciences de Monastir		150 000	150 000	150 000
91 Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Mahdia		210 000	210 000	210 000
92 Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Monastir		160 000	160 000	160 000
93 Institut Supérieur des Langues Appliquées de Moknine		90 000	90 000	90 000
94 Institut Supérieur de Biotechnologie de Monastir		45 000	45 000	45 000
95 Institut Supérieur de l'Informatique et des Mathématiques de Monastir		100 000	100 000	100 000
96 Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Mahdia		100 000	100 000	100 000
97 Institut Supérieur des Métiers de la Mode de Monastir		63 000	63 000	63 000
98 Institut Supérieur des Métiers de la Mode de Monastir		40 000	40 000	40 000
99 Institut Supérieur de l'Informatique de Mahdia		85 000	85 000	85 000
100 Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Mahdia		32 000	32 000	32 000
101 Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Monastir		85 000	85 000	85 000
102 Village des Langues		75 000	75 000	75 000
Etablissements relevant de l'Université de Kairouan				
103 Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Kairouan		630 000	630 000	630 000
104 Institut Supérieur de l'Informatique et de Gestion de Kairouan		150 000	150 000	150 000
105 Institut Supérieur des Arts et Métiers de Kairouan		150 000	150 000	150 000
106 Institut Supérieur des Etudes Juridiques et Politiques de Kairouan		30 000	30 000	30 000
107 Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Kairouan		40 000	40 000	40 000
108 Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Kasserine		60 000	60 000	60 000
109 Institut Supérieur des Mathématiques Appliquées et de l'Informatique de Kairouan		30 000	30 000	30 000
110 Institut Supérieur des humanités Appliquées de Sbeitla		30 000	30 000	30 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	RECETTES			DEPENSES
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
110 Institut Supérieur des Arts et Métiers de Sidi Bouzid		20 000	20 000	20 000
111 Faculté des sciences et Techniques de Sidi Bouzid		30 000	30 000	30 000
112 Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Kasserine		30 000	30 000	30 000
113 Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Kairouan		30 000	30 000	30 000
Etablissements relevant de l'Université de Sfax		3 273 000	3 273 000	3 273 000
114 Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax		272 000	272 000	272 000
115 Faculté de Droits de Sfax		338 000	338 000	338 000
116 Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Sfax		240 000	240 000	240 000
117 Faculté des Sciences de Sfax		700 000	700 000	700 000
118 Ecole Nationale d'Ingénieurs de Sfax		400 000	400 000	400 000
119 Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Sfax		45 000	45 000	45 000
120 Ecole Supérieure de Commerce de Sfax		120 000	120 000	120 000
121 Institut Supérieur des Arts et Métiers de Sfax		170 000	170 000	170 000
122 Institut Supérieur de Musique de Sfax		14 000	14 000	14 000
123 Institut Supérieur de l'Administration des Affaires de Sfax		95 000	95 000	95 000
124 Ecole Supérieure de l'Informatique et Multimédia de Sfax		90 000	90 000	90 000
125 Institut Supérieur de l'électronique et de télécommunications de Sfax		550 000	550 000	550 000
126 Institut Supérieur de Biotechnologie de Sfax		80 000	80 000	80 000
127 Institut de Hautes Etudes Commerciales de Sfax		84 000	84 000	84 000
128 Institut Supérieur de Gestion industrielle de Sfax		75 000	75 000	75 000
Etablissements relevant de l'Université de Gafsa	3 700 000	496 000	4 196 000	4 196 000
129 Université de Gafsa	3 700 000	40 000	3 740 000	3 740 000
130 Faculté des Sciences de Gafsa		120 000	120 000	120 000
131 Institut Supérieur de l'Administration des Entreprises de Gafsa		63 000	63 000	63 000
132 Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Gafsa		42 000	42 000	42 000
133 Institut Supérieur des Arts et Métiers de Gafsa		35 000	35 000	35 000
134 Gafsa		45 000	45 000	45 000
135 Institut Supérieur des humanités Appliquées de Tozeur		25 000	25 000	25 000
136 Institut Supérieur des Sciences Humaines et de l'Education de Gafsa		85 000	85 000	85 000
137 Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Gafsa		24 000	24 000	24 000
138 Ecole Nationale des Ingénieurs de Gafsa		17 000	17 000	17 000
Etablissements relevant de l'Université de Gabès	823 000	823 000	823 000	823 000
139 Ecole Nationale d'Ingénieurs de Gabès		132 000	132 000	132 000
140 Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de G		90 000	90 000	90 000
141 Institut Supérieur de Gestion de Gabès		100 000	100 000	100 000
142 Institut Supérieur des Langues de Gabès		82 000	82 000	82 000
143 Institut Supérieur de l'Informatique et du Multimédia de Gabès		50 000	50 000	50 000
144 Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Gabès		49 000	49 000	49 000
145 Ecole Supérieure des Sciences Juridiques de Gabès		52 000	52 000	52 000
146 Institut Supérieur des Biologies Appliquées de Médenine		53 000	53 000	53 000
147 Institut Supérieur des Sciences et Technologies des Eaux de Gabès		27 000	27 000	27 000
148 Institut Supérieur des Logiciels industriels de Gabès		55 000	55 000	55 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECHERCHES		DEPENSES
		RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECHERCHES	
149 Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Médenine		45 000	45 000	45 000
150 Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Tataouine		39 000	39 000	39 000
151 Institut Supérieur de l'Informatique de Médenine		27 000	27 000	27 000
152 Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Gabès		22 000	22 000	22 000
Instituts Supérieurs des Etudes Technologiques	10 170 000	2 493 000	12 663 000	12 663 000
153 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Radés	604 000	480 000	1 084 000	1 084 000
154 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Nabeul	586 800	110 000	696 800	696 800
155 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Sousse	376 000	120 000	496 000	496 000
156 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Ksar Hellal	386 000	150 000	536 000	536 000
157 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Sfax	608 000	150 000	758 000	758 000
158 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Gabès	506 000	93 000	599 000	599 000
159 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Gafsa	466 000	82 000	548 000	548 000
160 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Charguia	493 000	80 000	573 000	573 000
161 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kairouan	416 000	73 000	489 000	489 000
162 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Djerba	394 000	75 000	469 000	469 000
163 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Mahdia	429 000	150 000	579 000	579 000
164 Institut Supérieur des Etudes Technologiques du Kef	452 400	80 000	532 400	532 400
165 Institut Supérieur des Etudes Technologiques du Zaghouan	324 000	80 000	404 000	404 000
166 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Jendouiba	453 000	75 000	528 000	528 000
167 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Beja	361 600	65 000	426 600	426 600
168 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Tozeur	325 000	80 000	405 000	405 000
169 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Bizerte	478 000	90 000	568 000	568 000
170 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Siliana	495 600	60 000	555 600	555 600
171 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kébili	324 600	35 000	359 600	359 600
172 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kasserine	384 000	55 000	439 000	439 000
173 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Sidi Bouzid	401 000	80 000	481 000	481 000
174 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Tataouine	204 000	100 000	304 000	304 000
175 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Médenine	277 000	90 000	367 000	367 000
176 Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kelibia	425 000	40 000	465 000	465 000
2- Etablissements relevant des Offices des Œuvres	78 049 000	9 964 000	88 013 000	88 013 000
155 Universitaires				
Etablissements relevant de l'Office des Œuvres	30 073 000	4 823 000	34 896 000	34 896 000
Universitaires du Nord				
1 Office des Œuvres Universitaires du Nord de Tunis	30 073 000	15 000	30 088 000	30 088 000
2 Cité Universitaire de Bulla Régia		140 000	140 000	140 000
3 Foyer Universitaire Ibu Khaldoun de Tunis		20 000	20 000	20 000
4 Foyer Universitaire Chawki d'El Menzah 7		171 000	171 000	171 000
5 Foyer Universitaire de Bardo 3		46 000	46 000	46 000
6 Foyer Universitaire d'El Menzah		23 000	23 000	23 000
7 Foyer Universitaire Rue de Mulhouse		34 000	34 000	34 000
8 Foyer Universitaire de Ben Arous		22 000	22 000	22 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			
	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES		DEPENSES
		RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
9 Foyer Universitaire Thameur-Ariana		48 000	48 000	48 000
10 Foyer Universitaire Fatouma Bourguiba -Tunis		25 000	25 000	25 000
11 Foyer Universitaire de Bab El Khadra		14 000	14 000	14 000
12 Foyer Universitaire de la Cité Ez-zouhour		23 000	23 000	23 000
13 Foyer Universitaire Route de l'Aéroport-Ariana		50 000	50 000	50 000
14 Foyer Universitaire El Yassamine		68 000	68 000	68 000
15 Foyer Universitaire El Omrane Supérieur 1		95 000	95 000	95 000
16 Foyer Universitaire El Omrane Supérieur 2		54 000	54 000	54 000
17 Foyer Universitaire El Omrane Supérieur 3		100 000	100 000	100 000
18 Cité Universitaire de Kheireddine Etoussi de Hammam- Chott		100 000	100 000	100 000
19 Foyer Universitaire Rue de Madrid - Tunis		50 000	50 000	50 000
20 Foyer Universitaire Ibnou Zohir Manouba		90 000	90 000	90 000
21 Foyer Universitaire des Etudiantes de la Manouba		55 000	55 000	55 000
22 Foyer Universitaire de Nabeul		160 000	160 000	160 000
23 Foyer Universitaire El Monrouj		107 000	107 000	107 000
24 Foyer Universitaire El Ouardia		60 000	60 000	60 000
25 Foyer Universitaire El Bassatine de la Manouba		74 000	74 000	74 000
26 Foyer Universitaire Route Menzel Abderhmen de Bizerte		120 000	120 000	120 000
27 Restaurant Universitaire de Bouchoucha		66 000	66 000	66 000
28 Restaurant Universitaire de Carthage		15 000	15 000	15 000
29 Restaurant Universitaire d'El Menzah 7		15 000	15 000	15 000
30 Restaurant Universitaire d'El Omrane Supérieur		70 000	70 000	70 000
31 Restaurant Universitaire de Nabeul		60 000	60 000	60 000
32 Restaurant Universitaire de Charguia		39 000	39 000	39 000
33 Restaurant Universitaire du Campus Universitaire		110 000	110 000	110 000
34 Restaurant Universitaire de la Rabta		125 000	125 000	125 000
35 Restaurant Universitaire Ibn Zaïdoun de la Manouba		85 000	85 000	85 000
36 Restaurant Universitaire Menzel Abderhmen de Bizerte		80 000	80 000	80 000
37 Restaurant Universitaire d'El monrouj		40 000	40 000	40 000
38 Cité Universitaire de Bourj Sédria-Slimene		85 000	85 000	85 000
39 Centre Universitaire d'Art Dramatique et d'Animation Culturelle		6 000	6 000	6 000
40 Cité Universitaire de Mutuelleville		30 000	30 000	30 000
41 Cité Universitaire de Montfleury		135 000	135 000	135 000
42 Cité Universitaire de Ras Tabia		60 000	60 000	60 000
43 Cité Universitaire de l'Ariana		75 000	75 000	75 000
44 Cité Universitaire de Ben Arous		80 000	80 000	80 000
45 Cité Universitaire de Bardo I		80 000	80 000	80 000
46 Cité Universitaire de Bardo II		60 000	60 000	60 000
47 Cité Universitaire les Jardins de Tunis		50 000	50 000	50 000
48 Cité Universitaire d'El Mourouj		80 000	80 000	80 000
49 Cité Universitaire de Hammam-Chott		110 000	110 000	110 000
50 Cité Universitaire de Mateur		93 000	93 000	93 000
51 Cité Universitaire Vaga de Beja		94 000	94 000	94 000
52 Cité Universitaire Zama de Siliana		90 000	90 000	90 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			DEPENSES	
		RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES			
53	Restaurant Universitaire Houcine El Jaziri de Manouba		83 000	83 000	83 000	
54	Cité Universitaire Niapolis de Nabeul		75 000	75 000	75 000	
55	Restaurant Universitaire Ali Eddouajji de Tunis		25 000	25 000	25 000	
56	Restaurant Universitaire Ibn Mandhour de Radès		60 000	60 000	60 000	
57	Restaurant Universitaire Mustafa Kheraief de Zaghouan		30 000	30 000	30 000	
58	Restaurant Universitaire Ali Belhouane de Jendouba		80 000	80 000	80 000	
59	Restaurant Universitaire Hannibal du Kef		60 000	60 000	60 000	
60	Foyer Universitaire Tahar El Haddad de Nabeul		70 000	70 000	70 000	
61	Foyer Universitaire Moussa Ibn Noussair de Zaghouan		84 000	84 000	84 000	
62	Foyer Universitaire Mahmoud El Messaâdi de Jendouba		122 000	122 000	122 000	
63	Foyer Universitaire Jughortha au Kef		69 000	69 000	69 000	
64	Centre Culturel et Sportif de Manouba		1 000	1 000	1 000	
65	Foyer Universitaire des Etudiantes de Bizerte		100 000	100 000	100 000	
66	Restaurant Universitaire de Bizerte		124 000	124 000	124 000	
67	Cité Universitaire Sicavénira du Kef		70 000	70 000	70 000	
68	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Jendouba		1 000	1 000	1 000	
69	Restaurant Universitaire Sidi Bou Said		25 000	25 000	25 000	
70	Centre Culturel et Sportif de Béja		1 000	1 000	1 000	
71	Cité Universitaire de Kélibia		75 000	75 000	75 000	
72	Centre Culturel et Sportif de Nabeul		3 000	3 000	3 000	
73	Centre Culturel et Sportif de Siliana		1 000	1 000	1 000	
74	Centre Culturel et Sportif du Kef		1 000	1 000	1 000	
75	Cité Universitaire de L'école Normale de Tunis		36 000	36 000	36 000	
76	Restaurant Universitaire à Sidi Thabet		30 000	30 000	30 000	
<u>Etablissements relevant de l'Office des Œuvres Universitaire pour le Centre de Sousse</u>		<u>23 994 000</u>	<u>2 762 000</u>	<u>26 756 000</u>	<u>26 756 000</u>	
77	Office des Œuvres Universitaires du Centre de Sousse	23 994 000	153 000	24 147 000	24 147 000	
78	Foyer Universitaire Enriadh de Rose de Sousse		38 000	38 000	38 000	
79	Foyer Universitaire 3 Août de Monastir		41 000	41 000	41 000	
80	Foyer Universitaire El Bassatine de Monastir		90 000	90 000	90 000	
81	Foyer Universitaire Rakkada de Kairouan		75 000	75 000	75 000	
82	Cité Universitaire El Yasmin de Sousse		62 000	62 000	62 000	
83	Foyer Universitaire Imam Mezri de Monastir		54 000	54 000	54 000	
84	Foyer Universitaire Skanes de Monastir		85 000	85 000	85 000	
85	Foyer Universitaire Sahloul de Sousse		93 000	93 000	93 000	
86	Restaurant Universitaire les Roses de Monastir		100 000	100 000	100 000	
87	Restaurant Universitaire Skanès de Monastir		98 000	98 000	98 000	
88	Restaurant Universitaire Al Aghafiba de Kairouan		29 000	29 000	29 000	
89	Cité Universitaire El Ghazali de Sousse		156 000	156 000	156 000	
90	Cité Universitaire Ibn Khaldoun de Sousse		97 000	97 000	97 000	
91	Foyer Universitaire Okba Ibn Nafaa de Kairouan		54 000	54 000	54 000	
92	Cité Universitaire de Ksar Helal		64 000	64 000	64 000	
93	Cité Universitaire Fatouma Bourguiba - Monastir		111 000	111 000	111 000	
94	Cité Universitaire Ibn Sima de Sousse		150 000	150 000	150 000	
95	Cité Universitaire Sabra de Kairouan		77 000	77 000	77 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS	PREVISIONS			DEPENSES	
	RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
	SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES			
96 Centre Culturel Universitaire de Monastir		5 000	5 000	5 000	
97 Centre Culturel Universitaire "Yahia Ibn Omar" de Sousse		5 000	5 000	5 000	
98 Centre Culturel Universitaire "Rakada" de Kairouan		2 000	2 000	2 000	
99 Restaurant Universitaire Errriadh de Sousse		100 000	100 000	100 000	
100 Cité Universitaire Ibn Khaldoun de Sidi Bouzid		96 000	96 000	96 000	
101 Foyer Universitaire de Mahdia		120 000	120 000	120 000	
102 Foyer Universitaire El Fatimi de Mahdia		26 000	26 000	26 000	
103 Cité Universitaire 5 Septembre 1934 de Moknine		39 000	39 000	39 000	
104 Foyer Universitaire Ibn Rachiq de Kairouan		60 000	60 000	60 000	
105 Cité Universitaire Ibn El Jazzaar de Kairouan		100 000	100 000	100 000	
106 Restaurant Universitaire de Mahdia		128 000	128 000	128 000	
107 Cité Universitaire El Farabi de Sousse		75 000	75 000	75 000	
108 Restaurant Universitaire Ibn Rochd de Kairouan		78 000	78 000	78 000	
109 Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Mahdia		2 000	2 000	2 000	
110 Foyer Universitaire de Kasserine		54 000	54 000	54 000	
111 Restaurant Universitaire de Kasserine		26 000	26 000	26 000	
112 Cité Universitaire de Sbeitla		83 000	83 000	83 000	
113 Centre Culturel et Sportif de Kasserine		2 000	2 000	2 000	
114 Centre Culturel et Sportif de Sidi Bouzid		2 000	2 000	2 000	
115 Restaurant Universitaire du Pôle technologique de Sousse		28 000	28 000	28 000	
116 Restaurant Universitaire de Rejich Mahdia		66 000	66 000	66 000	
117 Restaurant Universitaire de Sidi Bouzid		30 000	30 000	30 000	
118 Restaurant Universitaire "Médina Jadida" Kasserine		8 000	8 000	8 000	
<u>Etablissements relevant de l'Office des Œuvres Universitaires pour le Sud de Sfax</u>	<u>23 982 000</u>	<u>2 379 000</u>	<u>26 361 000</u>	<u>26 361 000</u>	
119 Office des Œuvres Universitaires du Sud de Sfax	23 982 000	2 000	23 984 000	23 984 000	
120 Foyer Universitaire du Commandant Béjaoui de Sfax		34 000	34 000	34 000	
121 Foyer Universitaire El Bassatine de Sfax					
122 Foyer Universitaire Tanyour de Sfax		24 000	24 000	24 000	
123 Foyer Universitaire Imam Salmoun de Sfax		37 000	37 000	37 000	
124 Foyer Universitaire El Farabi de Sfax		66 000	66 000	66 000	
125 Foyer Universitaire Ibn Abi Sarah de Gabès		31 800	31 800	31 800	
126 Restaurant Universitaire El Matar- Sfax		48 000	48 000	48 000	
127 Cité Universitaire Ibn El Jazzaar de Sfax		114 000	114 000	114 000	
128 Cité Universitaire Ibn Chabbat de Sfax		64 000	64 000	64 000	
129 Cité Universitaire Ali Nouri de Sfax		111 000	111 000	111 000	
130 Cité Universitaire Omar Ibn El Khattab de Gabès		63 000	63 000	63 000	
131 Cité Universitaire Sidi Mansour de Sfax		178 000	178 000	178 000	
132 Cité Universitaire El Yasmin de Sfax		197 400	197 400	197 400	
133 Centre Culturel Universitaire de Sfax		1 000	1 000	1 000	
134 Centre Culturel Universitaire de Gabès		4 000	4 000	4 000	
135 Cité Universitaire Sidi Marzouk de Gabès		83 000	83 000	83 000	
136 Foyer Universitaire Ibn Mandhour de Gafsa		105 000	105 000	105 000	
137 Foyer Universitaire Ulysse de Djerba		52 000	52 000	52 000	
138 Foyer Universitaire Ennakhil de Gabès		135 000	135 000	135 000	

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			DEPENSES	
		RECETTES		TOTAL DES RECETTES		
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES			
139	Foyer Universitaire Eltifachi de Gafsa		32 000	32 000	32 000	
140	Cité Universitaire de Tozeur		100 000	100 000	100 000	
141	Cité Universitaire de Kébili		48 700	48 700	48 700	
142	Restaurant Universitaire Ezzayatine Sfax		67 000	67 000	67 000	
143	Restauranti Universitaire Ibn Arnâa de Gafsa		75 000	75 000	75 000	
144	Restaurant Universitaire de Gabès		99 000	99 000	99 000	
145	Restaurant Universitaire les Oasis Gabès		108 000	108 000	108 000	
146	Restaurant Universitaire Ibn Rached Gafsa		78 000	78 000	78 000	
147	Restaurant Universitaire Ali Charfi Sfax		24 000	24 000	24 000	
148	Restaurant Universitaire Kheireddine Ettoinsi de Djerba		22 000	22 000	22 000	
149	Cité Universitaire de Médenine		35 800	35 800	35 800	
150	Cité Universitaire de Tataouine		121 300	121 300	121 300	
151	Restaurant Universitaire "El Ous" du pôle technologique de Sfax		100 000	100 000	100 000	
152	Centre Culturel Universitaire de Gafsa		34 000	34 000	34 000	
153	Cité Universitaire Elfajja - Mednine		1 000	1 000	1 000	
154	centre Culturel Universitaire de Mednine		82 000	82 000	82 000	
155	Cité Universitaire de Gafsa		1 000	1 000	1 000	
	<u>Centre de calcul Khawarezmi</u>	<u>556 000</u>	<u>100 000</u>	<u>656 000</u>	<u>656 000</u>	
1	Centre de calcul Khawarezmi	556 000	100 000	656 000	656 000	
332	Total des Budgets des Etablissements relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (Enseignement Supérieur)	117 877 000	32 059 000	149 936 000	149 936 000	
3	* Recherche Scientifique					
	Etablissements de Recherche	<u>843 000</u>	<u>28 000</u>	<u>871 000</u>	<u>871 000</u>	
1	Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales	315 000	10 000	325 000	325 000	
2	Centre de Recherches et des Etudes pour le dialogue des Civilisations et des Religions Comparées à Sousse	148 000	5 000	153 000	153 000	
3	Centre National Universitaire de Documentation Scientifique et Technique	380 000	13 000	393 000	393 000	
1	<u>Centre de publication universitaire</u>	<u>243 000</u>	<u>200 000</u>	<u>443 000</u>	<u>443 000</u>	
1	Centre de publication universitaire	243 000	200 000	443 000	443 000	
4	Total des Budgets des Etablissements relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (Recherche Scientifique)	1 086 000	228 000	1 314 000	1 314 000	
336	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	118 963 000	32 287 000	151 250 000	151 250 000	
2630	TOTAL GENERAL DES BUDGETS RATTACHES POUR ORDRE AU BUDGET GENERAL DE L'ETAT	989 501 000	449 038 300	1 438 539 300	1 438 539 300	

TABLEAU "F"

EFFECTIF GLOBAL DU PERSONNEL AUTORISE DES MINISTERES Y COMPRIS LEURS SERVICES CENTRAUX ET REGIONAUX ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DONT LES BUDGETS SONT RATTACHES POUR ORDRE AU BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2025

LES MISSIONS ET LES MISSIONS SPECIALES	TOTAL
1- ASSEMBLEE DES REPRESENTANTS DU PEUPLE	402
2- ASSEMBLEE NATIONALE DES REGIONS ET DES DISTRICTS	136
3- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 619
4- PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT	2 209
5- MISSION DE L'INTERIEUR	99 486
6- MISSION DE LA JUSTICE	18 761
7- MISSION DES AFFAIRES ETRANGERES,DE LA MIGRATION ET DES TUNISIENS A L'ETRANGER	1 857
8- MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE	103 678
9- MISSION DES AFFAIRES RELIGIEUSES	780
10- MISSION DES FINANCES	19 860
11- MISSION DE L'ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION	298
12- MISSION DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES	1 702
13- MISSION DE L'AGRICULTURE,DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE MARITIME	24 349
14- MISSION DE L'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ENERGIE	351
15- MISSION DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	1 495
16- MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION	449
17- MISSION DU TOURISME	153
18- MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT	4 238
19- MISSION DE L'ENVIRONNEMENT	293
20- MISSION DES TRANSPORTS	536
21- MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES	7 756
22- MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	20 830
23- MISSION DE LA FAMILLE, DE LA FEMME, DE L'ENFANCE ET DES PERSONNES AGEES	5 822
24- MISSION LA SANTE	78 137
25- MISSION DES AFFAIRES SOCIALES	8 960
26- MISSION DE L'EDUCATION	204 574
27- MISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	39 703
28- MISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	643
29- CONSEIL SUPERIEUR PROVISOIRE DE LA MAGISTRATURE	6
30- COUR CONSTITUTIONNELLE	
31- COUR DES COMPTES	408
32- INSTANCE SUPERIEURE INDEPENDANTE POUR LES ELECTIONS	286
EFFECTIFS NON REPARTIS	12 000
TOTAL GENERAL	663 757